

DERNIERE GUERRE MONDIALE



4

ISSN 2260-197X



Le magazine du deuxième conflit mondial
et du devoir de mémoire

Octobre 2012

Dossier spécial : La Kollaboration !

La LVF

Les « petites Mademoiselles »

Bonny et Lafont

La Milice...



Avec la participation de Roger Lenevete, Daniel Costelle, Didier Lodieu, Pierre Vennat, Krisztian Bene, PY Laquerre et Xavier Riaud



L'histoire de la Seconde Guerre mondiale à la portée de tous.

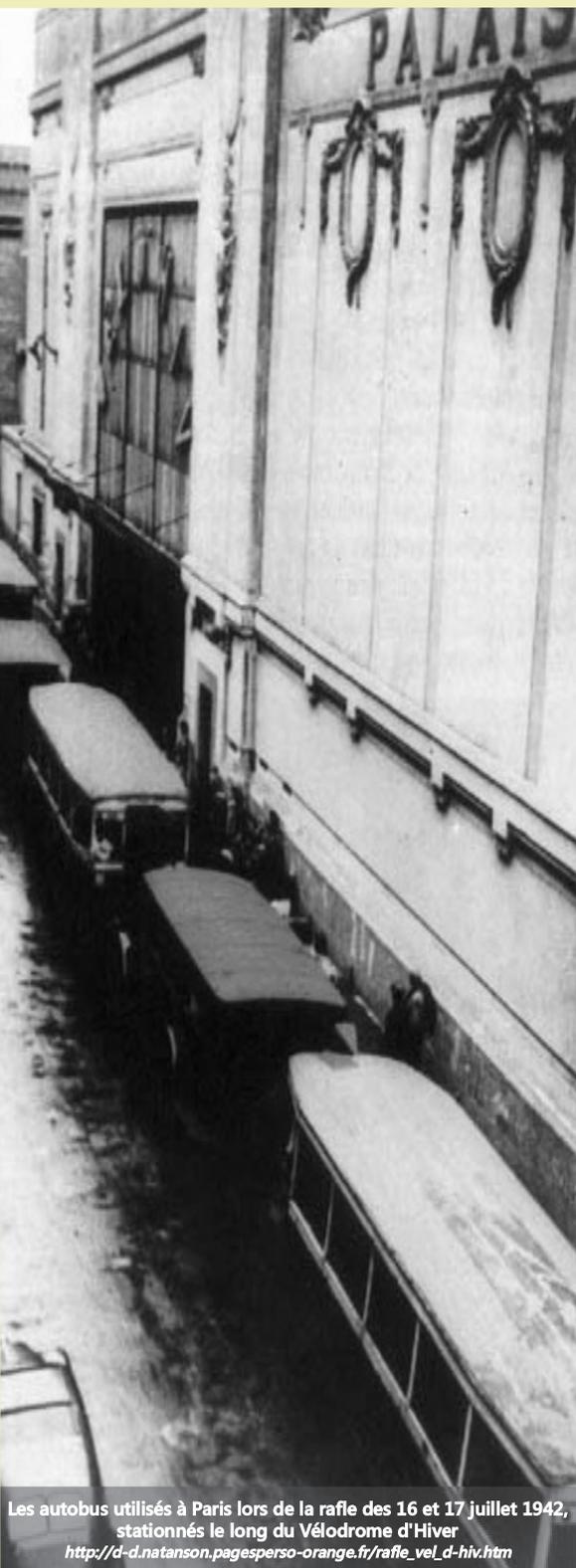
Géré par une équipe d'amateurs enthousiastes, mais bénéficiant de l'aide amicale d'historiens professionnels, la publication bimestrielle en ligne **DERNIERE GUERRE MONDIALE** a pour objectif de contribuer à la préservation de la mémoire liée à cette période terrible en devenant un pont entre les thèses universitaires d'une approche parfois difficile et les manuels scolaires qui pèchent souvent par simplicité, mais aussi en permettant à tout acteur qui en aurait l'envie de rendre public son témoignage.

Professionnels de l'écriture, témoins de cette époque, passionnés de tous âges, se voulant sans prétention, notre publication serait heureuse d'accueillir vos contributions, contactez-nous...

derniereguerremondiale@hotmail.fr



Photos de couverture :
Gendarme français et officier SS en pleine séance de collaboration



Les autobus utilisés à Paris lors de la rafle des 16 et 17 juillet 1942, stationnés le long du Vélodrome d'Hiver
http://d-d.natanson.pagesperso-orange.fr/rafle_vel_d-hiv.htm

DERNIERE GUERRE MONDIALE Numéro 4 • Octobre 2012

SOMMAIRE

Editorial - <i>Par Daniel Laurent</i>	3
Dossier : La collaboration	
La collaboration en France - <i>Par Thierry Decool</i>	4
La « Carlingue » de la rue Lauriston - <i>Par Daniel Laurent</i>	8
La LVF, ses crimes et son impunité - <i>Par Daniel Laurent</i>	10
Dénonciations de Résistants Bretons - <i>Par Roger Lenevette</i>	15
La collaboration « horizontale » - <i>Par Germaine Stephan</i>	19
La Milice - <i>Par Roger Lenevette et Daniel Laurent</i>	22
IBM et le fichage des juifs en France - <i>Par Xavier Riaud</i>	30
Les grands personnages de la collaboration hongroise - <i>Par Krisztian Bene</i>	37
Les « tabous » autour des héros du raid de Dieppe - <i>Par Pierre Oennat</i>	41
La bataille de Wu-han	43
<i>Par Paul-Yanic Laquerre</i>	
Coup d'oeil sur un autre conflit	49
Oran, 5 juillet 1962 - <i>Par Jean-Pierre Risgalla</i>	
Le char japonais type 97 CHI-HA	52
<i>Par Jeremy Delawarde</i>	
Le tract du jour J	56
<i>Par Gaetan Bray</i>	
Rubrique Marine	58
<i>Par Francis Liesse</i>	
Livres / Interviews :	
Jean Mabire : historien ou romancier ?	64
Prisonniers nazis en Amérique, de Daniel Costelle	67
Elle s'appelait Sarah, de Tatiana de Rosnay	69
Combats pour St Lambert sur Dives, de Didier Lodieu	70



Editorial

Par Daniel LAURENT



Chères lectrices, chers lecteurs,

C'est avec un grand plaisir que je vous présente le numéro 4 de **Dernière Guerre Mondiale**.

Comme certains d'entre vous en avaient été avertis par avance, ce numéro est publié le 1^{er} octobre et non le 1^{er} septembre, soit avec un mois de retard, pour cause de vacances estivales de certains que je ne dénoncerai pas.

En conséquence, l'équipe a décidé de décaler tout le calendrier et notre numéro 5, déjà en cours de rédaction, sera mis en ligne pour le 1^{er} décembre.

Une fois encore, votre magazine comporte un dossier spécial à la fois explosif et risqué : **La Kollaboration** en abordant certains aspects dont on parle rarement. Je cite à ce sujet l'article de Germaine Stéphan au sujet de la « collaboration horizontale ». Germaine a vu ces « dames » à l'œuvre pendant l'occupation et, évidemment, son point de vue est sans appel !

Je me permets de me mettre un peu en avant, l'article au sujet des crimes de la LVF étant inédit et innovant tout en restant exclusivement basé sur des documents d'archives.

Au passage, et comme le dit Germaine au fur et à mesure qu'elle corrige les articles, ce dossier « ne sent pas la rose » voire même « laisse un goût amer ».

Notre sommaire comporte 6 historiens professionnels, ce dont évidemment nous sommes très fiers :

Le docteur Riaud nous révèle qu'IBM s'est compromis dans le fichage des Juifs, Krisztian Bene nous parle des collaborateurs hongrois et Pierre Vennat nous fait découvrir un aspect méconnu de la collaboration durant la bataille de Dieppe.

Hors de notre dossier spécial, Paul-Yanic Laquerre nous raconte une bataille en Chine fort peu connue et Daniel Costelle et Didier Lodieu ont eu l'amabilité de répondre à nos questions au sujet de leurs récents livres.

Bien sûr, des amateurs passionnés, dont votre servi-

teur, sont également au sommaire, notamment ceux qui animent nos rubriques Marine, Militaria et Matériel. Citons aussi Thierry Decool et Alexandre Prétot dont le discret travail en coulisse est indispensable et essentiel.

Qu'ils soient tous remerciés de la confiance qu'ils ont bien voulu nous témoigner.

Je tiens à signaler 2 articles du dossier spécial qui portent la signature de feu mon ami Roger Lenevette, ex-FTPF qui a vécu cette période et nous livre à la fois ses témoignages et le résultat de ses recherches après-guerre. Roger nous a quittés en mars 2010 mais mon disque dur comporte un gros dossier de lui et je continuerai à le publier dans notre magazine. Tant que les allumés qui gèrent **Dernière Guerre Mondiale** continueront à rendre hommage à nos Anciens, ils ne seront pas tout à fait morts. Cette façon de penser s'appelle le devoir de mémoire et nous nous y employons. Je peux d'ailleurs vous promettre de l'exclusif à ce sujet dans notre prochain numéro.

Une nouveauté : Nous inaugurons dans ce numéro 4 la nouvelle rubrique « *Coup d'œil sur un autre conflit* ». C'est Jean-Pierre Risgalla, que vous connaissez déjà, qui essuie les plâtres avec un article au sujet de juillet 1962 à Oran en Algérie.

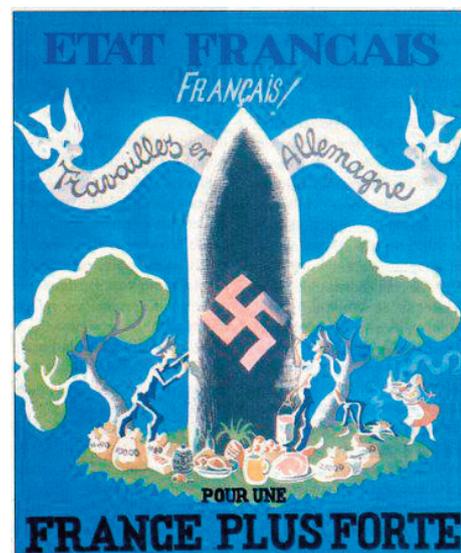
Ceux qui éprouveraient l'envie de discuter les points de vue énoncés dans ce numéro sont invités à venir s'exprimer à ce sujet sur le forum :

<http://www.lesherosoublies.com/f122-courrier-des-lecteurs>

Nous pensons bien sûr déjà au prochain numéro en vous assurons par avance que nous sortirons encore des sentiers battus.

Une remarque ? Une critique ? Une demande ? Un projet ? N'hésitez pas à nous contacter par email ou sur la rubrique concernée du forum *Les héros oubliés*.

A bientôt !





La collaboration en France

Par Thierry DECOOL

L' AUTEUR



Thierry Decool 52 ans, passionné d'Histoire et particulièrement d'histoire militaire et de stratégie, parmi de nombreux autres centres d'intérêt, vit en région parisienne. Membre actif de plusieurs

forum d'Histoire, ou il est parfois connu sous le pseudo de Chef Chaudart, il a rejoint l'équipe de Dernière Guerre Mondiale ou il aide notre Germaine à assurer le respect académique de la langue française.

La terrible défaite de 1940 a engendré pour la France des remous qui perdurent jusqu'à nos jours. Cette déroute des Forces armées françaises, qui crée un traumatisme sans précédent dans le pays, va permettre l'arrivée au pouvoir du Maréchal Pétain, qui milite pour la signature d'un armistice avec l'Allemagne, une paix temporaire permettant, dans son esprit, de sauver dans l'immédiat ce qui peut encore l'être.

Cet armistice est rédigé par le vainqueur. Les quelques demandes françaises pour l'amender sont rejetées, ne recevant que de vagues promesses pour réponse.



1er gouvernement de Vichy en 1940

S'il est jugé « conforme à l'Honneur » par la partie française menée par le général Huntzinger, il n'en comporte pas moins des conditions draconiennes. Elles ne sont certes pas ressenties ainsi à l'époque par le gouvernement du Maréchal réfugié à Vichy: l'armistice, pour ses promoteurs français, est temporaire, devant donner lieu à la négociation d'un véritable accord de paix, dont on estime qu'il pourra avoir lieu dès que la Grande Bretagne aura accepté l'inévitable défaite et accepté de signer la paix avec

Hitler. Pour tous, cela ne saurait tarder, le général Weygand ayant même prédit que « dans trois semaines, l'Angleterre aura le cou tordu comme un poulet ».

La faillite de la IIIème République, rendue responsable du désastre, diverses intrigues de Pierre Laval conduisent à un changement de régime le 10 juillet 1940 : le Maréchal Pétain reçoit les pleins pouvoirs. La France n'est plus une démocratie, mais une dictature à la tête de laquelle on a nommé un vieillard auréolé de sa gloire militaire acquise lors de la Grande Guerre.

La Collaboration de l'Etat Français va donc naître des contraintes de cet armistice, des illusions de ce régime et... des volontés du vainqueur, de son Führer : Adolf Hitler !

Les espérances de Vichy

Pour Vichy, la victoire germanique change totalement la donne géopolitique en Occident : le but est de replacer au plus tôt la France dans cette nouvelle Europe dominée par l'Allemagne. On estime que Hitler ne pourra pas faire sans notre pays, sa puissance économique et coloniale. Après une période de méfiance, l'Allemagne reviendra à des relations apaisées qui permettront à notre pays de se « refaire ». D'autant plus que le régime de Pétain tente de démontrer sa proximité avec son nouveau maître en se « fascisant ».

Hitler n'est pas francophile, c'est le moins que l'on puisse dire...

Rien n'est plus éloigné des espoirs vichyssistes que les intentions du Führer : pour lui, la France est un pays à qui il faut couper définitivement les ailes. L'idéal, comme le dit Otto Abetz¹, futur ambassadeur d'Allemagne auprès de Vichy, serait de maintenir l'état d'occupation permanente de la France. Pour cela, il faut diviser, miner le pays, éliminer ses élites. Avec la prolongation des hostilités et les besoins militaires grandissants, c'est la mise en coupe réglée qui deviendra l'objectif principal. Pour faire pression sur le gouvernement Pétain, l'Allemagne utilise les multiples relais qu'elle a mis en place : Abetz, bien sûr, le MBF², la Commission d'Armistice, mais aussi Goering, bref, tout ce qui permettra de manier la carotte et le bâton propres à faire avancer l'âne vichysois.

Rien ne va plus

Contrairement aux prévisions de Weygand et des partisans de l'armistice, l'été 1940 passe sans que les Britanniques ne demandent la paix. L'Allemagne ne se manifeste pas pour négocier quoi que ce soit avec Vichy. Pire, les conditions économiques en France se

1 : Otto Abetz s'occupe des relations avec le gouvernement de Vichy. Il n'est pas accrédité comme ambassadeur, quoique Hitler lui donne ce titre ultérieurement, les deux pays étant toujours en guerre, n'ayant signé qu'un armistice.

2 : Militär Befehlshaber Frankreich, haut commandement militaire en France, installé à l'hôtel Majestic, à Paris



dégradent, rendant le « statu quo » créé par l'Armistice intenable. Les frais d'occupation énormes prélevés par les Allemands, (400 millions de francs par jour, soit plus de 150 millions d'euro 2012 !), le cours forcé du Franc, s'ajoutent au blocus Britannique sur le commerce avec les Colonies. Les matières premières manquent et doivent être contingentées, ce qui bride fortement l'industrie. Le chômage augmente. A cela s'ajoutent les dures conditions de l'Armistice. La commission de Wiesbaden ne montre aucune souplesse dans son application. Les prisonniers sont toujours en Allemagne, sans espoir prochain de retour. Le basculement de certaines colonies aux Gaullistes, aidés des Britanniques, menace l'unique moyen de pression qui reste à Vichy : avec la Flotte, qui est appelée à être désarmée, selon les termes de l'Armistice, les Colonies sont en effet la seule chose sur laquelle les Allemands n'ont pas de prise directe. Le dernier levier de Vichy.

A l'automne 1940 néanmoins, suite aux déconvenues de la Wehrmacht dans la Bataille d'Angleterre et le débarquement prévu dans l'île devenant de plus en plus improbable, un déplacement de la zone des opérations vers la Méditerranée est prévisible. Il est d'ailleurs prôné par l'amiral Raeder et différents chefs militaires. C'est l'occasion qu'attendait le gouvernement de Pétain : l'Allemagne va avoir besoin de la France sur le plan militaire et diplomatique. On va pouvoir commencer à négocier !

Le carrefour de Montoire

Tout semble effectivement se débloquer. Avec d'autres approches, ce sont carrément des rencontres avec le Führer qui se tiennent à Montoire, d'abord avec Laval, puis Pétain, respectivement les 22 et 24 octobre. Si le Maréchal proclamera être entré « dans la voie de la Collaboration », Hitler n'a en fait rien proposé de concret et, peut-être plus significatif, rien demandé ! Les suites vont traîner, non sans que Laval ait donné quelques gages pour démontrer sa bonne volonté : il offre l'or Belge, qui avait été mis à l'abri en France, et les droits sur les mines de Bor en Serbie.

Mais Hitler esquive la négociation générale voulue par Vichy. La situation, telle qu'elle est, avec une France ligotée, le satisfait. Il se moque de la Méditerranée et a déjà fixé son prochain objectif : l'URSS.



Montoire... Une autre journée des dupes ?

La relance de la Collaboration, les Accords de Paris

Laval est renvoyé le 13 décembre et remplacé par l'amiral Darlan. Comme l'affirme Pétain dans une lettre au Führer, qu'il n'enverra pas d'ailleurs, cela ne remet pas en cause la politique décidée : la Collaboration reste plus que jamais à l'ordre du jour. De fait, la guerre qui continue en Méditerranée met une certaine pression sur les Allemands. L'aide nécessaire pour soutenir Rommel et le coup d'état de Rachid Ali en Irak sont de bonnes bases de négociation. La signature des Protocoles de Paris, qui doivent entériner un rapprochement militaire majeur, voire l'entrée en guerre de la France aux côtés du Reich, sont signés par Darlan et Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne. Mais ni Hitler, qui refuse le réarmement de la France, ni Pétain, qui redoute les conséquences de cette entrée en guerre contre l'ancien allié Anglais et qui estime les contreparties insuffisantes, ne désirent aller si loin. Les Protocoles resteront lettres mortes...

Ce qu'a lâché Vichy

Son économie prise à la gorge, Vichy ne pense avoir aucun moyen d'empêcher le pillage des ressources de la France organisé par le Reich. C'est pourquoi, pour justifier de son utilité, donc de son existence, il va essayer de contrôler cette aide par l'intermédiaire des Comités d'Organisation qu'il a mis sur pied pour encadrer l'industrie. Le but est de la faire prendre en compte dans le cadre de négociations plus larges. Sans résultat. Les Allemands n'en feront qu'à leur tête, prenant ce qu'on leur laisse, court-circuitant les organismes mis en place quand ça les arrange.

De la même manière, désireux de conserver sa mainmise sur la Zone Libre, mais également sur la Zone Occupée qu'il a du mal à disputer à l'Occupant, Vichy va se lancer dans une collaboration policière à tous crins qui va l'amener à épauler ou remplacer l'envahisseur dans ses basses œuvres de lutte contre la Résistance, les Maquis et les réfractaires au STO³. En plus des institutions existantes de police et de justice, est ainsi créée la Milice Française à partir du SOL⁴, supplétif de l'Occupant. La proximité idéologique antisémite va également justifier ce rapprochement, qui va déboucher sur le fichage, l'emprisonnement et la déportation des Juifs réfugiés en France, puis des Juifs français.

Mais là où Vichy va aller le plus loin, c'est dans sa volonté de collaboration militaire. Demandeur d'un réarmement qui lui permettrait de résister aux assauts anglo-gaullistes qui menacent ses territoires, mais également parce que le régime est composé de nombre de militaires, à commencer par Pétain, attirés par les besoins supposés d'un Reich qui continue à se battre, beaucoup au gouvernement voient dans cette collaboration ce qui permettra d'amorcer la pompe avec l'Allemagne. C'est évidemment beaucoup s'illusionner : là, comme ailleurs, le Führer obtiendra ce qu'il désire sans lâcher rien de bien important.

3 : Le Service de Travail Obligatoire est le nom de la réquisition de travailleurs forcés pour l'Allemagne instituée en 1942 par Laval pour répondre à la demande de main d'œuvre Allemande.

4 : Service d'Ordre Légionnaire, rassemblant les pétainistes « convaincus » d'un mouvement plus large et moins politisé, la Légion Française des Combattants.



Les Ultras de la Collaboration

Parallèlement à Vichy, les Allemands vont voir un intérêt à réveiller les volontés nationalistes de minorités françaises, comme le Bezen Perrot en Bretagne et cultiver des mouvements politiques extrémistes nazifiants, afin de faire pression sur Vichy, remplacer aux yeux de l'opinion la guerre d'agression Nazie par leur « guerre pour l'Europe, contre le Communisme » et préparer un éventuel remplaçant à Pétain. Mais ils vont prendre grand soin de ne pas les rendre trop puissants.



Discours de Marcel Déat
au congrès national du
RNP en mai 1944

Inondés d'argent par les services d'Abetz et le MBF, les groupuscules vont battre le pavé pour tenter de recruter un maximum d'adhérents, flatter l'envahisseur, bref, se hausser du col afin de convaincre leur maître Nazi de leur crédibilité. Leur assise populaire est néanmoins très faible, leurs buts forcément limités, le pouvoir solidement tenu par les Allemands et Vichy leur ôtant tout espoir de prendre un jour les rênes de l'Etat ce qui les cantonne à tenter de grappiller postes à responsabilités et maroquins. Tout cela constitue un microcosme dans lequel Vichy même est divisé, Laval utilisant par exemple pour son usage Marcel Déat, fondateur du RNP⁵, contre le PPF⁶ de Jacques Doriot plus favorable à Pétain. En 1941, Marcel Déat tente la fusion des partis avec la bénédiction des Allemands. Si le PPF refuse, le MSR⁷ d'Eugène Deloncle accepte. Mais le socialisant et naïf Déat est bien éloigné de l'extrémiste Deloncle, militant d'extrême droite, ancien chef du mouvement terroriste de la Cagoule. Une tentative d'assassinat sur

Laval et Déat le 27 août 41, dont ils soupçonnent le MSR d'être l'instigateur, les pousse à exclure ce parti du RNP.

Tous ces partis ont en commun la même idée : Vichy n'entre pas assez franchement dans la collaboration, qui doit être pleine et sans arrières pensées, pour l'édification d'une Nouvelle Europe unie. Ils vont soutenir la création de la LVF⁸, composée de volontaires qui vont combattre dans l'armée et sous l'uniforme Allemand. Pétain ne peut reconnaître officiellement des Français combattant pour un autre pays, mais il aura quand même quelques mots de soutien.

La population, l'industrie

La population a vite fait de créer sa règle de conduite concernant l'Occupant : dans la rue, on ne le voit pas, on l'ignore. Il est transparent, on ne le regarde pas. Ce principe « moral » est néanmoins difficile à respecter. C'est aisé avec l'arrogant officier qui regarde la populace comme la boue sur ses chaussures, mais le plus endurci des patriotes doit cuirasser son cœur lorsqu'il doit considérer le jeune et sympathique Allemand qui lui fait face, pas Nazi pour deux sous, comme « l'Ennemi ».



Cela va naturellement aller, pour certaines femmes, jusqu'à des relations plus poussées. Mais cela heurte des tabous supplémentaires, ce que la foule ne pardonnera pas : en plus d'offrir à l'occupant honni ce qu'il ne peut normalement prendre de force, leur cœur et leur corps, ces femmes remettent en cause la virilité même des mâles français. Cela donnera lieu à

5 : Rassemblement National Populaire

6 : Parti Populaire Français

7 : Mouvement Social Révolutionnaire

8 : Légion des Volontaires Français. Ses membres seront versés à la division SS « Charlemagne » à la dissolution du corps.



des vengeances sauvages à la Libération : nombreuses seront celles qui seront humiliées en public et tondues.

A cela vont se rajouter les inévitables « convergences d'intérêt » : les cafetiers et commerçants, qui peuvent d'autant moins rejeter la clientèle vert-de-gris qu'elle est plutôt financièrement aisée, grâce à la favorable parité imposée entre Franc et Reichmark. Aux échanges de bons procédés, inévitables lorsque deux personnes se trouvent avoir des intérêts convergents, va se superposer la pénurie qui va favoriser le marché noir. Des Allemands vont ainsi protéger, voire approvisionner de nombreux trafics. Ces mouvements illégaux reprendront de plus belle à la Libération, les Américains et les Britanniques reprenant au pied levé le rôle tenu par l'Occupant.

De nombreux Français et Françaises vont également profiter de la relative générosité financière des Allemands en travaillant pour le Reich en France, comme sur les innombrables chantiers de l'organisation Todt, en charge particulièrement de l'édification du Mur de l'Atlantique, ou dans les usines tournant pour soutenir l'effort de guerre de l'envahisseur. Mais aussi en allant volontairement travailler en Allemagne, puisqu'on estime à environ 200 000 personnes ceux qui vont partir, à qui il faut rajouter ceux qui ont été refusés et n'ont pu le faire.

Comme les commerçants, l'industrie va avoir tout intérêt à travailler avec l'Occupant. Le patronat, échaudé par les grèves de 1936, est à l'origine plutôt favorable au régime réactionnaire de Vichy qui va encourager les échanges avec le vainqueur. Mais ce sont aussi les circonstances qui vont lui forcer la main : la volonté de garder ses moyens de production, en évitant la réquisition des machines, par exemple, celle de faire travailler ses employés dont c'est le moyen de subsistance et, surtout, la pénurie de matières premières vont forcer les patrons de la quasi-totalité des entreprises françaises à rechercher des accords avec le client Allemand et son industrie. Les tribunaux de l'Épuration auront beaucoup de difficultés à trier le bon grain des patrons Résistants de l'ivraie de ceux ayant collaboré avec enthousiasme et outre mesure. Cela a encore des retentissements de nos jours. Soixante-dix ans après, les petits-enfants de Louis Renault ne désespèrent pas de faire réhabiliter leur grand-père condamné et dépouillé à la Libération !

La fin de Vichy, la Collaboration miroir aux alouettes

La libération de l'Afrique du Nord en novembre 1942 sonne le glas de l'indépendance, certes un peu fictionnelle, de Vichy. Dépouillé de ses derniers pouvoirs, il ne reste plus qu'un gouvernement fantoche totalement dépendant de la volonté de l'Occupant. Mais il ne se démet pas pour autant ! Pétain, Laval vont accepter de servir de leur plein gré de paravent à la politique de plus en plus dure d'un Reich aux abois. Menacés sur leur droite par les partis ultra collaborationnistes que les séides de Hitler leur mettent dans les pattes pour les aiguillonner, ils finissent par couvrir de leur autorité l'arbitraire, les réquisitions de travailleurs, le pillage, les pires

exactions, particulièrement envers les Juifs et les « terroristes », comme on nomme les Résistants. Contrairement à ce qu'ils ont avancé pour leur défense, les responsables de Vichy n'ont pas réussi à limiter l'appétit du Reich. Ils n'ont rien obtenu en échange de leur compromission, ont plutôt aidé l'Occupant dans ses tâches. Hitler les a toujours roulés dans la farine, réussissant à obtenir ce qu'il voulait, quelquefois même plus, au prix de vagues promesses le plus souvent, parfois de maigres contreparties.

Si les véritables « Collabos », ceux qui se sont engagés dans les organisations militaires pro-allemandes ou policières comme la LVF et la Milice n'ont jamais été plus de quelques milliers, si les partis « Ultras » comme le PPF et le RNP sont restés marginaux ne recrutant que quelques poignées d'individus, dont beaucoup de têtes creuses et d'opportunistes, de nombreux Français n'ont pensé qu'à leur intérêt immédiat, profitant de l'arbitraire de l'ennemi pour assouvir leurs plus bas instincts comme la jalousie, l'égoïsme, n'hésitant pas à dénoncer et spolier. Néanmoins, si la grande majorité de la population, par nécessité, ou plus simplement par simple humanité, a composé avec un Occupant omniprésent et tout puissant, elle a soutenu de plus en plus massivement la Résistance, la France Libre, De Gaulle au moins dans son cœur, sinon dans les faits.



Bibliographie

« La France de Vichy, 1940 - 1944 », de Robert O Paxton

« La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery 1933-1944 », de Philippe Burrin

« La France à l'heure allemande 1940-1944 », même auteur

« Pétain », de Marc Ferro



La « Carlingue » de la rue Lauriston

Par Daniel LAURENT



L'AUTEUR

Ingénieur à Bangkok, Daniel consacre l'essentiel de ses loisirs à l'histoire de la DGM, ce qui lui a permis d'être publié dans certains magazines comme Axe & Alliés et 2e Guerre mondiale.

« La Carlingue » est le nom donné à l'unité SD-Gestapo française installée fin 1940 rue Lauriston à Paris. Elle est dirigée par l'ex-inspecteur de police Pierre Bonny et le truand Henri Chamberlin, dit «Henri Normand» ou «Henri Lafont», plus connu sous ce dernier pseudonyme.

Il convient toutefois avant de parler des activités de la Carlingue de présenter ces deux « associés » :

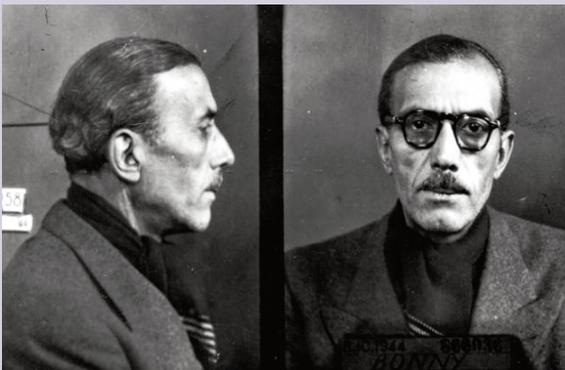
Pierre BONNY

Né à Montauban en 1895, il entre dans l'administration après avoir participé à la première guerre mondiale.

Affecté au contre-espionnage militaire puis à la Sûreté générale, il est décoré en 1927. Inspecteur principal en 1930, il est félicité (« Vous êtes le premier flic de France ») par le ministre de l'intérieur Chéron pour son enquête dans l'affaire Stavisky, bien qu'il fut soupçonné d'avoir participé à son assassinat.

Pierre Bonny sera ensuite révoqué pour concussion et violation de secret professionnel et se reconvertira comme détective privé, s'associant à des affaires de chantage crapuleux qui lui vaudront deux peines de prison.

Il est recruté en 1940 par des officiers de l'Abwehr qui le mettent en contact avec Henri Lafont



Henri LAFONT

Henri Chamberlin, dit «Henri Normand» ou «Henri Lafont» est né à Paris en 1902.

Orphelin de père à 11 ans, abandonné au même moment par sa mère de même que ses 5 frères et sœur, Henri Chamberlin connaît une enfance misérable.

Après son service militaire, puis quelques petits boulots, il vole et est envoyé en prison, puis au bagne de Cayenne d'où il réussit à s'évader.

Vers 1939, il obtient la concession d'un garage Simca à Paris, porte des Lilas, sous la fausse identité d'Henri Normand. Avec la guerre, il est cependant obligé de stopper cette activité, faute de clients. Il devient alors gérant du mess de la Préfecture de Police de Paris. Peu de temps auparavant, il avait en effet noué de bonnes relations avec la police en offrant une Simca à l'Amicale de la Préfecture de Police, qui était venue quêter.

Un policier l'ayant reconnu, il est toutefois incarcéré en 1939 à la prison du Cherche-midi puis au camp de Cépoï pour ne pas avoir répondu à l'ordre de mobilisation. Jusqu'à la fin de 1940, il est condamné onze fois à des peines de prison.

Il s'évade lors d'un transfert, en compagnie de plusieurs autres prisonniers, dont deux espions allemands. Recherché par la police française, il se rapproche alors des autorités allemandes installées à Paris, en particulier le colonel Rudolph, patron de l'Abwehr, et ses deux adjoints : Hermann Brandl dit Otto et le capitaine Radecke.



La Carlingue à l'œuvre

Les deux complices mettent en place pour leur compte une officine chargée à la fois de s'approprier des richesses françaises, notamment celle des appartements confisqués aux Juifs déportés ou émigrés et de participer à l'espionnage allemand. Après plusieurs autres adresses, notamment avenue Pierre 1er de Serbie, ce bureau s'installe 93, rue Lauriston dans le XVIème arrondissement de Paris. C'est sous cette



adresse que deviendra célèbre la bande à Bonny-Lafont, employant une vingtaine de condamnés de droit commun libérés à la demande de Bonny : truands, hommes de main, proxénètes, etc.

Peu à peu, ce « bureau d'achat » très particulier se double d'un service de basse police où la torture est monnaie courante. Une annexe située 3 bis place des États-Unis, et où s'installera plus spécialement Pierre Bonny, sera d'ailleurs en partie aménagée en prison.

La Carlingue eut une fin digne de ses « activités » : Dénoncés par Joseph Joanovici¹, capturés le 31 août 1944 dans une ferme de Seine-et-Marne avec 5 millions de francs (environ 900 000 euros) et d'autres valeurs sur eux, Henri Lafont, Pierre Bonny et 6 autres membres de la bande sont condamnés à mort à la Libération et exécutés le 27 décembre 1944.



La Légion ou Brigade nord africaine

La Légion nord-africaine a été créée au début de l'année 1944 par Henri Lafont et le nationaliste algérien Mohamed el-Maadi, ancien officier français membre du mouvement d'extrême-droite la Cagoule, sous les ordres du colonel SS Helmut Knochen, n° 2 de la police allemande en France (Sipo et SD, incluant la Gestapo).

La légion nord-africaine constitue une force supplétive au service de l'armée allemande composée de musulmans recrutés parmi la communauté nord-africaine

présente en France, en particulier en région parisienne.

En janvier-février 1944, la Brigade nord-africaine comprend 300 membres organisés en cinq sections dirigés par Henri Lafont qui porte le grade d'Hauptsturmführer (capitaine) dans la SS. Son adjoint est Pierre Bonny avec le grade d'Obersturmführer (lieutenant). Les chefs des 5 sections sont Paul Maillebauu, Paul Cazauba, Alexandre Villaplane, Paul Clavié et Lucien Prévost, tous promus sous-lieutenants SS (Untersturmführer) tout comme Louis Pagnon le chauffeur de Lafont, nommé officier de réserve. Ces hommes n'ont rien à voir avec les Waffen SS français, ils sont aux ordres d'une autre branche de la SS, le Sipo-SD, police allemande de la SS.

La Légion prend part à des attaques contre la Résistance dans le Limousin, dont le maquis de Tulle, le Périgord et la Franche-Comté. Elle est dissoute en juillet 1944 quand la troupe prend la fuite.



Pour en savoir plus

Cyril Eder, *Les comtesses de la Gestapo*, Grasset, 2007

Dominique Venner, *Histoire de la collaboration*, Pygmalion, 2000

Serge Jacquemard, *La Bande Bonny-Lafont*, Fleuve noir, 1992

Philippe Aziz, *Au service de l'ennemi. La Gestapo française en province 1940-1944*, Fayard, 1972

Philippe Aziz, *Tu trahiras sans vergogne, histoire de deux «collabos», Bonny et Lafont*, Fayard, 1970

Jacques Delarue, *Trafics et crimes sous l'Occupation*, Livre de Poche, 1968



1 : Joseph Joanovici, (20 février 1905 - 7 février 1965) est un ferrailleur français d'origine juive roumaine, fournisseur de métal aux autorités allemandes pendant l'Occupation, mais aussi pourvoyeur de la Résistance et possible agent du Komintern soviétique. Ses activités le rendront milliardaire, mais en 1949 il sera condamné pour collaboration à 5 ans de prison. Libéré sous conditions, il tentera vainement de s'installer en Israël avant de retourner derrière les barreaux. Il est libéré en mai 1962 en raison de son état de santé et meurt ruiné le 7 février 1965. Sa biographie reste sujette à diverses polémiques.



La LVF, ses crimes et son impunité

Par Daniel LAURENT

Introduction

Durant la Seconde Guerre Mondiale, le front de l'Est fut sans conteste celui qui fut le plus sanglant et générant le plus de crimes, du moins dans le cadre des théâtres d'opérations Europe et Afrique¹. Était-il possible de combattre au sein de la Wehrmacht² sans y participer ou, au moins, sans le savoir ? Le cas de la LVF³, unité dont les atrocités sont rarement abordées, voire niées par certains, nous semble significatif. Créée en juin-juillet 1941 afin de participer à la « croisade européenne contre le bolchevisme », la LVF fut envoyée sur le front de l'Est en novembre 1941 et subit en décembre, à 60 kilomètres de Moscou, une dure défaite qui amena son retrait du front et sa complète refonte.⁴

La retraite se fit dans des conditions vraiment horribles, les hommes ayant perdu confiance dans leurs officiers. La LVF est regroupée en Pologne pour y être complètement réorganisée et reformée, 1 500 recrues étant relevées et renvoyées en France, incluant la plupart des officiers.

La LVF en arrière des lignes

Reconstruite avec l'arrivée de nouveaux volontaires, la LVF de 1942 sera plus dure, plus qualifiée et plus homogène, connaissant à ce moment une véritable mutation. Maintenant organisé en 3 bataillons d'environ 900 hommes chacun, la LVF sera engagée à l'arrière du front, combattant les partisans soviétiques. Type de combat très spécifique et particulier qu'est la lutte contre les francs-tireurs et la guerre de poste. C'est dans ce cadre que se multiplièrent les exactions et les crimes. Un dialogue cité de nombreuses fois semble bien illustrer le rôle de la LVF dans ces « opérations de police » (voir encart⁵).

Des archives révélatrices

Si on ajoute les informations extraites des archives, cette image sombre est confirmée par des rapports officiels écrits par le commandant Simoni, officier le plus farouche dans les combats menés contre les partisans. Comme il l'a remarqué dans un de ses rapports : « Dans ces régions, tout le monde est ennemi. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir des neutres... [...] La plupart des habitants mâles (de 18 à 45 ans) étaient eux-mêmes des partisans, et leurs femmes étaient d'un fanatisme égal. Le chef du village (en somme, la starostyna) du Sytch était une femme bolchevique. Les enfants avaient pour mission, lors de l'arrivée des troupes dans un village, d'aller prévenir les autres villages et les occupants du camp. »⁶

Les conséquences de cette conviction sont évidentes : des atrocités commises contre la population locale et le massacre de civils décrits par le même rapport. « Le lendemain au départ, je fis incendier le village... [...] Là également, je fis exécuter les hommes. Il se peut que dans le feu de l'action, des légionnaires, indisciplinés par essence et d'ailleurs pour la plupart extrêmement impulsifs, aient abattu des femmes et des

DIALOGUE

« Je distinguai sur quelques manches de capotes l'écusson tricolore: des légionnaires français en permission. J'en abordai un et lui offris une chope au buffet. C'était un grand bougre rigolard de Parisien, très peuple, et même un peu truand.

- Je suis français moi aussi, journaliste, du même bord que toi. Alors, tu en viens ou tu y retournes ?

- J'en viens. J'ai été épouillé avant hier à Kruszyna.

- A part les poux, est-ce très dur ? Le froid ?

- Oui, il y a le froid. Moins 35 l'autre semaine. Mais y paraît que c'est printanier à côté de décembre 41, devant Moscou. Et puis, on s'arrange.

- Vous opérez contre les partisans, n'est-ce pas ? Comment ça se passe-t-il ?

- A chaque coup, y décrochent, se perdent dans la nature. C'est grand là-bas. Les forêts... Alors on brûle les villages d'où y sont sortis, où y pourraient y revenir se ravitailler. Ça brûle bien, tout en bois.

- Les habitants de ces villages ?

- On les zabralize...

- Comment dis-tu ?

- On les rectifie, quoi !

- Tous ?

- Tout le paquet.

- Les mômes ?

- Les mômes aussi. On ne va pas les laisser seuls sur la neige. On est humain ! Dans l'ensemble, c'est un boulot plutôt marrant.

Il rigolait encore plus largement. J'étais assez écoeuré. »

1 : Le front Asie-Pacifique fut également sanglant et criminel, lire Paul-Yanic Laquerre : <http://www.bodoi.info/magazine/2010-11-08/paul-yanic-laquerre-plonge-dans-lenfer-des-camps-dexperimentation-japonais/39452>

2 : Le cas des crimes de l'Armée Rouge n'est pas abordé dans cet article.

3 : La « Légion des Volontaires Français contre le Bolchévisme », voulue par de nombreux partis collaborationnistes désireux de participer à la guerre menée par leur maître Nazi, est intégrée dans la Wehrmacht sous la forme d'une unité d'infanterie (638 I.D.). Combattant sous uniforme allemand, elle n'est pas reconnue officiellement par le gouvernement de Vichy, quoique Pétain ait eu quelques mots aimables pour elle. Son statut français est ainsi celui d'une association loi de 1901.

4 : Daniel Laurent, *Histoire(s) de la dernière guerre mondiale* no.16, La LVF devant Moscou, page 66-71

5 : Lucien Rebatet, *Mémoire d'un Fasciste II 1941 - 47*, Pauvert, 1972, pp 87-88, Extrait, Gare du Nord, Paris, janvier 1943 - S

6 : HD 2 P 14. Rapport du 29 juin 1943 du commandant Simoni, page 3.



enfants. Tout ce que l'on peut dire à ce sujet, est qu'il s'agissait de femmes aussi fanatiques et aussi déterminées que les hommes. » Le nombre de ces derniers est estimé à une trentaine.⁷

Signalons aussi une lettre du commandant écrit pour le chef de l'état-major de liaison allemand pour expliquer le comportement de ses subordonnés accusés de viol, de vol et de meurtre, voir encart⁸.

Un autre cas similaire est lié au nom du lieutenant Dagostrini qui mène une opération de représailles contre les habitants du village Kotovo où son unité était embusquée dix jours plus tôt et exécute plusieurs paysans. Il est traduit devant un conseil de guerre allemand qui l'acquitte, mais le rapatrie immédiatement.



Serment de fidélité à Adolf Hitler

Même le commandant Simoni qui ne se sent pas coupable essaye d'expliquer les causes de tels actes et il cherche des excuses en évoquant les instructions allemandes reçues lors de l'entraînement :

« Attitude à observer vis-à-vis des villages ennemis :

Voici la copie des instructions reçues à Kruschina au camp d'instruction, où se faisait celle des contingents français de la L.V.F. (Officiers compris)

Conduite à tenir dans un village suspect

Ayant pénétré dans un village suspect, convoquer le staroste, otage à priori. Rassembler la population mâle et femelle et enfants aussi sous la menace des mitrailleuses. Ne pas hésiter à abattre le staroste s'il semble mentir. Le remplaçant parlera aussitôt.

Conduite à tenir envers les partisans capturés et envers leurs complices:

Les pendre uniformément, les femmes comprises après un interrogatoire – (motif : éviter le gaspillage de munitions). Faire creuser leur tombe, auparavant par les intéressés. Laisser les pendus exposés pendant 24 heures et les faire enterrer ensuite.

Les unités de SS qui avaient opéré des nettoyages dans la région de Borissow, en septembre-octobre 1942, avaient entièrement détruit par le feu les villages ennemis ou suspects, et exécuté militairement

tous les éléments suspects des populations. »⁹

Cette défense n'est appréciée ni par le commandement allemand, ni par celui français, ainsi le colonel Puaud, récemment nommé à la tête du régiment reconstitué, le relève et le rapatrie : « Le commandant Simoni, relevé de son poste et que je vais réintégrer de la LVF pour atrocités (je vous rendrai compte de mon enquête au retour) avait été remplacé par le capitaine Poisson... »¹⁰

Les vols et les pillages sous prétexte de réquisition sont tout à fait quotidiens, le « butin » des légionnaires est tellement considérable qu'ils possèdent tous en propre un chariot pour le transporter. Ils emploient même des conducteurs soviétiques, souvent des jeunes filles, pour s'occuper du véhicule et des chevaux. La colonne d'une seule compagnie a une longueur de plusieurs kilomètres et parfois même le commandement allemand ne peut pas distinguer la Légion portant des vêtements locaux - des chapkas et des manteaux de fourrure - et des armes soviétiques - surtout des mitraillettes PPSH-41 - des partisans opérant dans la région.

Justifications

« Lettre du Chef de Bataillon Simoni, Commandant du I/638ème R.I.

A Monsieur le Capitaine Dr. Meyer-Labastille, commandant l'E.M.L.A.

(Etat-major de liaison allemand)

Le 11.2.43

Objet : Expédition de Dubowoje

Réponse à votre lettre du 9.2.43.

1. La G.F.P. du Krupka croit sur paroles les Russes que j'ai arrêtés à Dubowoje ; je n'y peux rien. Ces gens là sont bel et bien des sympathisants et des agents des partisans. Le seul résultat est désormais, au lieu de rechercher les partisans et leurs agents, je m'en abstiendrai totalement. Les allégations produites par Bijelski Wassili sont fausses. Ces gens-là se moquent de vous, et ne se gênant pas pour mentir en sachant qu'on leur donne raison, ensuite, de préférence aux Français. Si la G.F.P. estime qu'elle a seule qualité pour reconnaître un sympathisant des partisans, qu'elle vienne avec nous en expédition. Mais qu'elle ne prétende pas ensuite, et de Krupka, démêler mieux que moi le vrai du faux sur ce qui se passe dans les villages continuellement visités par les partisans.

2. Toutes les affirmations, sans exception des femmes et des filles russes prétendant avoir été violées sont radicalement fausses. Je m'en porte personnellement garant, ayant assisté aux interrogatoires. L'affaire de la fille à laquelle "un Français enfonce le crâne avec son fusil" est tellement grotesque, que l'on se demande comment la G.F.P. peut prendre au sérieux des mensonges aussi monumentaux et classiquement russes.

7 : SHD 2 P 14. Rapport du 29 juin 1943 du commandant Simoni, page 6.

8 : AN 3W63. Lettre du 11 février 1943 de Simoni.

9 : SHD 2 P 14. Rapport du 29 juin 1943 du commandant Simoni, page 3.

10 : AN 3W63. Lettre du 7 juin 1943 du colonel Puaud adressé au général Bridoux, page 2.



3. Au sujet des effets volés – ou prétendument volés, je m'étonne qu'il n'y ait pas davantage de réclamations. Voyant qu'il leur est donné raison, les Russes réclament tous et reconnaissent partout des objets leur appartenant. Bien entendu, il n'y a jamais eu de vols à main armée.

4. J'ai en effet pris des chevaux appartenant à ce que j'estimais être des familles de partisans ; – je les ai donnés à la 2ème Cie dont les partisans ont brûlé l'écurie et les montures. Je serais curieux de savoir si les chevaux que je récupère péniblement pour la 2ème Cie seront rendus aux complices de ceux qui les ont brûlés.

5. Je couvre entièrement mes subordonnés quels qu'ils soient, si la G.F.P. a l'intention de faire passer quelqu'un devant un Tribunal Militaire, ce sera donc moi-même, seul responsable de tout ce qui a été commis à Dubowoje, où j'ai agi dans l'intérêt du Reich, et non dans le mien ; où j'ai arrêté des amis de partisans et pris des chevaux, mais où personne n'a été ni tué ni violé.

Il y aurait lieu de savoir si à la base de ce rapport de la G.F.P. de Krupka, il n'y aurait pas les allégations de certains officiers ou Légionnaires du Bataillon, assez faciles à retrouver et à identifier, allégations portées verbalement ou par lettres anonymes. Je suis vraiment en droit de m'étonner que la Police prenne si facilement parti pour des Russes, dont le moins qu'on puisse dire est que leurs dires sont discutables, et ceci contre des militaires qui n'ont eu en vue d'autre mobile que le bien du service, et que l'intérêt du Reich.

Signé : SIMONI »

Citons également le rapport Egger des 17 et 18 décembre 1942. Ces deux jours du journal de marche de la LVF en Pologne sont cités par Raul Hilberg¹¹.

Hilberg a relevé cette information dans un document allemand de 1942, un rapport disponible dans les archives polonaises, écrit par le Lieutenant de Gendarmerie Egger, en poste à Kruszyna et signé par le Major Schad, commandant en second du camp militaire. Le Lt Egger rend compte de sa mission au Q.G. à Radom : le transfert des prisonniers juifs et des incidents ayant entraîné la mort de 113 d'entre eux. Celui-ci est un document d'IPN à Varsovie (l'Institut de la mémoire nationale), qui, entre autre, est la continuité de la «Commission générale d'enquête sur les crimes de guerre allemands en Pologne» mise en place en 1945.

Camp de Kruszyna le 19.12.1942

Réf : 1080/42

A la Kommandantur du Tr.Ue.Pl. «Mitte» à Radom

Du Cdt en Sd de la Tr.Ue.Pl. «Mitte» à Kruszyna

Objet : Déplacement des Juifs à Kruszyna

Au camp de Kruszyna, se trouvaient 557 Juifs en attente d'un transfert aux environs du 18.12.1942.

Ces Juifs, en ayant terminé le 16.12.1942 avec les entreprises privées de construction, étaient sans travail

et devaient impérativement partir en congé dans leurs pays d'origine. La mission avait pour objet de rassembler tous les Juifs en un seul lieu ayant des garanties de sécurité équivalentes à celles d'une zone militaire. Auparavant, la Police Juive, qui savait qu'ils étaient les prochains à partir ->«nun darankämen» - a été conduite hors du camp vers les autres lieux de détention afin de confirmer la véracité de ces congés.



Guerre d'hiver... ou transport des fruits du pillage ?

Le regroupement des Juifs, suivant la ligne politique du G.G., devait être obligatoirement terminé le 17 décembre dans la matinée. Pour faire ce rassemblement, j'étais seulement accompagné de 2 Gendarmes et de 8 légionnaires français - «Mann franz. Legionären» - Le Major Schad en a été informé. Durant la marche, alors que les Juifs étaient sous escorte, plusieurs m'attaquèrent par derrière et mon manteau fût déchiré. Pendant cette agression, alors que les Gendarmes les repoussaient avec leurs fusils, des Juifs tentèrent de s'enfuir dans plusieurs directions. Les Français ouvrirent le feu et 4 d'entre eux furent abattus. Les 4 morts ont été enterrés à 3 kms du camp. Après cet incident, j'ai ordonné aux Français d'enfermer les Juifs dans les baraques. De par l'attitude agressive des Juifs, j'ai décidé d'utiliser d'autres Français, disponibles, au camp. Le Major me les envoya en renfort, ainsi que 4 soldats du génie et le matériel nécessaire à l'éclairage des alentours des baraques.

Par la suite, j'ai réclamé au dépôt de la Gendarmerie à Radom des moyens de transport pour 25 Ukrainiens vers Kruszyna, 15 hommes vers Jedlinsk et pour les Juifs détenus au Poste de Gendarmerie de Bialobrzegi. Le Major Ruschanski mit à ma disposition deux camions pour faciliter ces déplacements dans un cercle de 60 kms. Le 18, j'utilisais les Français et les 25 Ukrainiens pour maintenir une garde serrée et éviter, ainsi, toute tentative d'évasion. Les Juifs devaient embarquer dans les camions et devant leur détermination, j'ai dû employer la fermeté et la force. Les Français firent usage de leurs armes et exécutèrent les blessés au sol.

Pendant ces deux jours, 113 Juifs furent tués dans le camp de Kruszyna et à ses alentours, lors de tentative d'évasion ou de rébellion. Pendant leur transport en Firley à Jedlinsk, 18 Juifs sur 60 furent tués. Puis aucun incident jusqu'à Szydlowiec. Là, durant la descente des camions, 2 furent abattus et les autres conduits dans le Ghetto. Dans la rue, j'ai abattu deux Juifs qui refusaient d'avancer.

Aussitôt après, je suis retourné à Kruszyna où les travaux d'ensevelissement exécutés par 20 ouvriers

11 : Raul Hilberg, *Exécuteurs, victimes, témoins*, Gallimard, 1994, page 108.



polonais prenaient du retard. J'ai demandé à 3 firmes privées de me fournir 10 ouvriers chacune. Ces 30 hommes sous la garde de 2 Gendarmes ont terminé le travail le 18 au soir, ce qui a été rapporté par le Major Schad à la Gendarmerie de Radom.

Je tiens à signaler que toutes ces exécutions ont été causées par l'agressivité des Juifs ainsi que par la volonté d'éviter les évasions. Celles-ci auraient donné une possibilité aux Juifs de rejoindre les groupes de partisans et ainsi être la cause d'un accroissement des attaques armées et des pillages.

Signatures:

Major und Unterkommandant Schad

Rez.Leutn.d.Gend. Egger

D'autres crimes sont attribués avec quelque vraisemblance à la LVF, comme les 500 civils qui auraient été assassinés au cours de l'opération Erika fin juillet 1942 et d'autres où participèrent également des unités allemandes SS et Polizei. Mais le manque de sources primaires confirmées nous empêche d'élaborer ici, tout juste de remarquer qu'il y a encore du travail à faire dans ce domaine, d'autant plus que certaines archives, comme en Biélorussie, ne sont pas encore accessibles aux chercheurs.

La démonstration historiographique du fait que la LVF, comme toutes les unités de la Wehrmacht engagées sur le front de l'Est, fut une unité criminelle ne fait donc que commencer. « Il reste encore des recherches à mener sur la part qu'a prise la Wehrmacht dans les assassinats de Juifs »¹²

Criminels à l'Est mais aussi délinquants en France

Les archives de la Préfecture de Police de Paris¹³ contiennent quelques rapports significatifs quant à l'attitude des permissionnaires de la LVF.

Quelques extraits :

16/4/44, 8ème arrondissement, Champs Elysées. A 19h.30, une cinquantaine de « J.P.F. » et de membres de la L.V.F. en uniforme qui descendaient les Champs Elysées, ont molesté des passants. Un Brigadier et 3 gardiens qui tentaient d'intervenir pour dégager un jeune homme, ont été frappés à coup de pommeau de baïonnette et de crosse de revolver par des légionnaires. Deux de ceux-ci, les nommés BIANCONI Jérôme et MARCHAND Jean casernés à Versailles, ont été arrêtés par la Feldgendarmerie. Les autres se sont dispersés. Les 4 gardiens ont cessé leur service.

9/5/44 Bagnolet, 2, rue J.B. Clément - A 22h40, 4 individus - dont l'un portait l'uniforme allemand et était armé d'un revolver - ont pénétré chez M. Savio Gino et se sont fait remettre son portefeuille. Ils se sont enfuis dans une automobile dont on ignore le numéro -

12/5/44, 17ème, Luna-Park. A 15h., 3 membres de la L.V.F en état d'ivresse se sont pris de querelle avec des civils. Une bousculade a suivi. Les légionnaires ont menacé de leurs armes les gardiens de la paix intervenus - Ils ont été arrêtés et emmenés par la Feldgendarmerie - Pas de blessés -



En France... la parade

Et il y en a ainsi sur plus de 5 pages, successions de vols, de violences et de menaces.

Mis à part dans les cas où les délinquants on réussi à s'enfuir, les rapports des policiers parisiens se terminent tous par la mention que les individus concernés ont été « remis a la Feldgendarmerie » ce qui signifie, au pire, un renvoi immédiat vers le front de l'Est.

Fin de la LVF

A partir du 22 juin 1944, le front allemand est terriblement affaibli par l'assaut de 196 divisions soviétiques (opération « Bagration »). Tandis que la Wehrmacht retraite partout, un bataillon de LVF, formé en Kampfgruppe, est envoyé pour couper la route Moscou-Minsk devant Borrisov, près de la Berezina. Commandé par le commandant Bridoux, fils du ministre de guerre de Vichy, le Kampfgruppe se compose de 400 hommes. Leurs positions sont équipées des mitrailleuses MG42, de canon anti chars de 37 et de quelques rares chars Tigre.

A l'aube du 22 juin, l'armée rouge lance une importante offensive d'infanterie soutenue par des chars. La bataille durera jusqu'à la nuit du 23. Les Soviétiques ne sont pas passés. Puis la LVF retraite, à court de munitions et sous la menace d'être débordée de part et d'autre, ce qui mènerait inévitablement à l'encerclement et l'annihilation.

2 semaines plus tard, épuisés et mourant de faim, les survivants sont recueillis au camp de Greifenberg, en



En Ukraine... la chasse aux partisans

12 : Wolfram Wette, *Les crimes de la Wehrmacht*, Perrin, 2009, Page 291.

13 : AN F7 14898, Préfecture de Police, Direction générale de la police municipale, Etat-major 2eme bureau



Poméranie, qui est le dépôt de la LVF. Les Légionnaires découvrent là les volontaires français qui se sont engagés dans la SS. C'est la fin de l'histoire de la LVF, tous les Légionnaires étant incorporés dans la brigade française de la Waffen-SS, la future et éphémère division Charlemagne.

L'impunité

Les survivants de la division Charlemagne, comprenant donc également les vétérans de la LVF, furent pour la plupart rapatriés en France après mai 1945. Arrestation, emprisonnement et jugement les attendaient. Quelques-uns furent condamnés à mort et fusillés, comme Jean Bassompierre¹⁴, mais pour des actes commis en France au sein de la Milice.

Pour les autres, ce furent des peines de prison, parfois lourdes¹⁵, pour trahison ou/et entente avec l'ennemi. Pas de trace de crimes de guerre à l'Est dans les dossiers judiciaires.

Le début de l'affrontement idéologique entre l'Est et l'Ouest, la Guerre froide, va changer la donne.

Face à ce qui était estimé à l'époque comme une grave et imminente menace militaire, les Occidentaux décidèrent de faciliter au plus vite le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest, en première ligne face à l'Armée Rouge.

Réunis à Himmerod en 1950 à la demande du gouvernement du Chancelier Adenauer, des anciens officiers supérieurs de la Wehrmacht supposés être "propres" publièrent le « *Mémorandum d'Himmerod* » qui mettait de manière claire le marché sur la table : Assorti de multiples engagements de création d'une armée « démocratique », ce document exigeait un grand coup d'éponge afin de permettre l'incorporation dans la future Bundeswehr de soldats ayant l'expérience du combat contre les Soviétiques, à savoir eux-mêmes et leurs camarades de la Wehrmacht. Applaudi dès sa publication, ce document permit à Adenauer d'aller, avec l'approbation d'Eisenhower, jusqu'à sa fameuse déclaration « *Les Waffen-SS étaient des soldats comme les autres* ».

La Bundeswehr est donc née avec la légende de la « *Saubere Wehrmacht* », la Wehrmacht propre.¹⁶

Les effets se firent rapidement sentir en France : Une première loi d'amnistie, concernant les faits de collaboration ayant entraîné une peine de prison inférieure à quinze ans, est votée le 5 janvier 1951. Une seconde loi, très large, est votée en juillet 1953 (après cette seconde loi, moins de cent personnes restent emprisonnées).¹⁷

La totalité des anciens du front de l'Est vont en bénéficier : 1945-1953, au pire 8 ans de prison pour les criminels de la LVF.

Comme Hitler l'espérait

Dès juin 1940 Adolf Hitler a tenté de signer la paix avec le Royaume-Uni. Le déclenchement de Barbarossa en juin 1941 puis la déclaration de guerre aux USA fin 1941 ne font que multiplier ses efforts de paix séparée avec l'Occident. Il s'y emploiera jusqu'à son suicide le 30 avril 1945, et même un peu après via Himmler et Goering¹⁸.

Il fallut attendre la fin de la guerre, donc trop tard pour lui, pour que l'alliance Est-Ouest éclate enfin et permette ainsi à certains de ses ex-complices de se « recycler » en toute impunité.

Parmi eux, des Légionnaires spécialistes de la zabralisation.

Remerciements

Je souhaite remercier chaleureusement l'historien hongrois Krisztián Bene¹⁹ et également Vincent Dupont²⁰ grâce à qui je dois la plupart des documents d'archives ayant permis la rédaction de cet article.



14 : SN.RG.2° S. N° 2905, 9 décembre 1946

15 : Entre 10 et 20 ans de prison ou travaux forcés selon Robert Forbes, Pour l'Europe, L'Aencre, 2005, chapitre 20..

16 : Voir à ce sujet *Occupation et répression militaire allemande, 1939-1945, la politique de « maintien de l'ordre » en Europe occupée*, ouvrage collectif dirigé par Gaël Eismann et Stefan Martens, Éditions Autrement, 2007. De brillants jeunes historiens allemands mettent à mal cette légende.

17 : Loi n° 51-18 du 5 janvier 1951, gouvernement Auriol.

18 : Voir à ce sujet François Delpla, *Hitler*, Grasset, 1999 et www.delpla.org

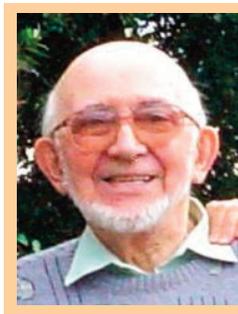
19 : Krisztián Bene, correspondance privée avec l'auteur, 2010-2012, et *La collaboration militaire française dans la seconde guerre mondiale*, Editions Codex, avril 2012.

20 : Vincent Dupont est doctorant en histoire et également rédacteur en chef du magazine en ligne *Histomag'44*.



Dénonciations de Résistants Bretons

Par Roger LENEVETTE



L'AUTEUR

Roger Lenevette, ex-FTP et membre de la 25ème D.I. devant Saint Nazaire, nous a quittés début 2011. C'est donc à titre posthume qu'il est cité ici comme auteur.

Bien que certains combats entre Maquisards et Militaires ou Allemands eurent lieu « à la régulière », nombreux furent les Résistants arrêtés suite à des trahisons. Feu mon ami Roger Lenevette, ex-FTP, nous livre ici quelques-uns de ces tristes faits.

Daniel Laurent

Le Maquis de la Gérarderie

Le 13 juin, la commune de Lignéres-Orgères, anciennement Lignéres-la-Doucelle, célèbre l'anniversaire d'une journée qui a contribué à la Libération de la France.

Une journée au déroulement fulgurant et au nombre de victimes impressionnant et qui a bien failli faire de notre village un second Oradour-sur-Glane.

Depuis, des monuments ont été élevés et des anniversaires célébrés. Il a été beaucoup écrit sur ce 13 juin : on en parle précisément ou on y fait allusion dans une bonne dizaine de livres et les journaux régionaux ont largement traité des commémorations s'y rapportant.

La lecture de cet ensemble conduit à constater un certain nombre d'émergences sur les faits : effectifs, horaires ... et sur un sujet qui froisse, celui des dénonciations et des «collaborateurs» français ayant facilité ou participé aux opérations.

On se contentera ici d'indiquer les principales actions.

Ce maquis, ou camp, n'était pas ancien : fin mai 1944, le commandant PETRI «Loulou», chef des F.T.P.F. bretons, souhaitait l'organisation d'un pareil ensemble dans le nord-est mayennais.

Un endroit idéal est trouvé au village de la Gérarderie, sur la commune de Lignéres-la-Doucelle : une ferme est occupée et exploitée par un célibataire, Gustave BOBOT, entre la rivière Le Teilleul et la forêt de la Monnaye, à plus de 2 kilomètres du bourg. L'endroit est isolé, desservi par un mauvais chemin et un passage à gué. De nombreuses haies sont présentes, et les bâtiments sont masqués par une végétation très dense à la belle saison.

Des groupes de résistants provenant d'Ille et Vilaine (notamment, ceux ayant libéré des prisonniers à Vitré), de l'Orne, de la Manche ainsi que des locaux, s'y rassemblent sous les commandements de Mes-

sieurs PETRI, pseudo «Loulou», et VIEL, pseudo «Maxime», chef de l'Armée Secrète (A.S.) de la Ferté-Macé. La fille de ce dernier, Simone, pseudo «Verger», est aussi présente. Ils sont en liaison avec les maquis bretons et mayennais, Fougerolles-du-Plessis, Saint-Mars-du-Désert, et la Baroche-Gondouin.

Le premier rassemblement a lieu de nuit le 5 juin 1944 dans un bâtiment de la ferme. Armes et ravitaillement sont progressivement entreposés au prix de multiples périls. Le but est clair, ici comme ailleurs : attaquer les convois allemands en vue de les détruire ou de retarder leur avancée vers le front de Normandie en raison du débarquement espéré, puis opéré, le 6 juin.



Commandant Louis Petri

Le drame a lieu le 13 juin 1944, en peu d'heures et en trois étapes :

Le 12 juin, la présence d'un camion allemand en panne à Feugerey près d'Orgères-la-Roche a été signalée. Le 13 dans la matinée, deux sections de maquisards s'y rendent et attaquent : cinq Allemands sont tués, trois blessés sont capturés, les autres s'enfuient et donnent l'alerte. Deux maquisards sont blessés.

Dans le même temps, Daniel DESMEULLES, pseudo «Gérard», chef départemental de la Résistance de l'Orne, qui a rendez vous avec Almiré VIEL et André MAZELINE (chef pour Flers) arrive à Lignéres chez André CATOIS (père) en présence de l'instituteur ROYER. Un des résistants blessés, Paul LASNIER, y est soigné.

En réaction à l'alerte de nombreux Allemands investissent Lignéres. Daniel DESMEULLES est arrêté, torturé et déporté. Il ne rentrera pas.

Paul LASNIER sera fusillé en soirée.

En fin d'après midi, le maquis est encerclé par des troupes allemandes et des miliciens venant d'Alençon (environ 200 hommes) qui ont aussi une énorme supériorité en armement. Les chefs VIEL et MAZELINE constatent la situation sans pouvoir rejoindre leurs camarades (une quarantaine environ).

Un peu avant 19 heures la bataille commence et fait rage aussitôt. Des maquisards parviennent à décrocher et à se replier vers la forêt.

Ceux qui restent dont Simone VIEL qui soigne les blessés (Allemands et Français), résistent avec héroïsme. Après une accalmie, le feu reprend. Les Allemands se



rapprochent et des corps à corps ont lieu dans la cour de la ferme qui est incendiée. Trois maquisards réussissent à s'enfuir, dont PETRI, et à rejoindre dans la nuit une ferme amie près de Ciral.

Cinq résistants sont morts : Gustave François BOBOT, Roland DELATTRE, Pierre JOUAN, Mathurin Alain LE GAC, et Eugène RICHOMME. Les Allemands ont eu 22 tués, dont un officier. Ils s'emparent des blessés et de Simone VIEL et leur font subir d'horribles sévices ainsi qu'à Paul LASNIER.

Vers 23 heures, sept hommes sont conduits près du carrefour de la Fouchardière, alignés un peu en retrait de la route le long d'une clôture et exécutés d'une balle dans la tête :

François CHEMINEL, Marcel COTTIN (cultivateur à la Vacherie, venu chercher sa jument), Robert GOU-GEON, Paul LASNIER, Auguste LEDUC, René PELE et Gilbert ZOCCOLINI.



Monument aux fusillés de la Fouchardière

Simone VIEL, finalement épargnée, sera victime de mauvais traitements puis emprisonnée et déportée en Allemagne où elle retrouvera sa mère précédemment arrêtée. Elle en reviendra.

Pendant plusieurs jours les Allemands battent la campagne et menacent les habitants. Leurs recherches des maquisards (qui devront se réorganiser complètement) restent vaines. En représailles, ils incendient le 16 juin la maison et l'école de Lignières, des bâtiments voisins ainsi que d'autres à la Cornière.

Une stèle à la Fouchardière rappelle ces douloureux événements.



ICI
ONT ÉTÉ FUSILLÉS
LE 13 JUIN 1944
COTTIN MARCEL
CHEMINEL FRANÇOIS
GOUSSON ROBERT
LASNIER PAUL
LEDUC AUGUSTE
PELE RENÉ
ZOCCOLINI GILBERT.

Au sujet des Agissements de la Milice :

Il semble avéré que la présence des maquisards à la Gérarderie avait été portée à la connaissance des occupants par des dénonciations, ou, tout au moins, des bavardages imprudents.

Preuve en est que le 13 juin 1944, un détachement allemand en provenance de la Ferté-Macé s'est dirigé sans la moindre hésitation vers le lieu d'hébergement du maquis après l'opération matinale au Feugerey.

Un peu plus tard, vers 14 heures, les renforts allemands cernaient le bourg, tenaient en respect une partie de la population terrorisée, tandis que les miliciens pillaient le bureau de tabac FRESNAIS. Les renseignements étaient «bons» aussi pour se rendre à la ferme de La Cornière et chez l'instituteur, où fut arrêté Damien DESMEULLES, chef de la Résistance de l'Orne.

Les soupçons portent sur quatre miliciens nommés DURU, LOTY (ou LOTTI); NEVEU et bien sûr JARDIN. Les deux premiers s'étaient rendus dès le 7 juin chez Mr ROYER en se faisant passer pour des maquisards désireux de se joindre au groupe présent sur Lignières. L'instituteur public avait pu éventer le piège tendu, mais les faux maquisards s'étaient ensuite mêlés à la population... Or les mouvements des personnes et les nécessités de leur ravitaillement ne pouvaient passer inaperçus.

Une nouvelle tentative eut lieu le 12 juin sous la direction de JARDIN, chef des auxiliaires de la Gestapo et qui le 13 arrêtera Daniel DESMEULLES. Le même participera ensuite à l'allumage des incendies sur Lignières.

D'autres miliciens ont dû intervenir. C'est le cas de DOURDINE et LARONCHE, agents de JARDIN : le 20 juin, au village de la Perdrière, non loin de Mesnil-Scelleur, ils sont arrêtés par des résistants. L'un était en possession du vélo de Mr Mazeline volé lors du combat de Lignières une semaine plus tôt. Jugés, condamnés, ils seront exécutés le soir même.

Quant à Bernard JARDIN, qui n'avait commencé à travailler pour les services de renseignements allemands qu'en 1943, il devint vite chef de la Gestapo Française dans l'Orne, très actif sur ce secteur au printemps 1944. Il sera arrêté et fusillé le 17 août de la même année.

Sources

Informations sur Lignières recueillies sur livret de André Robert et Christian Ferault, avec les participations de Madeleine Catois et Pierre Tonnelier



Arrestation par la Milice



Fougerolles-du-Plessis, 24 juillet 1944

Le groupe de Résistance de Fougerolles-du-Plessis appartenait comme celui de Lignéres-la-Doucelle à la formation des F.T.P.F., placés sous les ordres du commandant TANGUY, dit «Loulou».

Le groupe commandé par M. Julien DERENNE, de Fougerolles, s'était surtout spécialisé dans la technique du parachutage et du transport d'armes et de matériel. Il avait réussi à organiser un terrain parfait au lieu dit «Panama», dépendant de la ferme de Montcharrey. De 50 à 60 hommes et femmes participèrent à ces opérations qui donnèrent d'excellents résultats, puisque 40 tonnes d'armes lancées de 10 avions purent être sans encombre reçues, entreposées, transportées et réparties dans les centres de Dinard, Saint-Malo, La Guerche, La Flèche, Saint-Hilaire-du-Harcouët, le sud de la Manche et du Calvados.

Le groupe, qui était rattaché aux F.T.P.F. depuis mars 1943, avait également participé à des opérations de sabotage, de renseignements par pigeons voyageurs, etc.

Enfin, au début 1944, il se livrait à des opérations de patrouille, de nettoyage et de liaison avec les lignes américaines. Un certificat très élogieux remis par le C.I.C. du VIIème Corps américain atteste la courageuse et utile coopération du groupe fougerollais, dont sept hommes devaient, par ailleurs, le 25 août, participer avec la division Leclerc à la Libération de Paris.

Malheureusement, quatre hommes du groupe, dont le chef, Julien DERENNE, vont tomber sous les balles allemandes d'un peloton d'exécution, un mois environ

avant les derniers faits et payer ainsi de leur vie leur courageuse activité.

Le vendredi 28 juillet 1944, en effet, vers 10 heures, les Allemands arrêtaient au village de Montclair Julien DERENNE et trois de ses compagnons, François GENEVEE, Victor FREARD et François BOSTAN.

Joseph HILLION, fusillé avec les quatre Fougerollais, avait été arrêté le 27 juillet à Champ-du-Bout dans le Calvados, et conduit comme eux à Saint-Jean-du-Corail. La cause de son arrestation et de celle de quatre membres de sa famille est à trouver dans les parachutages de Fougerolles. Ces arrestations n'avaient également pu se produire qu'à la suite de dénonciations dont les auteurs présumés pourraient, semble-t-il, être facilement découverts, d'après les renseignements de plusieurs témoins.

Il y a lieu de noter également que les quatre hommes du groupe de Fougerolles n'ont pas été surpris en action de guerre et que les Allemands connaissaient les lieux de parachutage et de dépôts d'armes, tous faits à l'appui de l'hypothèse de la dénonciation.

Après leur arrestation, Julien DERENNE et ses compagnons, au total seize prisonniers, furent emmenés dans un camion allemand dans la direction de Teilleul (Manche). Le soir même, on les enferma avec d'autres détenus dans les sous-sols du château de Saint-Jean, en Saint-Jean-du-Corail (Manche), propriété de M. et Mme Boissière, réquisitionné par les services de la Gestapo.

Dans la journée du samedi 29 juillet, les Allemands vont procéder à l'interrogatoire des prisonniers qui semblaient les moins compromis.

Le 31 juillet, alors que le jour se lève, cinq prisonniers sont extraits de leur geôle : François BOSTAN, Victor FREARD, François GENEVEE, Julien DERENNE, et Joseph HILLION du Champ-du-Bout. Ils sont emmenés un peu plus loin au château de Bourberouge et à nouveau torturés. Dans l'après-midi, ils seront abattus à coups de mitraillette dans une carrière proche.

Document fourni par Mme Pétri et complément du 31 juillet apporté par Roger Lenevette.



Le Maquis de Saint-Yvieux

A la lisière de la romantique forêt du Mesnil et des sauvages landes de Ville-Gate, sur le bord de ce torrent de Mireloup où Bertrand Robidou a situé l'un des épisodes les plus dramatiques de son roman «La

DERNIERE GUERRE MONDIALE



Dame de Coëtquen», se trouve une bergerie abandonnée : Saint-Yvieuc.

C'est là qu'en août 1943 se réfugient de nombreux réfractaires et maquisards, lorsque l'abri provisoire du château de Beaufort est jugé dangereux.

Yves THOUVENOT, comptable à Saint Servan, qui a « fait » 14-18 comme lieutenant, en est le chef.

Le maquis dénoncé par un collaborateur est l'objet d'une enquête « pour la frime » menée par les gendarmes résistants de Chateauneuf. Joseph AUBRY, adjoint de Plerguer, favorise l'installation des réfractaires dans la bergerie, mais le vrai soutien de résistants est l'ancien maire, Henri RENARD, distillateur, chef du groupe de l'Organisation Civile et Militaire pour l'arrondissement de Saint-Malo, « Réseau Centurie » en liaison avec Henri BAZIN, l'abbé BARRE et autres chefs O.C.M., de Dinan. Cependant le groupe dépend de l'organisation F.T.P.F. et non de l'O.C.M.



Un maquis en Bretagne

Parmi les maquisards, citons FOUILLET Auguste de Dol.

Parmi les ravitailleurs, signalons : Gabriel DELANOE, fermier de Brignoux près l'auberge du «*Torchon sale*», et Jean CORVAISIER fermier de Pauvrette près l'étang de Beaufort; François GUILLOTTEL, boucher à Plerguer. Celui-ci loge des Américains parachutés au péril de sa vie. TOUZE ose faire aussi ce même «beau geste», lorsque trois Dolois hésitent à héberger deux aviateurs rescapés de l'avion tombé à Benouis et découverts dans un buisson par un jeune Dolois plus courageux. Auguste PLAINFOSSE imite GUILLOTTEL et TOUZE.

Le capitaine MUSTEY, F.T.P.F. de Saint-Servan venu inspecter le maquis où se trouvent à ce moment 17 réfractaires, visite aussi RENARD, maison sûre, chez qui passent les hors la loi descendant de la côte sur Saint-Méloir, avant de gagner Bonnemain, La Boussac (chez le menuisier débitant GENOUVRIER), Trans (garage Renault), ou Dol (café CORBEL).

Le responsable O.C.M. finance le maquis pendant quatre mois et fait dactylographier dans son bureau, au péril de sa vie 7 500 bons de solidarité formant 150 carnets à souches, pour aider les combattants d'Ille et Vilaine. Des gens sûrs : Pierre BOUCHER de Dol, Ernest BREL, Marie BOISON, Auguste HIARD de Plerguer, Henri DUBOST, de Combourg, ROCHEBRUN, de Saint-Guinoux, et d'autres braves de la Côte se chargent de vendre ces dangereux billets.

RENARD organise l'O.C.M. à Plerguer, Dol, Saint-Malo,

Saint-Coulomb, Saint-Guinoux, La Fresnais, Lillemer, Combourg, le Sens de Bretagne. En 1941, il a osé refuser de livrer des fusils de chasse et des munitions à un officier allemand, gardien-chef de terrain d'aviation, se fait enguirlander par le préfet et débarquer par Vichy.

Fin 1943, le maquis de refuge et de passage va passer à l'action contre les Allemands et les collaborateurs. On reçoit des armes. Gabriel DELANOE avec une charrette contenant une caisse à cochons couverte d'un drap blanc prend livraison d'armes, en plein jour à la gare de Plerguer, grâce à la complicité du brave chef SECOND.

Hélas ! Il y a un Judas pour les Patriotes : l'un des anciens maquisards, Maurice LEON. Le matin du 13 décembre 1943, ce traître, un rouquin de Guingamp, guide la Gestapo, sept ou huit policiers armés jusqu'aux dents, venant avec des camionnettes, jusqu'à Saint-Yvieuc où les maquisards sommeillent encore.

«*Debout là-dedans ! Comment vous n'êtes pas encore levés ?*» s'écrie le rouquin vendu aux ennemis.

C'est la rafle, l'embarquement pour Rennes et l'Allemagne des 21 braves dont beaucoup ne sont pas revenus.

Peu après, le traître est abattu à Guingamp par un résistant du pays fougerais envoyé par RENARD.

Le propriétaire de la bergerie est arrêté également et passe trois mois à la prison de Rennes.

Fin 1946, aucun monument ni aucune décoration n'ont commémoré le maquis de saint-Yvieuc, plus ancien que celui de Broualan.

Ce texte est une copie exacte du document fourni par Mme Pétri avec l'ensemble des documents concernant son mari et remis à Roger Lenevette, ancien FTPF du groupe de Vieux Vy-sur Couesnon

Sources iconographiques :

http://lignieres.orgeres.free.fr/photos/Sites_monuments/monu_fouchardiere_texte.htm

<http://www.fougerolles.du.plessis.mairie53.fr/admin/documents/Fiche6631.pdf>



Instruction sur l'armement



La « collaboration horizontale »

Par Germaine STEPHAN

L'AUTEUR



Doyenne de l'équipe de Dernière guerre mondiale, engagée volontaire pour la durée de la guerre dans l'Armée de la Libération, Germaine à rejoint les AFAT en 1944, elle avait à peine 18 ans. Elle tapait les compte-rendus d'interrogatoires de prisonniers allemands sur une machine à écrire confisquée à la Wehrmacht.

Aujourd'hui, c'est le clavier de son PC qu'elle utilise pour communiquer avec le monde entier et veiller au respect de l'orthographe et de la grammaire dans notre magazine

Le point de vue de Germaine est dur et sans appel. Certains lecteurs pourraient estimer qu'elle y va fort d'autant plus qu'il existe en France des hommes et des femmes nés de ces unions et qui ont vécu les difficultés que l'on peut imaginer aisément. Précisons donc qu'il s'agit surtout d'un témoignage, elle y était et en a vu certaines, surtout celle qui a dénoncé à ses « copains » allemands son frère, résistant fusillé au Mont-Valérien en novembre 1941 plus, tenez-vous bien, une dizaine d'autres et dont nous parlerons en détails dans un prochain numéro.

Daniel Laurent

Le terme trivial de « collaboration horizontale » désigne le fait que des femmes françaises, et pas des moindres, ont eu pendant la guerre des relations avec des soldats allemands.

Il est évident que ce genre de relations lorsque des populations se trouvent exceptionnellement réunies sont inévitables. C'est particulièrement vrai pour la Seconde Guerre Mondiale qui voit d'énormes déplacements de personnes, de gens souvent relativement jeunes. Des millions de soldats sont envoyés combattre sur des fronts éloignés, occuper des pays ou sont emprisonnés, se retrouvant ainsi au contact de populations locales dont les éléments masculins sont bien souvent absents.

Ainsi, malgré l'interdiction formelle du régime nazi, asortie de graves punitions (on imagine l'atteinte inadmissible pour les Nazis faite ainsi à la « pureté de la race germanique » !), certains de nos prisonniers ou ouvriers en Allemagne ont eu ce genre de relations, qui furent parfois suivies.

On se rappellera également les soldats US, qui bondent littéralement la Grande Bretagne en attendant de débarquer et libérer le continent, dont la présence n'est pas toujours bien vue des Britanniques, qui leur reproche leur paye trop élevée pour leur pays appauvri et leur comportement : « overpaid, oversexed and... over here ! » (trop payés, trop lubriques et... trop présents !)

Néanmoins, les raisons des relations entre soldats allemands et femmes françaises revêtent un caractère particulier dans la France occupée. Il s'agit en effet ici d'un peuple souffrant sous la botte d'ennemis étrangers aux ordres d'un terrible régime, qui emploie les moyens les plus barbares pour imposer sa volonté à la population française.

Ce sont donc les circonstances de cette terrible occupation qui ont fait que le comportement de la plupart des femmes ayant eu des relations avec l'ennemi, est la plupart du temps assimilable à l'exercice du plus vieux métier du monde, quoiqu'elles aient pu en dire à la Libération. Rien de nouveau donc, les soldats de toutes les époques et de tous les pays ont toujours trouvé sur place de quoi assurer le « repos du guerrier » après leurs conquêtes militaires. Il y a des descendants des Grognards de Napoléon pas très loin de Moscou.

Examinons donc les raisons, rarement reluisantes, qui ont poussé certaines femmes dans les bras de l'ennemi.



PRESTIGE

Madame Florence Gould, épouse du milliardaire Frank Jay Gould, tenait salon « littéraire » et table ouverte, visiblement pas touchée par les restrictions alimentaires réservées sans doute au « menu peuple ». Les plus fins esprits de Paris y côtoyaient les grands cerveaux d'outre-Rhin.

Hélas, Florence a succombé aux charmes d'un Major de la Luftwaffe, Ludwig Vogel.

DERNIERE GUERRE MONDIALE



Le suivant sera le Capitaine Ernst Jünger¹, très introduit dans les salons parisiens.

Elle ne s'en est jamais cachée.

Madame Mireille Balin, actrice très connue, après avoir été la maîtresse de Jean Gabin et de Tino Rossi, rencontre un officier viennois qui a « tout pour lui » : prestance, pas nazi, musicien bien entendu puisqu'originaire de Vienne, raffiné en tout, célibataire, riche etc.

Il devient son amant et elle ne se prive pas de l'exhiber partout comme un signe extérieur de réussite (pour le moment du moins...).

La liste serait longue... Citons la célèbre phrase d'Arletty à ce sujet : « *Si mon cœur est français, mon cul, lui, est international !* »



PETITS PROFITS

D'autres femmes, moins connues, ont vite compris le profit qu'elles pourraient tirer de fréquenter un de ces « messieurs de l'occupation », puisqu'ils étaient les maîtres du moment.

Protection en cas de marché noir, ou cadeaux très intéressants, comme des cigarettes, chaussures, vêtements, alcools, de la nourriture fine devenue introuvable, etc., des passe-droits divers...

Tout cela n'est par toujours fourni sans retour par les occupants, mais également contre des « services » divers, y compris des dénonciations ! Bref, « services » rendus à l'occupant, contre « services » rendus à l'occupé.

L'AMOUR ?

Enfin, la troisième catégorie, celles que d'incorrigibles romantiques qualifieront d'amoureuses.

Les raisons de cette collaboration dite « horizontale » sont très diverses : parfois une réelle attirance pour le physique d'un militaire. Mais aussi, la provocation envers les voisines, les copines d'école, voire la famille, ou même simplement les passants : j'avais une copine d'école qui se pavanait avec « son Willy » en nous toisant, et à qui nous promettions, en passant, à voix audible d'elle seule, monts et merveilles quand les occupants seraient partis, car c'était sûr, ils partiraient.

Et puis aussi, le vice tout simplement, sans amour, presque par métier. J'en ai connu une autre, une voisine, qui racolait les jeunes marins de la Kriegsmarine, nue sous son imperméable, assise à une table du café-tabac du quartier.

LA SANCTION

Il n'y avait aucun texte législatif permettant de poursuivre du fait de relations sexuelles avec l'ennemi (« intelligence » avec l'ennemi ?). Alors, les gens ont pris le relais de la Justice défaillante.

Celles qui ont été condamnées (peu nombreuses) l'ont été pour marché noir.

D'autres pour réelle collaboration, dénonciations de résistants entre autres. Jamais pour coucherie.

Les personnes qui connaissaient celles qui avaient échappé à la Justice ont donc voulu quand même les sanctionner de façon visible, en ... les tondant, tout simplement !

La punition n'était pas trop sévère (juste un peu sur le moment), à part l'humiliation d'être exhibée en public et de subir la fin de leurs illusions. Leurs cheveux ont repoussé, mais les dégâts qu'elles ont occasionnés



1 : Ecrivain renommé, il est l'adjoint de Hans Speidel, chef du Militärbefehlshaber in Frankreich (MBF), sis à l'hôtel « Majestic », en charge de superviser l'occupation de la France.



par leurs bavardages sur l'oreiller pour plaire à leur conquête sont considérables et irréparables : dénonciations bien souvent de Résistants de leur connaissance, suivies d'arrestations, tortures, fusillades ou déportations.

Et pas seulement de Résistants, d'ailleurs, mais également pour spolier « en toute légalité » des Juifs de leurs biens ou pour se débarrasser d'un mari, d'un amant ou de relations gênantes.

De ceux-là, beaucoup ne reviendront pas...

L'humiliation subie par la tonsure était vite effacée par la fuite chez une parente éloignée en attendant que les cheveux repoussent. Quand elles revenaient les voisines et connaissances avaient autre chose à faire que de s'en préoccuper, et la vie reprenait son train-train.

Certaines ont choisi de suivre leur partenaire en Allemagne et d'y fonder un foyer. D'autres ont simplement renouvelé l'expérience avec des G.I. et trouvé, là aussi, chaussure à leur pied...



En d'autres lieux, l'occupation eut un autre visage

POINTS DE VUE...

De quelques écrivains (qui n'ont rien vu ni rien subi).
Philippe BURIN ² :

« Galtier-Boissière trouve que les officiers allemands ont des visages plus intelligents que les nôtres... ce sont des hommes intelligents qui ont choisi ce métier tandis que chez nous ce sont tous des imbéciles... »

Patrick BUISSON ³ :

« ... les jeunes officiers de type archange ... » !!!

Micheline BOOD ⁴

« ... Karl était très chic avec son uniforme noir de tankiste et les têtes de mort d'argent. En plus, il avait de beaux yeux... ». Etc...



Une Justice ...

CONCLUSION

Ainsi que dit en introduction, les soldats de toutes les époques et de tous les pays ont toujours trouvé le « repos du guerrier » sur place après leurs conquêtes militaires.

Mais les situations diffèrent selon les circonstances. Après tout, les Gauloises qui se sont compromises avec les légionnaires de Jules César sont à l'origine, en quelque sorte, de la civilisation gallo-romaine qui a fondé la France !

Mais là, plus du tout la même chose, les compromissions de ces femmes se faisaient en faveur de nazis, donc de criminels en train de piller la France, d'envoyer tout opposant à la torture et au poteau, de fusiller des otages innocents et de déporter les Juifs de France en les envoyant à la mort.

Elles furent donc non seulement complices d'un ennemi contre lequel le pays était toujours en lutte, mais également complices de crimes de guerre et de crimes contre l'Humanité et la sanction de la tonte est très éloignée de ce que le code pénal prévoit dans ces cas. Ceux qui critiquent certains aspects de « l'épuration sauvage » devraient y penser.

Remerciements

Je souhaite remercier chaleureusement Thierry Decool et Daniel Laurent grâce auxquels cet article a une allure et une présentation que j'aurais eu du mal à atteindre toute seule.



Des justiciers ...

2 : Philippe Burin, La France à l'heure allemande 1940/44, Editions du Seuil, 1995)

3 : Patrick Buisson, Les derniers secrets de l'occupation : les alcôves de la collaboration 1940/1944 années érotiques, L'Express du 16/04/2008.

4 : Micheline Bood, Les années doubles / journal d'une lycéenne sous l'occupation, Laffont 1974



La Milice

Par Roger LENEVETTE et Daniel LAURENT

La Milice française a été créée par une loi mise en application le 30 janvier 1943. C'est à l'origine un mouvement politique, dirigé par Pierre Laval (1883-1945, Premier Ministre de Pétain, mort fusillé) qui en est le chef officiel, et commandé par Joseph Darnand (1897-1945, nommé SS. Sturmbahnführer en 1943, également mort fusillé), qui en est le Secrétaire Général. Jamais dans l'histoire française contemporaine une unité n'aura été autant honnie.

Les miliciens se rendirent coupables de nombreux crimes, d'exécutions sommaires, d'arrestations de Juifs et de Résistants et d'actions militaires contre la Résistance.

La Milice trouve son origine d'abord dans la Légion des Combattants, créée le 29 août 1940 en zone libre, les Allemands l'ayant immédiatement interdite en zone occupée. Cette Légion, à l'origine composée exclusivement d'anciens combattants que Vichy va tenter de politiser, est élargie à tous ceux qui désirent soutenir le régime de Pétain et sa Révolution Nationale. En 1942, elle compte environ 1,5 million de membres, y compris ceux d'Afrique du nord et autres colonies françaises.

Joseph Darnand

Aimé Joseph Darnand est né le 16 mars 1897 à Coligny dans l'Ain. Il est d'ascendance modeste, famille paysanne catholique et d'esprit traditionaliste.

Il entre en octobre 1911 comme élève en classe de 6ème A au Collège Lamartine à Bellay. Il en sort 18 mois plus tard en mars 1913 alors qu'il est en 4ème A. C'est un élève moyen, il n'a pas de disposition éclatante pour les études et la pension coûte cher.

A 16 ans, il entre en apprentissage chez un ébéniste de Bourg, M. Dumarchy.

Lorsque la Guerre éclate en 1914 Darnand tente de s'engager. Il est refusé parce qu'il est jugé trop mai-



« Premier soldat de France... »

gre. Il en pleure de colère. Le 8 janvier 1916, il est néanmoins incorporé au 35ème Régiment d'Infanterie. Il est nommé caporal en avril 1917, puis sergent le 1er juin. Affecté au 366ème d'infanterie, il monte au front en octobre. Volontaire pour toutes les patrouilles et tous les coups de main, il fait preuve de bravoure le 30 novembre 1917 et reçoit sa première citation.

Quand la guerre se termine, Darnand est adjudant et titulaire de six citations, dont deux à l'Ordre de l'Armée, de la Médaille Militaire, de la Croix de Guerre Belge. Il a été blessé deux fois.

Il voudrait rester dans l'armée et préparer St Maixent¹. Il s'en ouvre à ses supérieurs, mais ceux ci le font lanterner et finissent par lui dire qu'il devra passer « au choix ». L'Armée de Papa ne prise pas les plébéiens.

Le 30 septembre 1919, il se rengage pour deux ans, est envoyé au Levant et affecté au 17ème R.T.A. En Syrie, il comprend qu'il ne sera jamais nommé sous-lieutenant. D'autres, oui. Pas lui...

Il part en permission libérable le 26 juillet 1921. Cet échec est le grand tournant de sa vie.

Démobilisé, il rentre à Bourg et se fait embaucher comme chef manutentionnaire à la fabrique de meubles Descher. Le 25 février 1922, il épouse la nièce de M. Descher qui lui donnera deux enfants : une fille qui décédera en bas âge et un fils, Philippe. En juin 1922, avec sa femme, il s'établit à Maillat (Ain) et travaille dans une exploitation forestière.

En 1923, il entre comme vendeur décorateur à la fabrique de meubles Chaleyssin à Lyon. Travailleur tenace et volontaire, mais d'une intelligence de second ordre selon M. Chaleyssin

C'est à Lyon que Darnand adhère à «Action Française»².

A la messe commémorative de la mort de Louis XVI le 21 janvier 1927, l'Association Marius Plateau dispose à Nice de deux porte drapeaux : Joseph Darnand et Félix Agnely. Ils ont le même nombre de citations. Ils deviennent des amis que seule la mort d'Agnely séparera.

Par l'intermédiaire d'Agnely, Darnand fera la connaissance de celui qui sera son bras droit, son homme lige, Marcel Gombert.

Darnand deviendra le chef des «Camelots du Roi»³ de Nice, puis de Provence.

Il monte en 1929 une société qui prospérera. Tout en gérant son entreprise, il devient directeur des Autobus du littoral qu'il abandonne en 1936 pour causes économiques. Darnand n'est pas un homme d'argent. D'origine modeste, il voulait arriver, ce qui est naturel, et il est arrivé : son affaire marche bien. Patron, il est paternaliste. Social, il n'est pas mauvais homme.

1 : Ecole militaire d'infanterie chargée à l'époque de la formation des futurs officiers.

2 : Mouvement d'extrême droite nationaliste, antisémite et monarchiste inspiré par les idées de Charles Maurras.

3 : Branche regroupant les hommes de main d'Action Française



Monarchiste, il s'abrite derrière ses médailles.

Mais il a besoin de se dépenser, de se battre. La politique, les femmes, le rugby. La politique pour lui, c'est le recommencement des copains.

En amitié, il est d'une fidélité d'homme des bois. Il a l'esprit de bande. Il couvre et couvrira les sottises, les crimes, à la condition que ce soit des hommes à lui qui soient dans le coup. Avec cela, il a le respect des galons. Pourtant il sait que les gens qui lui font bonne mine sont les mêmes que ceux qui l'ont empêché de devenir officier.

En 1934, il est membre des Croix-de-Feu⁴. Il adhère à la Cagoule⁵ peu après et en devient le responsable de la région Sud-Est. Il fait alors la connaissance de Jean Filliol⁶. Il adhère au Parti Populaire Français (PPF)⁷. Le démantèlement de la Cagoule se poursuivant, il finit par être arrêté en juillet 1938. Ses avocats sont Xavier Vallat et Robert Castille, que l'on retrouvera plus tard au Commissariat Général aux Questions Juives de Vichy. En prison, il reçoit la visite de Jean Bassompierre⁸ qui devient son ami. Bénéficiant d'un non-lieu, il est libéré en décembre.

En 1939-40, il rejoint un bataillon de chasseurs alpins (au corps franc de la 29ème D.I), enfin devenu Lieu-



Jean Filliol (1909 - ?)

tenant. Pour avoir ramené le corps de son chef et ami, le capitaine Agnely, de derrière les lignes ennemies, Darnand est nommé «premier soldat de France» et devient Officier de la Légion d'honneur.

Pendant toute la retraite, Darnand a combattu avec son corps franc à l'arrière garde de la 29ème Division d'infanterie. Il y a montré ses habituelles qualités exceptionnelles de combattant. Sa conduite lui vaut une huitième citation du Général Gérodias. Harassé, à bout de force, le lieutenant Darnand est surpris et fait prisonnier à la Motte-Beuvron, en Sologne, le 19 juin.

Des 200 hommes du corps franc qui l'accompagnaient, il en reste 80. Le baroudeur s'évade du camp de Pithiviers en août 1940 avec la complicité de Marcel Gombert. Il rencontre Pétain à plusieurs reprises fin 1940,

4 : Mouvement d'anciens combattants extrêmement conservateur

5 : Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale (OSARN, puis OSAR), appelée quelquefois également CSAR. Groupuscule secret, donc illégal, créé afin d'éviter à ses membres la surveillance policière et les poursuites judiciaires enclenchée par les émeutes du 6 février 1934..

6 : Un des membres fondateurs de la Cagoule

7 : Parti d'inspiration fasciste fondé et dirigé par Jacques Doriot, ancien communiste exclu du PCF.

8 : Militaire de carrière, membre de la Cagoule et du PPF, il sera à l'origine du SOL avec Darnand (voir plus loin)

9 : A noter que la LFC a été créée sur l'instigation de... Xavier Vallat ! Le monde de la Collaboration est petit. On va y retrouver nombre de membres des mouvements d'extrême droite d'avant guerre, que Darnand a tous faits, comme on l'a vu...

ce qui lui permet d'obtenir la direction pour les Alpes-Maritimes de la Légion française des combattants⁹, qui se réunit pour la première fois le 9 octobre 1940 et remporte un vif succès.

C'est donc un héros des 2 guerres, au grand prestige, qui va créer le S.O.L. et le conduire vers la Milice et, de là, vers le désastre, la honte et le peloton d'exécution.

Le S.O.L.

En 1941, pour donner un peu de muscle à cette Légion, Joseph Darnand, à cette époque responsable uniquement des Alpes Maritimes, crée le Service d'Ordre Légionnaire, S.O.L. Son intention est de regrouper les plus jeunes et les plus motivés défenseurs de la «Révolution Nationale» de Pétain.

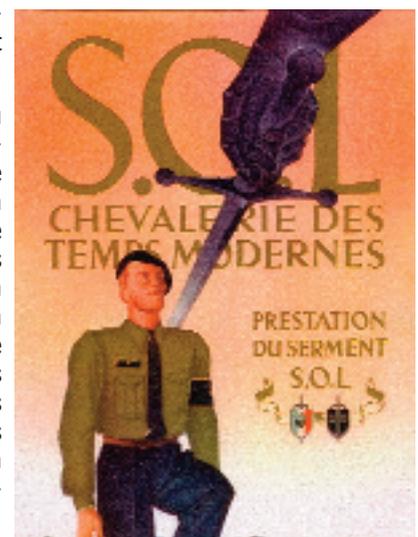
Il met en place son organisation, son programme, ses rapports avec la Légion des combattants. La première investiture se fera aux arènes de Cimiez à Nice.

Dés le début, le S.O.L sera bien plus qu'un simple service d'ordre et sa doctrine se précisera peu à peu : «Le S.O.L. sera le fer de lance des combats des forces révolutionnaires de ce pays contre ceux que leurs intérêts entraînent au maintien d'un ordre de choses que nous voulons abolir.»

Durant l'hiver 1941-1942 Darnand définit les « 21 points » du S.O.L. Théoriquement, le S.O.L devient partie intégrante de la Légion des Combattants et par là même une troupe de choc de réserve.

Soutenu par l'amiral François Darlan (1881-1942, Premier ministre de Pétain, assassiné à Alger) et Pierre Pucheu (1899-1944, ministre de l'intérieur de Vichy, fusillé), l'existence du S.O.L. est reconnue officiellement le 12 janvier 1942 et Darnand nommé Inspecteur Général à Vichy. Le mouvement est, comme la Légion Française des Combattants, interdit en zone occupée. Début 1942, le S.O.L. compte environ 20 000 membres, la plupart d'entre eux anti-Allemands mais défenseurs de la «Révolution Nationale», évidemment anti-Gaullistes et anticommunistes.

L'évolution du S.O.L. est accélérée par le retour de Laval au pouvoir en avril 42 et par le débarquement des forces alliées en Afrique du Nord. Un certain nombre de S.O.L. ont d'ailleurs participé à des combats contre les Américains, au sein de la Phalange africaine.





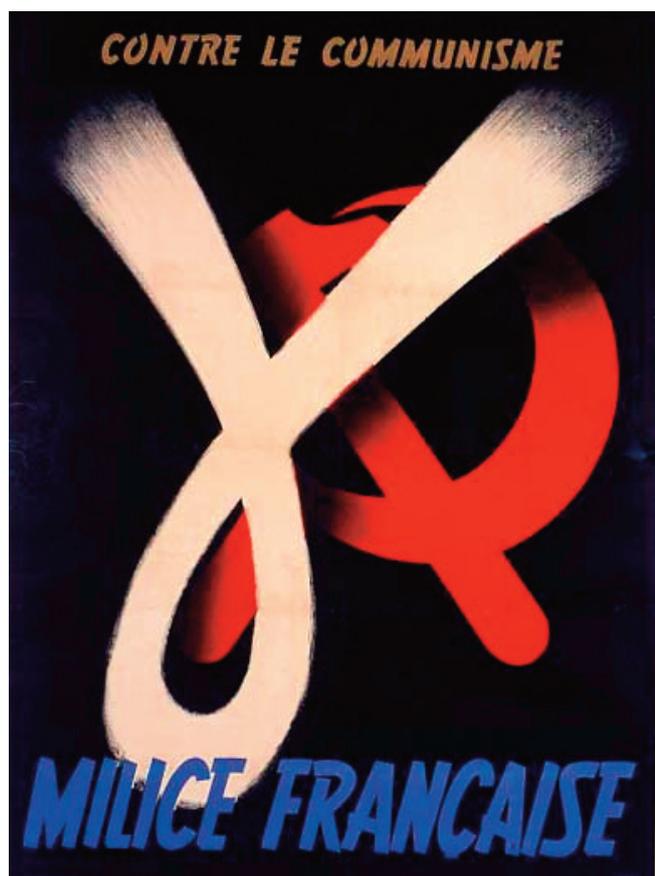
CREATION DE LA MILICE

En janvier 1943, la Milice française se substitue au S.O.L., dont l'uniforme, dérivé de celui des chasseurs Alpains, sera globalement conservé, comme les 21 points fondamentaux de l'organisation (voir encadré)

La Milice doit développer ses missions selon trois axes Vigilance, propagande et sécurité.

Dans le climat de guerre civile qui se développe en France à cette époque, le futur de la Milice en tant qu'auxiliaire de la police Allemande est évident.

Darnand, Secrétaire Général, est d'abord aidé par Pierre Cance (1907-1988, Sturmbannführer Waffen-SS en 44) puis par Francis Bout de l'An (1908-1977) quand Cance rejoint les Waffen-SS en octobre 43.



LA FRANC-GARDE

Le 2 juin 1943, la Franc-Garde est créée au sein de la Milice. Ce groupe est permanent, à la différence des Miliciens, «à temps partiel» ou bénévoles, et est principalement orienté vers la sécurité et la police. Le commandant Jean de Vaugelas est à leur tête (1913 – 1954, décédé en Argentine. Accident de voiture ? Exécuté par le SDECE ? Personne ne sait vraiment et la polémique dure toujours. Nommé SS Sturmbahnführer en 44).

Les effectifs généralement cités sont de 30 000 miliciens dont environ 12 000 francs-gardes. Alors que les miliciens de base sont surtout des militants politiques, se contentant de jouer les indicateurs ou les assistants de la Gestapo dans la chasse aux Résistants et aux Juifs, les francs-gardes sont armés et combattent la Résistance. Ce sont eux qui commettront la quasi-totalité des exactions sanglantes attribuées à la Milice, exécutions sommaires et tortures de Résistants,

crimes gratuits comme les assassinats de Georges Mandel, Hélène et Victor Bash, Jean Zay et autres non-combattants.

Il est coutumier de dire qu'avant de devenir les chasseurs, ces miliciens ont d'abord été des cibles : Jusqu'en novembre 43, la Franc-Garde ne recevra aucune arme. La résistance exécute plusieurs douzaines d'entre eux avant que Darnand leur donne l'ordre et les moyens de se battre. Cette question des armes et de la revanche suite aux exécutions serait primordiale dans l'évolution de la Milice. Elle aurait transformé ce mouvement en force de police auxiliaire souvent brutale et accusée par ses adversaires des pires crimes.

Cependant, même si une sorte de légitime désir de revanche pourrait être éventuellement retenu à décharge, l'échelle de valeurs quant aux exactions commises est claire. Ce ne fut pas oeil pour oeil, dent pour dent, mais 300 yeux pour un oeil, 300 dents pour une dent. De plus, la simple lecture des statuts de la Milice et de ses 21 points laisse peu de doute quant

Les 21 points...

1. Contre l'égoïsme bourgeois. Pour la solidarité française,
2. Contre le scepticisme. Pour la foi,
3. Contre l'apathie. Pour l'enthousiasme,
4. Contre la routine. Pour l'esprit d'initiative,
5. Contre l'influence. Pour le mérite,
6. Contre l'individualisme. Pour la société,
7. Contre l'ancienneté. Pour la valeur,
8. Contre l'anarchie. Pour la discipline,
9. Contre l'égalitarisme. Pour la hiérarchie,
10. Contre la vaine liberté. Pour les vraies libertés,
11. Contre la démagogie. Pour la vérité,
12. Contre la démocratie. Pour l'autorité,
13. Contre le trust. Pour le métier,
14. Contre le capitalisme international. Pour le corporatisme français,
15. Contre la tutelle de l'argent, Pour la primauté du travail,
16. Contre la condition prolétarienne. Pour la justice sociale,
17. Contre la dissidence gaulliste. Pour l'unité française,
18. Contre le bolchevisme. Pour le nationalisme,
19. Contre la lèpre juive. Pour la pureté française,
20. Contre la franc-maçonnerie païenne. Pour la civilisation chrétienne,
21. Contre l'oubli des crimes. Pour le châtiment des coupables.



au but final : l'engagement au côté de l'occupant Nazi, avec tout ce que cela peut signifier.

L'accord sur ce problème d'armement n'arrivera que fin 43, après plusieurs discussions entre Darnand et les SS qui rechignent à armer des Français, fussent-ils des « Collabos » : La Milice encouragera le recrutement de Waffen-SS pour le front de l'Est et, en échange, les SS lui fourniront des armes légères.

Environ 200 Miliciens ont rejoint les Waffen-SS, dont Pierre Cance, Noël de Tissot, Léon Gauthier et Henri Fenet.

Le 30 décembre 1943, Darnand devient secrétaire général au maintien de l'ordre. Il sera nommé secrétaire d'état à l'Intérieur le 13 juin 1944, au paroxysme de ce que beaucoup d'historiens appellent la « guerre civile ».

Le 27 janvier 1944, la Milice est autorisée dans la région nord, l'ancienne zone occupée. Darnand, accaparé par ses charges gouvernementales, délègue la gestion de l'organisation à Francis Bout de l'An. Pour l'aider dans sa tâche, Jean Bassompierre (1914 - 1948, fusillé) et François Gaucher (1910 - 1990) sont rappelés du Front de l'Est et nommés inspecteurs.



Jean Bassompierre

En 1944, environ 30 000 hommes et femmes sont membres de la Milice. 10 à 12 000 sont membres des Francs-Gardes.

Darnand Secrétaire Général au Maintien de l'Ordre, cela va être l'invasion de l'administration, des rouages de l'Etat et de la France elle-même par la Milice. La porte ouverte, la Bande à «Jo» s'installe aux leviers de commande :

Directeur de Cabinet de Darnand : Raymond Clémoz, officier de marine marchande.

Chef de Cabinet : Emile Coutret, l'avocat de Darnand à Nice.

Délégué Général du Maintien de l'Ordre en Zone Nord : Max Knipping.

Secrétaire Général à la Milice : Bout de l'An

Chef du 2ème Service : Jean Degans

Chef du Service de Sécurité : Marcel Gomberg.

Service Financier : Fontaine

Aux Effectifs : Carus

Directeur de la propagande : Maurice Bertheux ex-professeur au Lycée d'Annecy.

Darnand manque d'hommes pour encadrer la Milice en cours d'extension. Il fait rappeler du Front de l'Est Jean Bassompierre et François Gaucher. Bassompierre est nommé Inspecteur Général et Gaucher Délégué Général en Zone Sud.

La Milice en action

La Franc-Garde sera engagée dans plusieurs opérations contre les Maquis : les Glières, Limousin, Bourgogne, Bretagne, etc. avec des résultats contrastés, en fonction de la compétence des officiers locaux, principalement. En fait, ils n'ont pas été préparés aux opérations de police et leurs résultats seront vivement critiqués dans les deux camps.

Les Francs-Gardes forment la grande majorité de ces Français qui ont fait couler le sang français sur le sol de France. Les autres unités engagées aux côtés des Allemands et ayant perpétré le même genre d'exactions sont presque négligeables en nombre : Le sinistre Bezen Perrot¹⁰ en Bretagne (De 60 à 80 membres), une section de la Division Brandebourg (180 membres) plus la Phalange africaine (Environ 200) qui, si elle n'a pas commis d'exactions, a néanmoins combattu en Tunisie contre des troupes Alliées.

Ces combats furent très durs, sauvages même. La Milice et la Résistance ont souvent les mêmes symptômes et travers : des groupes organisés dans une lutte fratricide qui n'ont pas la déontologie d'une armée reconnue comme telle par les conventions internationales.

Au-delà de leurs combats sanglants contre la Résistance, les Miliciens se sont également rendus coupables de l'assassinat de plusieurs personnalités non-combattantes, mais soupçonnées d'opposition à Pétain : Hélène et Victor Bash, Jean Zay, Georges Mandel, etc.

Un témoignage peut donner une idée de la barbarie milicienne : celui du préfet de la Corrèze, M. Pierre Trouillé. Cela se passe à Tulle le 21 juin 1944, alors que la 2.Pz.SS Das Reich, arrivée la veille est en train de quitter la ville, non sans avoir pendu 80 civils.

Pierre Trouillé écrit :

« Comme je me dirige vers la sortie de l'usine, un grand SD au visage agréable se présente à moi : «Michel, fils de Française et de Bavaois.

Je vous ai aidé tout à l'heure dans vos efforts en intercédant auprès de mes camarades obsédés par la haine du Français. Mais des Français à notre service sont pires qu'eux. Tenez, allez faire un tour au laboratoire de la manu, vous y verrez des choses instructives». Piqué de curiosité, je vais vers le bâtiment qu'il me désigne. Des hommes attendent là, l'air hébété devant une salle du laboratoire.

10 : Unité nationaliste bretonne au service de l'Occupant sous le nom de *Der bretonische Waffenverband der SS*



L'expérience est dans la pièce. J'entre pour voir trois miliciens âgés au plus de vingt ans verser de l'acide sur les plaies du visage d'un homme qu'ils viennent de frapper à coups de nerf de bœuf...Je les insulte, ils ricanent, mais lâchent leur victime. Hélas! Je suis impuissant à leur arracher les suspects qu'ils prétendent devoir interroger. »

Le cas n'est nullement exceptionnel. Après le départ des Allemands et de leurs complices, on trouvera dans des fosses communes des centaines et des centaines de corps, disloqués, les jambes, les bras cassés, les yeux crevés, brûlés à l'acide sulfurique.

Qui sont les tortionnaires de la Milice ? Ils appartiennent à tous les milieux : de la pègre bien sûr, des traîne-savates, des ratés hargneux comme Dehan¹¹, mais aussi de bons bourgeois et des fils de famille.



Plutôt que de vous faire ici une longue et pénible liste des multiples exactions sanglantes commises par la Milice dans les régions où elle fut active, concentrons-nous sur une région que nous connaissons mieux, la Bretagne qui, si elle a été à la pointe de la Résistance, a par contrecoup été victime de la répression la plus sévère:

Un colonel allemand dit de la Résistance Bretonne : «Les Terroristes sont partout, dans les cinémas, les rues, les campagnes les plus reculées. Bientôt, nous les découvrirons dans nos valises où ils dissimulent parfois des machines infernales. Ils assassinent nos soldats, nos officiers, nos généraux mêmes, comme le 17 juin sur la route de Guingamp à Brest.»

En avril, Darnand a dépêché en Bretagne le chef Di Costanzo et 250 Francs-Gardes. A ces hommes s'ajouteront en juillet une centaine venus de Paris. Une cinquantaine de miliciens de Rennes participeront aussi aux opérations.

Harcelés sans cesse depuis 1943, les Allemands mènent la vie dure aux maquis bretons. Ils emploient contre eux des Ukrainiens et quelques Polonais de l'armée Vlassoff et l'une de ses plus affreuses bandes qui sévissent à leur service et à leurs gages : Le Bezen Perrot.

En Ille et Vilaine, les miliciens de Di Costanzo participent à des opérations à Rennes, à Fougères, à Talensac, à Saint Hilaire des Landes, à Broualan, à La Lapinière, à St Rémy du Plain où huit personnes sont fusillées, à la Roche aux Merles, à Mordelles, à Mézière, à St Aubin d'Aubigné.

Dans les Côtes du Nord, ils opèrent à Loguivy-Plougras (onze suspects seront déportés en Allemagne), à Perros-Guirec, à Plouguenast, à Trébican, à Loudéac, à St Nicolas du Pelem, à Bourbriac.

Dans le Morbihan à Questembert et à Ploërmel avec la Milice Perrot, à Allaire dont le notaire M. René Le Mauff, arrêté le 29 mai, conduit au siège de la Milice Française à Rennes, meurt sous la torture, à Josselin où à partir de juillet sévira un Sonderkommando Spécial composé d'agents du S.D.¹² et de Miliciens.

Dans le Finistère à Plonevez du Faou.

Regardons de plus près quelques unes de ces opérations.

(Ames sensibles s'abstenir).

Le 7 juillet 1944, cent cinquante miliciens de la Milice Française venus de Rennes perquisitionnent à Broualan. Ils tuent deux personnes. Ils pillent puis incendient la ferme Léonard exploitée par une femme âgée de soixante six ans, dont les deux fils sont prisonniers en Allemagne, sous le prétexte que la ferme servirait habituellement de repaire aux « terroristes »¹³.

Le 8 juillet 1944 à la Roche aux Merles en Vieux Vy sur Couesnon, des miliciens arrivés en voiture arrêtent et torturent pendant des heures, sous les yeux de plusieurs témoins, un jeune homme, Yvonnick Laurent. Mis torse nu et couché à terre, Yvonnick Laurent est flagellé au moyen d'une corde à nœuds que les miliciens trempent dans un seau d'eau. Le malheureux pousse des cris déchirants, mais refuse de répondre aux questions que ses tortionnaires lui posent. Les miliciens le font monter dans leur voiture et repartent. Le lendemain soir le cadavre de Yvonnick Laurent - il a été tué d'une rafale de mitraillette - est découvert dissimulé sous des fagots dans une ancienne carrière, à quelques kilomètres de là.

Le 16 juin, un cultivateur de Sencerie en Brice, M. Pierre Regnier, est arrêté dans sa ferme par des miliciens commandés par l'Inspecteur de la Milice Paul Vieilly. Il est roué de coups. Comme il refuse de parler, les miliciens le conduisent au siège de la milice à Rennes où l'interrogatoire reprend. Entièrement nu, Pierre Regnier est frappé pendant deux heures sans un instant de répit, à coups de matraques, de ceinturons, et de crosses de revolver. Pierre Regnier supplie ses bourreaux de le tuer. Ils lui répondent : «Nous ne te tuons pas, tu accoucheras d'abord et tu crèveras quand même».

Reconnu et formellement accusé par la mère d'un jeune résistant de Fougères, Mme Garnier, dont il avait torturé le fils, Paul Vieilly avouera devant le Tribunal Militaire de Paris en séance Publique le 20 décembre 1961 : «Je sais que j'ai été violent» !

11 : Lucien Dehan (1907-1953, fusillé), sinistre individu, qui a travaillé au fichage des Juifs avant de sévir contre la Résistance, également agent double pour l'Abwehr.

12 : *Sicherheitsdienst*, service de renseignement de la SS

13 : Nom donné par la propagande de l'Occupant et de ses séides de Vichy aux Résistants



Le 27 juillet au village de Hévert, des Allemands et des miliciens en civil surprennent un groupe de jeunes réfractaires du S.T.O.¹⁴ Une fusillade éclate. Quatre jeunes gens sont faits prisonniers. Ils sont aussitôt passés par les armes par un peloton mixte de miliciens et d'Allemands devant un mur de la ferme de Monsieur Thébault.

Le 19 juin, un jeune homme de Talensac, André Leclerc est arrêté et emmené à Rennes par des miliciens. Entendu le 19 avril 1945 par l'adjudant chef de gendarmerie Quinquenel, commandant la brigade de Montfort sur Meu à propos des circonstances de la mort de son fils, M. Leclerc dira :

«Mon fils a été arrêté par deux miliciens «Schwaller», capitaine et un autre inconnu de moi. Il a été arrêté le 17 juin 1944 à 21 heures et emmené en moto par deux hommes à Rennes au Camp de la Croix Rouge. A minuit le même jour, il a été ramené à Talensac chez Villoury. Il avait été martyrisé et ne tenait plus debout. Ils le prenaient par les cheveux et disaient à Villoury :

«Voilà votre chef, on le tient ». Le mardi 21 juin 1944, vers 10 heures, M. le Maire de Talensac est venu m'avertir que mon fils avait voulu s'évader et que les miliciens l'avaient tué. Lui-même tenait cette version d'un agent de police de Rennes qui était venu lui apporter cette mauvaise nouvelle.

Je suis allé à Rennes en compagnie de mon frère, et après maintes démarches, j'ai su qu'il se trouvait à la morgue.

Là, j'ai vu mon fils. Il avait le nez et la figure tuméfiés, sous la gorge il portait des traces de piqûres, il avait la mâchoire brisée et portait la trace d'un coup de poignard d'un côté de la bouche.

Je n'ai pas vu son corps, mais j'ai entendu dire qu'il avait une jambe abîmée, j'ai également entendu dire qu'il avait la verge éclatée. La nuit suivante de l'arrestation de mon fils, Villoury et Gloux, tous les deux de Talensac, ont été arrêtés et relâchés quinze jours plus tard après avoir subi de mauvais traitements.»

Le 29 juin à Talensac, une trentaine de miliciens surprennent un groupe de maquisards. Deux sont tués les armes à la main au cours de l'accrochage. Deux autres se réfugient dans le café de Mme Guéguen. Les miliciens encerclent le café et y mettent le feu. Les deux malheureux sont brûlés vifs.

Le 4 juillet à Loudéac, trois miliciens et un détachement d'Allemands attaquent un groupe de maquisards dont sept sont tués, mais c'est au moins un combat.

Le 10 juin, quatre Résistants dont un garçon de seize ans, Albert Trégaro, sont faits prisonniers dans un accrochage avec des miliciens et des Allemands. Ils sont emprisonnés à St Marcel où on les attache sur un tas de fumier. Transportés ensuite au camp de la milice à Saint-Martin-sur-Oust, ils sont martyrisés puis fusillés par les miliciens de Sérignac.

Le 26 juillet, vers cinq heures du matin, des miliciens en uniforme se présentent au château de Trélan en Préchâtel, demeure de M. Duclos. Ils enfoncent la porte et se précipitent dans la chambre du propriétaire à qui ils ordonnent de s'habiller avant de lui passer les menottes. Ils lui reprochent de donner asile à des terroristes. Ils le somment de donner leurs noms, ce à quoi il se refuse. Il est alors frappé à coups de poing et de ceinturons. Sa gouvernante, Mlle Le Guet, est frappée avec le manche d'un fouet et avec un casse-tête trouvé au château.

Vers midi, M. Duclos et Mlle Le Guet ainsi que deux autres suspects, les époux Bouet, sont conduits par les miliciens au Château d'Apigné en Le Rheu. (Ille et Vilaine). Là les sévices recommencent. M. Duclos est jeté nu dans une cave et contraint à rester trois heures les bras en croix avec une bouteille d'un litre dans chaque main. Cet exercice est ponctué de questions et de coups. Puis les miliciens mis en gaieté s'amuse à allumer des roseaux et à les éteindre sur son corps.

Torturée, Mlle Le Guet meurt deux jours plus tard, le 28, au château d'Apigné.

Entre temps, le 27, profitant de ce que M. Duclos est entre leurs mains à Apigné, les miliciens retournent au château de Trélan en Préchâtel qu'ils pillent. Le 2 août, M. Duclos et les époux Bouet sont autorisés à regagner leurs domiciles.

Le 14 juillet, quatre miliciens dont deux portant des vêtements civils se font passer pour des résistants en compagnie de deux autres en tenue de parachutistes britanniques. Ils se présentent chez M. René Piquet au Bois-Mainguy en Sérent. Ils lui montrent une liste sur laquelle figure son nom et l'indiquant comme chef de dépôts d'armes et d'essence. Ils lui expliquent que leur chef, le capitaine parachutiste Marianne a été tué la veille à Plemelec dans le Morbihan, qu'ils ont trouvé sur lui la liste des dépôts d'armes et de munitions et qu'ils devaient enlever le jour même.

M. Piquet appartient à la Résistance. Mis en confiance, il part avec ses assassins. On retrouve son corps disjointé dans un fourré le 24 juillet. Selon le témoignage de M. Joseph Emeraud, cultivateur en Bois Mainguy en

Avis à la Population

Le Secrétaire général au Maintien de l'Ordre fait connaître à la Population que, dorénavant, toute personne qui donnerait des renseignements permettant l'arrestation de terroristes recevrait une récompense en argent qui ne sera jamais inférieure à

20.000 francs

Ces renseignements pourront être donnés soit dans les Brigades de Gendarmerie, soit aux Commissariats de Police.

14 : Service du Travail Obligatoire : à ce titre, les jeunes Français étaient envoyés de force en Allemagne pour y travailler. Ceux qui refusaient devaient se cacher ou allaient grossir les rangs des Maquis afin d'éviter d'être pris.



Sérent, qui lui aussi a été emmené par les miliciens puis relâché, M. René Piquet fut martyrisé jusqu'à ce que mort s'ensuive. Ses bourreaux lui cassent les membres et lui décollent la tête à coups de pelle. Hurlant de douleur, René Piquet supplie ses tortionnaires de l'achever d'une balle. Ils refusent. Les coups de pelle éteignent le dernier tressaillement. La mort délivre le malheureux.

Le 15 juillet, le Sonderkommando spécial arrête à Josselin un résistant, Philippe Nicolas et deux parachutistes de Gâvres. Les trois hommes après avoir subi des tortures épouvantables sont abattus le 17. Les corps seront retrouvés le lendemain dans la Lande de Talhoutet-Loguen près de Moriac.

Début juillet, le maquis lance une attaque près de Bourbriac dans les Côtes du Nord. En représailles, le 9, une grande opération de ratissage a lieu sur les territoires des communes de Peumerit-Quintin, Canihuel, Trémargat, Sainte Tréphine et le Haut Corlay. Y participent deux unités de SS, la Gestapo de Rennes avec le capitaine Roëder, un escadron monté de l'armée Vlassof, une section de la milice Perrot et une trentaine d'hommes de la milice française sous le commandement de fait d'un sous officier allemand, le Feldwebel Max Jacob.

Ce sont les Allemands et les cavaliers de l'armée Vlassof qui ratissent. Miliciens Perrot et miliciens de la Milice Française suivent avec des camionnettes où sont placés les prisonniers. A Sainte Tréphine, les renégats russes et caucasiens, après un accrochage, capturent deux blessés. Autre accrochage à Canihuel. Des suspects sont arrêtés.

Parmi ceux-ci, à Sainte Tréphine, se trouve un bossu. Il est frappé à coups de poings et coups de crosses par le milicien Georges Hilemann, dit «La Rafale» et quelques autres qui lui disent : «Vas-tu te tenir droit, fumier ?» . Le curé de Sainte Tréphine tente de s'interposer et est giflé par un milicien.

Une partie des captifs est conduite à l'école publique d'Uzel. Ils y sont affreusement torturés par les miliciens du Bezen Perrot et par des gestapistes. Le 14 juillet la receveuse des PTT et le maire d'Uzel assistent à l'embarquement des malheureux, pieds et poings liés dans des camionnettes qui partent pour une destination inconnue.

On sait aujourd'hui où les Allemands et les nazis bretons ont emmené leurs victimes. Ils les conduisirent dans la forêt de Lorges. C'est là que fut découvert le charnier : Trente huit corps enfouis à fleur de terre, disloqués, tordus, membres brisés, mâchoires fracturées, thorax enfoncés. L'un de ces martyrs avait les lèvres cousues avec du fil de fer.

D'autres captifs, surveillés ceux là par des miliciens de la milice française, sont emmenés à Bourbriac dans une maison qui appartient à Mme Souriman. Des Allemands en uniforme et des membres de la Gestapo les accueillent avec le sourire, cravaches aux poings. Les hurlements commencent.

Pour le Milicien Daigre dit «L'œil de Verre» (Que nous connaissons déjà), tout cela est du temps perdu. Il dit au Feldwebel Max Jacob : «Pourquoi les garder plusieurs jours ? On aurait mieux fait de les crever tout de suite».

Les interrogatoires sont faits par la Gestapo et par des miliciens de la Milice Française. Daigre, la plupart du temps en état d'ébriété, vocifère.

Il ne parle pas allemand, mais pour faire impression, il fait semblant. Entre deux coups de trique, il insulte et menace ses victimes dans un sabir composé de français et de quelques mots à consonance germanique. Il dit : «On vous crèvera tous, on vous fera ch... vos tripes.»

Gourdins, nerfs de bœuf, cravaches, coups de règles sur les testicules, tout est bon.

Un captif blessé, une balle dans l'épaule depuis dix jours implore d'être examiné par un médecin. Une prétention si extravagante provoque l'hilarité de ses tortionnaires.



Miliciens...une présence...rassurante

Le 16 juillet, le supplice s'achève. Sept des captifs de Bourbriac sont chargés dans une camionnette. Le chef de la Gestapo Roëder, ses adjoints et des miliciens de la milice française prennent place dans deux voitures. Le convoi se rend à une dépression de terrain marécageuse près de Garzonval. Ce qui suit a été rapporté par un témoin impuissant qui de loin assiste à la scène :

Allemands et miliciens font descendre les captifs qui ne peuvent marcher seuls, qui ne peuvent plus tenir debout. Ils les amènent au bord de la dépression où ils les tuent l'un après l'autre d'une balle dans la nuque. Voici les noms de ces martyrs : Corbel, Mailard, Secardin, Danguy, Torqueau et les frères Le Berre.

En Bretagne comme partout ailleurs les rapports de la milice avec la gendarmerie sont très mauvais. Les gendarmes ont des yeux pour voir et ils reçoivent des plaintes et les confidences des habitants du pays. Di Constanzo accuse les gendarmes de lâcheté, d'imbécillité et de trahison.

Le 27 juin, des miliciens incendient la caserne de gendarmerie de Plouguenast. Un mois plus tard, jour pour



jour, 200 miliciens prennent d'assaut la gendarmerie de Saint Aubin d'Aubigné.

Des opérations identiques ont eu lieu en Gironde, dans le Lot et Garonne, le Lot, les Basses Pyrénées, en Haute Garonne, dans l'Aude, l'Ariège, l'Hérault, dans le Massif Central, le Loiret, l'Eure et Loir, l'Yonne, le Vercors, le Vaucluse, les Bouches du Rhône, les Basses Alpes.

La retraite

En août 44, une partie de la France est déjà libérée, l'autre partie est dans un état de semi-insurrection. Les risques sont extrêmement sérieux pour les miliciens et leurs familles. Il est clair qu'ils seront les premiers dans la ligne de mire de la Résistance. Darnand décide de les regrouper en Alsace où ils séjourneront au camp du Struthof. L'ordre du départ a été transmis dès le 12 juin.

L'exode commence le 16 août. Dans le Sud, les miliciens doivent se regrouper à Bordeaux, Poitiers, Toulouse, Montpellier, Marseille, Vichy, Limoges, Clermont-Ferrand, Lyon et Dijon. En zone Nord, c'est à Paris, Lille et Reims qu'ils doivent se rendre. La saga de ce mouvement de douzaines de convois de miliciens est un cauchemar : de manière permanente sous la menace des attaques de la Résistance, voyageant avec des femmes, des enfants et des vieillards dans des véhicules improvisés et souvent défectueux, bon nombre d'entre eux n'atteindront jamais l'Allemagne. L'improvisation est la devise quotidienne. Ils ont même dû quasiment attaquer quelques bureaux du Trésor Public pour obtenir les fonds nécessaires pour la nourriture et le carburant. Le plus rude voyage fut celui de la colonne de Limoges. Le Limousin est en état d'insurrection, les maquis FTP¹⁵ du Colonel Guingoin contrôlent presque toutes les routes. Dirigée par le commandant de Vaugelas lui-même, la colonne mettra huit jours pour faire les 80 km séparant Limoges de Guéret, après avoir forcé une dizaine d'embuscades et subi un siège en règle. Ils parviendront quand même à rejoindre l'Alsace via Vichy et Belfort.

En revanche, la colonne de Montpellier connut un dur échec. 600 miliciens et membres de leur famille, dont ceux de Perpignan qui viennent d'arriver, devaient se diriger sur Avignon mais reçoivent l'information que le pont sur le Rhône est détruit. Ils font donc demi-tour, hésitent, pensent se réfugier en Espagne puis, finalement, décident de se disperser et d'aller se fondre dans la nature. Grave erreur, car la plupart d'entre eux seront arrêtés. Ayant fait leur jonction à Belfort, les convois rescapés se rendent à Mulhouse le 7 septembre, puis au camp de Struthof. Environ 6 000 miliciens, dont de nombreux Francs-Gardes et 4 000 membres de leurs familles arriveront en Alsace.

De là, ils se replient en Allemagne où ils rejoignent Ulm le 22 septembre. Environ 1 500 d'entre eux rejoindront la Division Charlemagne sur le Front de l'Est via Wildflecken. La plupart des autres, avec Darnand, vont combattre les partisans en Italie du Nord dans l'éphémère République de Salò de Mussolini. Ils livreront leur dernier combat les 24 et 25 avril 1945 à Tirano, encerclés par les partisans italiens, seront fait prisonniers et remis aux autorités françaises.

Nombre d'entre eux ont été arrêtés après la guerre et habituellement condamnés à de lourdes peines. De nombreux miliciens ont été sommairement exécutés durant l'épuration sauvage, comme les 75 passés par les armes après un simulacre de procès le 24 août 1944 au Grand-Bornand (Savoie). Cet acte est certes répréhensible, mais il faut se remettre dans le contexte de l'époque : combien de camarades des résistants de l'AS¹⁶ et des FTP qui les ont fusillés avaient été arrêtés, torturés puis massacrés par la Franc-Garde ?

D'autres, dont Darnand, sont jugés par des tribunaux légaux et condamnés à mort. Il semblerait que les miliciens de la dernière heure ont été généralement moins sanctionnés.

Quelques-uns des miliciens qui étaient restés en Allemagne auront plus de chance : Roger Poisson, milicien depuis début 44, se « procure » de véritables documents de travailleur STO, des ordres de mission allemands qu'il leur distribue avec quelque argent. Ils se dirigent tous vers l'ouest, déchirent le document allemand dès qu'ils arrivent en vue des lignes américaines et rentrent en France avec les STO et prisonniers de guerre libérés.

Pour l'Histoire, ces hommes resteront sans doute les plus honnis de tous les Collaborateurs.

Sources

Histoire de la Milice 1918-1945, Jacques Delperrié de Bayac, Librairie Arthème Fayard, 1969.

Histoire de la Collaboration, Dominique Wenner, Editions Pygmalion, 2000

Les Années 40, Edition Tallandier, Hachette

Le S.O.L, Jean Paul Cointet, Magazine Batailles N°15

Les souvenirs et archives de Roger Lenevette et de ses camarades

Plus divers sites web, merci Google



15 : Francs Tireurs et Partisans : mouvement de résistance d'obédience communiste.

16 : Armée Secrète : mouvement de résistance issu du regroupement de « Combat », « Libération-Sud » et « Franc-Tireur »



IBM et le fichage des juifs en France

Par Xavier RIAUD

L'AUTEUR



Xavier Riaud est Docteur en chirurgie dentaire, Docteur en épistémologie, histoire des sciences et des techniques, Lauréat et membre associé national de l'Académie nationale de chirurgie dentaire. Il est Chevalier dans l'Ordre des Palmes académiques.

Principales publications :

- La pratique dentaire dans les camps du IIIème Reich, L'Harmattan (éd.), Collection Allemagne d'hier et d'aujourd'hui, Paris, 2002, 290 p.
- Les dentistes allemands sous le IIIème Reich, L'Harmattan (éd.), Collection Allemagne d'hier et d'aujourd'hui, Paris, 2005, 248 p.
- Etude de la pratique odontologique et de ses déviations dans les camps de l'Allemagne nazie, A. N. R. T. (éd.), Lille, 2008, 705 p.
- Etude des pratiques dentaires dans les camps de l'Allemagne nazie, entre dérive et thérapeutique, Editions Universitaires Européennes, Sarrebruck, 2010, 692 p.
- Dentistes héroïques de la Seconde Guerre mondiale, L'Harmattan (éd.), Collection Médecine à travers les siècles, Paris, 2011, 176 p.

Quelques lois antisémites promulguées par le gouvernement de Vichy...

Le 22 juin 1940, Pétain signe l'armistice à Rethondes en présence d'Hitler. Une zone occupée voit le jour et une zone dite « libre » est séparée d'elle par une ligne de démarcation. Le nouveau gouvernement français dirigé par le maréchal Pétain garde sa souveraineté nationale sur l'ensemble du territoire.

Aussitôt, ce nouveau gouvernement prend à son compte les lois antisémites des Allemands en promulguant de son côté plusieurs décrets :

3 octobre 1940 : la loi portant sur le statut des Juifs qui en fait les boucs émissaires de la défaite, des citoyens de dernière catégorie éliminés des fonctions électives, de la fonction publique et soumis à un numerus clausus d'une grande sévérité dans les professions libérales.

4 octobre 1940 : un décret déclare l'internement des étrangers de « race juive ».

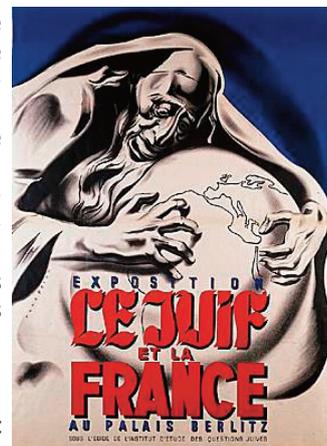
7 octobre 1940 : les Juifs d'Algérie, Français depuis le décret Crémieux de 1870, sont déchus de leur nationalité française et sont exclus.

18 octobre 1940 et 26 avril 1941 : deux ordonnances allemandes décident l'exclusion des Juifs et la spoliation de leurs biens.

Création du Commissariat général aux questions juives, véritable ministère à lui seul, le 29 mars 1941, par Vichy.

2 juin 1941 : deux textes interdisent l'accès des Juifs aux professions libérales notamment (Morgenstern, 1997-1998).

Une véritable machine d'exclusion des Juifs se met en place sur l'ensemble du territoire français : des lois, une propagande attisant la haine du Juif, des organismes de répression, l'obligation d'un recensement de la population juive auprès des préfetures, des camps d'internement, etc. Plus tard, en 1942, d'autres mesures discriminatoires s'ajoutent avec l'action de la Gestapo chargée des arrestations, ainsi que le port de l'étoile jaune. A ce sujet, il est bon de signaler le refus formel de Maurice Roy, alors directeur de l'Ecole dentaire de Paris, de voir cette étoile portée par les étudiants au sein de son école. Ses choix et ses convictions lui ont valu des articles anonymes injurieux dans le journal de l'Occupation, *Je suis partout*. L'un d'entre eux en particulier l'a vilipendé avec la plus grande virulence (Dreyfus, 1947). Malgré tout, comme pour toute profession libérale, Vichy demande à la profession dentaire de se départir de « toute influence juive ». Pour pouvoir exercer, les dentistes français doivent alors présenter un certificat de non appartenance à la « race juive ». Emblème de ce certificat, l'image de sainte



Apolline, sainte patronne des dentistes et de ceux qui ont mal aux dents, caractérisée ici par la devise écrite sur ce papier « *Dentibus cruciata - Dentibus cruciatis - Medetur Apollonia* », ce qui signifie en l'occurrence « *Qu'Apolline martyrisée en ses dents soit secourable à ceux que leurs dents torturent* » (Morgenstern, 1997-1998).

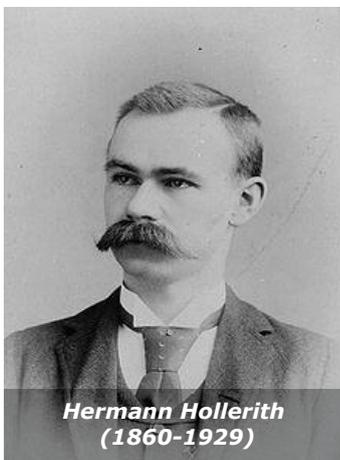


Puis les Allemands décident de déporter les Juifs vers les camps d'Europe de l'Est. Selon les chiffres publiés par Serge Klarsfeld (1985), 75 721 Français, dont 11 000 enfants, partent alors principalement vers Auschwitz de mars 1942 à août 1944. 74 convois de la SNCF s'échelonnent sur cette période. 2 566 seulement d'entre eux en reviendront. Bilan terrible auquel il faut rajouter les 3 000 morts dans les camps d'internement.

Ce sont les cartes perforées d'IBM qui ont aidé les Allemands dans leur programme d'extermination décidé le 20 janvier 1942 lors de la conférence de Wannsee. Elles sont utilisées au sein du Service des questions juives des préfectures où les Juifs ont eu obligation de se faire recenser depuis l'ordonnance allemande du 27 septembre 1940 et la loi de Vichy du 2 juin 1941.

Qu'est-ce qu'IBM alors et quel est son rôle exact dans l'organisation de la Solution Finale ?

Hermann Hollerith (1860-1929), américain d'origine allemande, obtient un poste au Bureau de recensement de Washington DC après avoir décroché un diplôme d'ingénieur des Mines à l'université de Columbia. A 20 ans, il invente une carte avec des perforations dont chacune représente une particularité d'un individu. Cette carte est insérée dans un lecteur, grâce à des mécanismes à ressort aisément réglables et un balayage rapide capable de repérer les perforations par contact électrique¹. Capables d'effectuer des

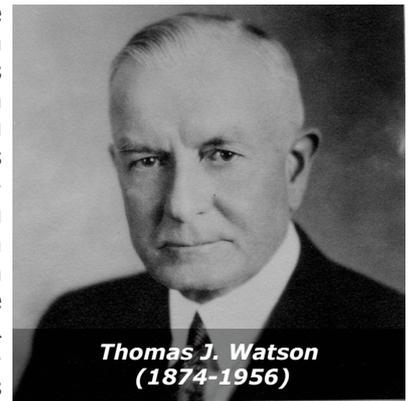


Hermann Hollerith
(1860-1929)

tris rapidement sur de grandes quantités de données, ces machines peuvent tracer le portrait d'une population. En 1884, le jeune ingénieur construit son premier prototype. En 1890, les machines d'Hollerith sont employées au premier recensement jamais effectué sur le sol américain. Ce recensement connaît un succès immense. Hollerith décide de louer ses machines au gouverne-

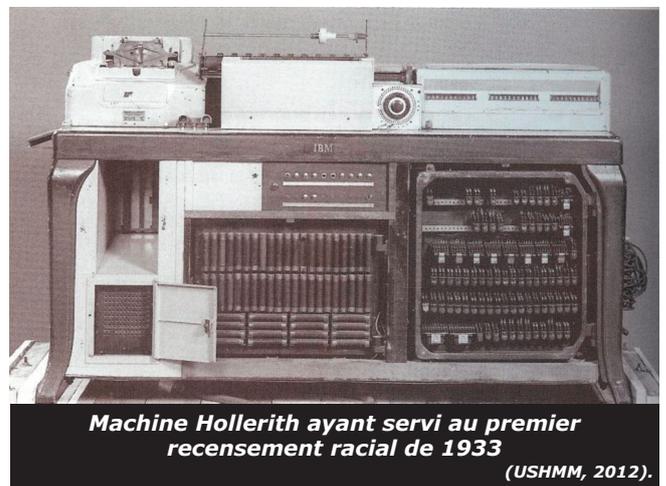
ment. Les pays du monde entier passent commande. Hollerith dispose d'un monopole absolu, chacune des pièces étant dépendantes de toutes les autres (Black, 2001). En 1896, il fonde sa propre société The Tabulating Machine Company. En 1910, la Dehomag (Deutsche Hollerith Maschinen, AG, société anonyme allemande des machines Hollerith), ouvre ses portes. Indépendante de la maison mère au bord de la faillite en raison de l'ingérence d'Hollerith, elle va jouer un rôle crucial dans le recensement des Juifs sous le régime nazi. En 1911, Hollerith décide de vendre sa société. Charles Flint, un homme d'affaires de renommée mondiale, un virtuose de la finance internationale, rachète l'entreprise. Il la rebaptise aussitôt Computing-Tabulating-Recording Company (CTR). A

sa tête, il nomme Thomas J. Watson qui fait ses débuts en 1914. C'est un homme déjà connu aux USA pour ses méthodes peu orthodoxes et son peu de scrupules face à la concurrence. En 1924, sur l'initiative de Watson, la CTR devient IBM, International Business Machines. Watson y met en place, au sein des employés, un véritable endoctrinement essentiellement tourné vers le profit. IBM devient un groupe international et Watson en est l'âme damnée (Black, 2001).



Thomas J. Watson
(1874-1956)

Avec ce changement, la Dehomag passe sous la coupe d'IBM. Après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, ses machines servent tout d'abord au recensement des populations juives en Allemagne, dont le premier est réalisé en 1933, puis dans tous les territoires conquis aussitôt après l'arrivée des troupes allemandes. Très vite, en Allemagne, les machines Hollerith sont utilisées par toutes les plus grandes entreprises. En 1933, le camp de concentration de Dachau ouvre ses portes. Toutes les listes de détenus des camps de concentration destinés au travail, à l'infirmerie, puis aux chambres à gaz dans les camps d'extermination sont faites par les machines Hollerith, donc IBM. Ces dernières sont installées dans un local des camps réservé à cet usage, l'« Arbeitseinsatz », mention qui figure en tête sur tous les documents.



Machine Hollerith ayant servi au premier recensement racial de 1933

(USHMM, 2012).

En 1934, elles sont directement impliquées dans l'opération T4 d'euthanasie des aliénés mentaux et handicapés physiques. Chargée de lister l'ensemble de ces malades sur le sol allemand, la firme allemande élabore des cartes perforées spécifiques à cet usage.

En 1935, en huit heures de travail, une presse peut éditer 65 000 cartes perforées. En à peine deux ans, 59 presses sont installées en Allemagne (Black, 2001).

C'est aussi grâce aux machines IBM que le recensement des Juifs des ghettos polonais a été aussi efficace et n'a laissé derrière lui que peu de rescapés. Watson travaille de concert avec les Allemands. Si les

1: Les différents systèmes de traitement de données mécaniques ou électromécanique donnent naissance à la mécanographie, progressivement remplacée après la dernière guerre mondiale par l'informatique.



perspectives de profit sont omniprésentes dans son esprit, il est également un ardent défenseur de l'idéologie Nazie et ne s'en cache pas. Son influence en fait un très proche conseiller de Roosevelt lui-même. La société allemande surclasse toutes les autres et génère des revenus si importants qu'elle se classe en seconde position derrière la société mère américaine. Aussi, Watson n'hésite pas à se rendre sur le sol allemand avant la guerre pour y choyer ses partenaires. Très vite, pour conserver son hégémonie sur le marché, la Dehomag voit arriver dans son comité directeur des nazis convaincus et se retrouve à fournir toutes les sociétés européennes en matériel qu'elle leur loue. En 1937, devant le travail effectué, Hitler crée une décoration spécialement pour Watson, la Croix du mérite de l'Aigle allemand avec étoile pour « honorer les ressortissants étrangers qui ont rendu des services au Reich allemand ». Cette distinction lui est remise personnellement au cours d'une cérémonie officielle se déroulant à Berlin. Aux Etats-Unis, le scandale est si énorme que Watson est très vite contraint de rendre sa médaille. Les Nazis ne le lui pardonneront pas. Pourtant, l'intérêt commun passant avant tout, la Dehomag continue de spéculer sur l'Holocauste à venir et ses bénéfices ne cessent d'enfler (Black, 2001).



Exemple de carte perforée IBM

En 1942 - 1943, les gouvernements alliés connaissent la provenance douteuse de l'or allemand. Ils menacent les pays neutres de sanctions économiques si ces derniers continuent à l'accepter. Le commerce d'or avec l'Allemagne est bientôt bloqué. Un véritable embargo voit le jour. Le vice-président de la Banque nationale suisse a alors l'idée de « transformer l'or allemand indésirable en or suisse très recherché ou en francs suisses acceptés partout et à la valeur stable ». Le commerce et les importations allemandes reprennent aussitôt. L'Allemagne est un pays pauvre en matières premières. Avec les devises étrangères que la Banque nationale suisse fournit aux Allemands en échange de leur or, les nazis ont pu acheter celles qui leur font défaut. La guerre, qui aurait dû s'arrêter, l'Allemagne étant exsangue, a duré encore plusieurs années (Rings, 1985 & Le Bor, 1997).

Aux Etats-Unis, Roosevelt interdit aux entreprises américaines de spéculer avec les forces de l'Axe. Ainsi, les avoirs de la Dehomag sont-ils gelés pour IBM jusqu'à la fin de la guerre, hors celle-ci a fait des bénéfices qui n'ont cessé d'être exponentiels tout au long de la guerre. Par diverses manœuvres, Watson parviendra malgré tout à récupérer les profits de sa société allemande à la fin des hostilités. Il n'a jamais été inquiété, ni mis en accusation (Black, 2001).

Quid d'IBM en France sous le régime de Vichy ?

L'ancienne CTR, future IBM, ouvre son premier bureau à Paris, en 1919. En 1936, Watson restructure IBM France et crée une autre filiale, la Compagnie électro-comptable (CEC). Très vite, les commandes affluent. Au moment de la guerre, bien qu'elle ait deux autres concurrents, la CEC détient l'essentiel du marché. Quand l'armistice est signé en 1940, les Allemands réquisitionnent aussitôt plus de 300 machines Hollerith. Habile, Watson décide de facturer la location de ce matériel qui se retrouve éparpillé sur tout le territoire allemand, mais reste scrupuleusement répertorié. Par l'entremise de Fellingner, un des administrateurs de la Dehomag placé en fonctions au sein de la CEC, ce sont 308 contrats de location qui sont signés avec l'armée allemande pour ces fameuses machines. Les bénéfices de la CEC s'envolent. Mais, la société est totalement tributaire de la Dehomag qui est le commanditaire de l'essentiel des commandes qu'elle a honorées, celle-ci n'ayant fait des bénéfices que sur de la sous-traitance ou des réparations. Une grave pénurie de papier a rendu la CEC encore plus dépendante. Le Service du Travail Obligatoire n'arrange pas ses affaires et un manque patent de personnel compétent se fait vite sentir. Elle finit même par devenir un satellite de l'Occupant en nourrissant des liens très étroits avec le parti nazi puisqu'un SS convaincu, Westerholt, est entré dans son conseil d'administration. A la déclaration de guerre, la Dehomag n'a fait aucun mystère de sa volonté de s'affranchir de la tutelle d'IBM New York. L'Allemagne d'Hitler veut identifier les Juifs en fonction de leur ascendance et pas de leur religion, les fichier, avant de les dépouiller de leurs biens et les déporter dans des camps. Une menace sourde plane sur les Juifs français. Hitler est prêt (Black, 2001).

En 1940, la première tentative de recensement des Juifs français a lieu du 3 au 20 octobre 1940. Ceux de la zone occupée ont pour ordre de se présenter, de s'inscrire et de fournir tous les renseignements possibles sur leurs activités professionnelles auprès du commissariat de police dont ils dépendent. Ce premier essai de fichage mécanisé se révèle vite infaisable, les machines Hollerith françaises ayant été réquisitionnées par les Allemands dès leur arrivée sur le sol français. Néanmoins, dans le seul département de la Seine, 149 734 personnes se présentent dans les commissariats. Les renseignements obtenus sont centralisés par la police française qui constitue, sous la direction d'André Tulard, sous-directeur du service des





DÉCLARATION INDIVIDUELLE

(A remplir par ou pour chaque membre de la famille.)

NOM : ISRAËL
 (ou caractère d'étranger)
 Prénoms : AARON
 Surnom : Henri
 Né le : 15 février 1885
 à : Constantinople (Turquie)

Religion : Israélite
 Nationalité (1) : Français par naturalisation
 Entré en France le : en 1890
 N° de la carte d'identité : Étranger :
 Français : n° 101

Filiation du Déclarant

Père	Nom : <u>Israël</u>	Mère	Nom : <u>Victoria</u>
	Prénoms : <u>Salomon</u>		Prénoms : <u>Victoria</u>
	Lieu et date de naissance : <u>Constantinople</u>		Lieu et date de naissance : <u>Constantinople</u>
	Nationalité (1) : <u>Turque</u>		Nationalité (1) : <u>Turque</u>
Grand-père paternel	Nom : <u>Israël</u>	Grand-père maternel	Nom : <u>Levy</u>
	Prénoms : <u>Salomon</u>		Prénoms : <u>Levy</u>
	Lieu et date de naissance : <u>Constantinople</u>		Lieu de naissance : <u>Constantinople</u>
	Nationalité : <u>Turque</u>		Nationalité : <u>Turque</u>
Grand-mère paternelle	Nom : <u>Levy</u>	Grand-mère maternelle	Nom : <u>J'ignore</u>
	Prénoms : <u>Levy</u>		Prénoms : <u>J'ignore</u>
	Lieu de naissance : <u>Constantinople</u>		Lieu de naissance : <u>J'ignore</u>
	Nationalité : <u>Turque</u>		Nationalité : <u>J'ignore</u>

SITUATION DE FAMILLE DU DÉCLARANT
 (Rayer les mentions inutiles)
 Célibataire — Marié — Veuf — Divorcé. — Séparé de corps ou de biens.

En cas de mariage :

Conjoint : Nom : Piazza Religion : Israélite
 Prénoms : Miette
 Lieu et date de naissance : Luxembourg
 Nationalité (1) : Française par naturalisation Profession : néant
 Nombre de grands-parents israélites : 2
 Adresse : quai Paradis Nice

Régime matrimonial : Dotation

ENFANTS

Nom	Prénoms	Date et lieu de naissance	Nationalité (1)	Juil ou non juif	Célibat. ou marié	Adresse
Israël	George	Yaccia	Français juif		célibt	quai Paradis Nice
Israël	Reni	Bastia				
Israël	Clio	Bastia			marié	

tains noms (Black, 2001). Face à l'incurie française, les Allemands s'impatientent et les demandes de renseignements affluent auprès des diverses administrations compétentes. Pour essayer de centraliser toutes les données disponibles en un seul fichier facilement exploitable, ce sont près de 140 000 formulaires à remplir qui parviennent ainsi à une unité de police de Vichy affectée à cette tâche ! Affolé, débordé faute de personnel suffisant, sans locaux adaptés pour effectuer le travail demandé, Xavier Vallat, Commissaire aux Questions Juives, se tourne alors vers le seul homme qu'il juge compétent, le général René Carmille, contrôleur des armées, qui est parvenu à sauver l'ensemble de ses machines tabulatrices. Elles ont été sauvées de nuit sur ordre de Carmille et conservées au titre de prises de guerre (Black, 2001 ; Carmille, 2010). Avec l'armistice, la France est autorisée à conserver une armée de 100 000 hommes, dite « armée d'Armistice ». Le colonel du Vigier et Carmille, alors contrôleur général, demandent au gouvernement de Vichy et à l'armée la possibilité d'ouvrir un service civil consa-

étrangers et des affaires juives à la préfecture de police de Paris, un ensemble de quatre fichiers, dit fichier Tulard, (alphabétique, par nationalités, par adresses, par professions) représentant au total 600 000 fiches. Ce fichier se subdivise en un fichier simplement alphabétique, les Juifs de nationalité française et étrangère ayant respectivement des fiches de couleur différentes, et des fichiers professionnels par nationalité et par rue. Il sera ensuite transmis à titre gracieux à la section IV J de la Gestapo, chargée du « problème juif ». Le fichier sera principalement utilisé pour l'organisation de la « rafle du Vélodrome d'Hiver » les 16 et 17 juillet 1942. Mais, ce système, très imprécis, exclut les enfants, n'évite pas les doublons, ce qui amène à des dénombrements très supérieurs à la réalité (Black, 2001).

Un deuxième recensement a lieu le 14 juin 1941, tout aussi confus et improductif, même si apparemment il semble plus précis. Les préfectures reçoivent à cet effet six pages de directives clairement définies. Par la suite, les ordres et contre-ordres émanant de diverses administrations se succèdent rendant ce recensement tout aussi imprécis que le précédent. Pour l'enregistrement du seul nom de jeune fille d'une femme, il faut une page d'imprimé. De nombreuses lacunes sont constatées : le sexe, la profession ou la nationalité sont oubliés. Des fichiers sont remplis de coquilles rendant illisibles certaines adresses ou cer-

cré à la tenue de fichiers mécanographiques de la population, le but secret étant de faciliter une mobilisation clandestine en cas de débarquement des Alliés, la mobilisation de 1939 s'étant déroulée d'une façon jugée décevante. Le Service de la démographie ouvre ainsi ses portes le 15 décembre 1940. Il est placé sous l'autorité du ministère des Finances. Dans ses démarches, il est prouvé par des documents signés de sa main que c'est vers début août 1940 que René Carmille a été en contact étroit avec les officiers de l'État-major de l'armée française qui devaient, deux ans plus tard, créer l'Organisation de Résistance de l'Armée (ORA). Le maréchal Pétain, les ministres de la Guerre et des Finances étaient au courant des objectifs militaires secrets, et ont tous signé les textes parus au Journal Officiel, indispensables à la création et au fonctionnement du Service de la Démographie, puis du Service national de la Statistique. Ils ont en revanche refusé de promettre à René Carmille de le couvrir au cas où il serait arrêté par les autorités d'occupation (Carmille, 2010).



René Carmille
(1886-1945)



Dans une lettre à Xavier Vallat en date du 18 juin 1941, dont l'objet est le recensement des Juifs, le même Carmille écrit : « Une loi du 2 juin 1941, publiée au Journal Officiel du 14 juin 1941, prescrit le recensement de toutes les personnes qui sont juives au regard de la loi de la même date portant sur le statut des Juifs. L'enquête que les services de votre Commissariat général vont



Xavier Vallat
(1891-1972)

faire entreprendre intéresse au plus haut point le Service de la démographie chargé des opérations statistiques de toute nature intéressant la population de la France. Ce service vient d'organiser en zone non occupée un premier recensement comportant l'inventaire des activités professionnelles de toutes les personnes âgées de 14 à 65 ans. Les renseignements recueillis, ainsi que tous ceux qui proviendront d'enquêtes ultérieures, conduites aussi bien en zone occupée qu'en zone non occupée, sont destinés à constituer et à permettre de tenir à jour pour chaque individu un dossier, résumant la nature de ses activités, à l'aide duquel pourra être dressé à tout moment le tableau démographique général de la Nation. Il m'apparaît dans ces conditions que le recensement des Juifs est susceptible d'apporter un complément d'informations d'autant plus intéressant que les investigations portent non seulement sur les personnes, mais encore sur leurs biens. Ces considérations m'amènent à vous demander de bien vouloir me faire connaître dès maintenant les modalités de l'enquête que vous entreprenez, le détail des questions posées, puis ultérieurement, les résultats que vous aurez recueillis. Dans le cas où le modèle des bulletins de recensement des Juifs ne serait pas définitivement établi, je me tiens à votre disposition pour étudier un formulaire qui devrait permettre aussi bien à votre Commissariat général qu'au Service de la démographie de réunir tous les renseignements utiles sur les Juifs, de découvrir ceux d'entre eux qui auront omis de faire leur déclaration, d'organiser un contrôle de l'état des biens et de leurs transferts éventuels, et, en définitive, d'être éclairés exactement sur le problème juif. Je charge un administrateur de la Direction de la démographie de vous exposer l'organisation du service, ses méthodes de travail, les résultats escomptés grâce à l'emploi de procédés mécanographiques pour la gestion des dossiers individuels, et d'examiner avec vous les conditions de la collaboration qu'il pourrait vous sembler avantageux d'établir entre les services intéressés. »

Réticent au début, mais débordé par la charge de travail, Vallat se résigne à solliciter les services de Carmille. En décembre 1941, Carmille a en sa possession l'ensemble des formulaires juifs (Black, 2001).

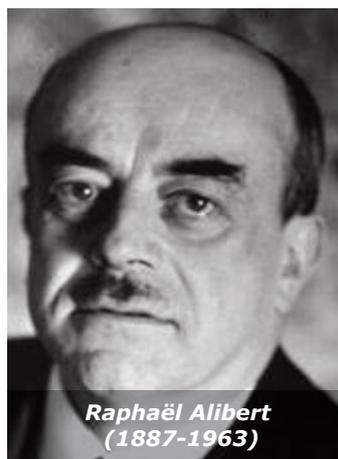
Trois entreprises détiennent le monopole du marché français des machines statistiques : Bull, la Compagnie électro-comptable (CEC), qui est, nous l'avons vu, la filiale d'IBM en France, et Powers, d'origine anglaise. René Carmille dispose de matériel provenant de ces trois fabricants. En 1941, Carmille signe un

contrat avec la CEC de plusieurs millions de francs pour une commande de machines puissantes à livrer selon un calendrier défini. S'il n'est pas respecté, la CEC s'engage à payer des pénalités de retard pouvant s'élever à des millions de francs. La CEC étant une filiale de la Déhomag, plusieurs cadres de celles-ci sont devenus membres de la Commission d'application des accords d'armistice. Les buts et objectifs de Carmille sont alors clairement précisés : pour disposer d'un fichier utilisable en cas de remobilisation, il doit créer un fichier mécanographique des soldats et des divers personnels militaires, sans oublier les prisonniers. Il doit aussi attribuer un numéro d'identité à l'ensemble de la population et recenser la population active en distinguant tout particulièrement les professions et diverses qualifications, en vue d'une mobilisation clandestine en cas de débarquement des Alliés (<http://www.fr.wikipedia.org>, 2012). Ses recoupements mécanographiques ont permis de planifier la mise à disposition dans ce but de près de 300 000 hommes susceptibles de prendre les armes, dont les compétences militaires très variées étaient parfaitement répertoriées.

Carmille observe alors que le numéro qu'il a mis en place évite les homonymies et est nettement plus efficace en nombre de caractères que le simple usage des noms, prénoms et numéro de matricule, d'ailleurs de format différent selon les armées (Black, 2001).

Pour attribuer un numéro à chaque individu, le relevé des actes de naissance présents au niveau des greffes des tribunaux est réalisé. A partir de ces données, il est possible de doter d'un numéro les millions de personnes nées en France dans les 65 dernières années. Comme l'opération a un caractère civil, l'appartenance aux deux sexes est signalée. Un chiffre est pour cela ajouté devant les douze déjà existants, 1 pour les hommes, 2 pour les femmes.

Le futur numéro de la Sécurité Sociale vient de voir le jour.



Raphaël Alibert
(1887-1963)

Toutefois, le ministre de la Justice Raphaël Alibert, chargé de la « question juive », insiste pour que ce chiffre supplémentaire soit utilisé afin de distinguer très clairement les Juifs du reste de la population, ce qu'il n'est pas possible d'établir à partir des fiches d'état-civil. Bien que difficile, le recensement a finalement lieu de mars à août 1941.

En 1931 et en 1936, des recensements quinquennaux de la population ont été réalisés par la Statistique générale de France dirigée par Henri Bunle. Le suivant doit avoir lieu à la mi-juin 1941. Carmille le fait remplacer par un recensement « des activités professionnelles », avec une nomenclature spécialement adaptée à une éventuelle mobilisation. Pour ne pas être obligé de soumettre son projet aux autorités d'occupation, Carmille concentre son recensement exclu-



sivement à la zone libre. Concernant les Juifs, il insère une question supplémentaire au questionnaire (n° 11) : « Êtes-vous de race juive ? », dans le respect de la loi du 3 octobre 1940 précisant le statut des Juifs. Le recensement a finalement lieu le 17 juillet 1941. Dedans figure un bulletin pour chaque personne française ou étrangère de 13 à 64 ans. Les résultats n'ont jamais été publiés et il n'est donc pas possible de savoir si la discrimination des Juifs y était faite (<http://www.fr.wikipedia.org>, 2012). Les rafles, quant à elles, avaient débuté avant, en mai 1941.



Le 11 octobre 1941, suite à une refonte des services, le Service national des statistiques (SNS) voit le jour. Six nouveaux ateliers sont créés en zone nord, laissant poindre les futures directions régionales de l'Insee. Carmille applique désormais un programme élaboré avant-guerre, si bien qu'en trois ans seulement il dote la France d'un service de statistiques civiles performant, gérant des fichiers d'individus, d'entreprises et d'établissements, pratiquant sondages et enquêtes, recrutant à l'École Polytechnique des cadres qui doivent prêter serment de respecter un secret professionnel strict, disposant d'une École d'application, qui deviendra l'ENSAE en 1962.

Au début de l'année 1943, la CEC admet ne pas pouvoir honorer la commande qui lui a été passée et devoir près de 4 millions de francs de pénalités au Service de Carmille (Black, 2001).

Longtemps, la population a tenu l'occupant pour responsable du recensement des activités professionnelles. Le SNS en a été durablement compromis. Ainsi, le recensement de juillet 1941 a été presque simultané à l'opération des services de police de juin 1941, portant sur les seuls Juifs. Les services du SNS de Clermont-Ferrand et de Limoges ont été invités à les identifier, c'est-à-dire à ajouter leur numéro d'identification, en vue d'une exploitation mécanographique. Carmille n'a rien refusé, mais a accumulé les difficultés. Il a si bien fait que le chiffrage demandé n'a abouti qu'après trois ans de réclamations à un état numérique des Juifs français et étrangers recensés en juin 1941, en un exemplaire unique, toujours inachevé en février 1944 lors de l'arrestation de Carmille. Il s'agit de tableaux préfigurant, par sexe et par département, le nombre de Juifs recensés, de façon anonyme, le tout classé par nationalité et activité professionnelle (<http://www.fr.wikipedia.org>, 2012) !

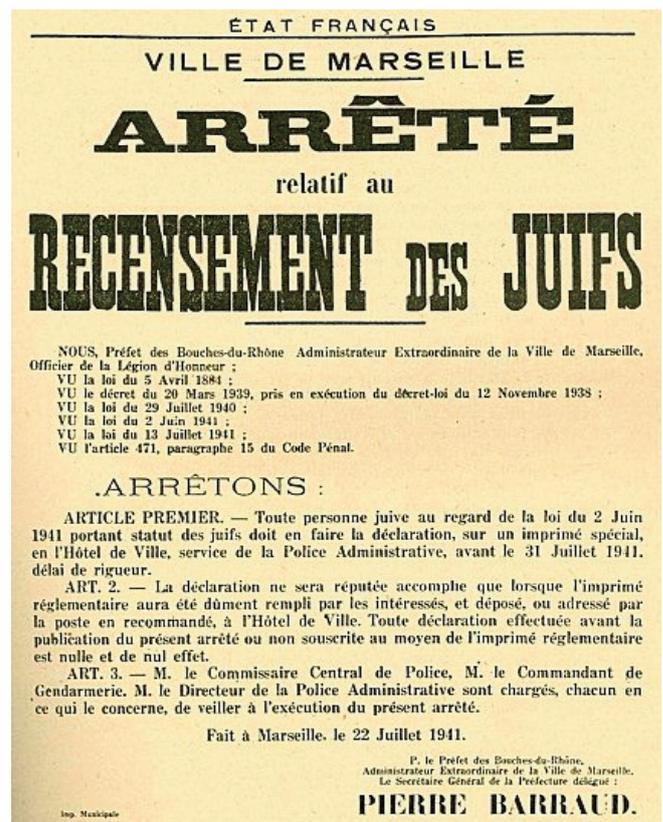
Quant à la fameuse question 11 devant dénoncer les Juifs, elle n'a jamais été perforée et les réponses n'ont jamais été tabulées. Plus de 100 000 fiches de Juifs ont été stockées dans le bureau de Carmille et n'ont

jamais été transmises. Carmille a fait échouer toute l'opération.

Convaincu de Résistance, ayant largement contribué à perturber le recensement des Juifs, ayant fabriqué jusqu'à 20 000 fausses pièces d'identité, l'Occupant décide d'arrêter Carmille. C'est la Gestapo de Lyon qui s'en charge le 3 février 1944, sous l'accusation de « grand ennemi de l'armée allemande, ayant entretenu des relations avec Londres et aidé des groupes de terroristes ». Interrogé et torturé par Klaus Barbie pendant deux jours, interné à Montluc puis Compiègne, il est déporté vers Dachau dans le dernier train du 2-5 juillet 1944. Il meurt en captivité en 1945. Il reste officier de l'armée française jusqu'à sa mort. Son action a été si efficace que les quotas de Juifs réclamés par les Allemands sont passés de 100 000 à l'arrestation de Carmille, à 40 000 (<http://www.fr.wikipedia.org>, 2012).

En 1945, le « numéro Carmille » devient le numéro de Sécurité sociale et, en 1946, le Service national des statistiques évolue et prend l'appellation d'INSEE. Créées par un Résistant mort en déportation qui s'est efforcé dès le début de contrecarrer les exigences allemandes, ces deux institutions avaient été mises en place initialement pour servir les visées du Régime de Vichy (Black, 2001).

Un Nazi convaincu dirigeait la CEC, Westerholt, qui a placé un responsable de la Dehomag dans l'administration tout en gardant Virgile au poste de directeur. Cette structure avait pour but d'assurer le maintien de la productivité et des bénéficiaires. Le 6 septembre 1944, les Forces françaises libres arrêtent Virgile. Sur la pression de Watson et d'IBM New York, les membres de la CEC en prison sont relâchés. Ils ne seront plus inquiétés. Pendant un an, IBM France va se battre pour récupérer ses machines dispersées dans toutes l'Europe et va finir par y parvenir. La société va réussir

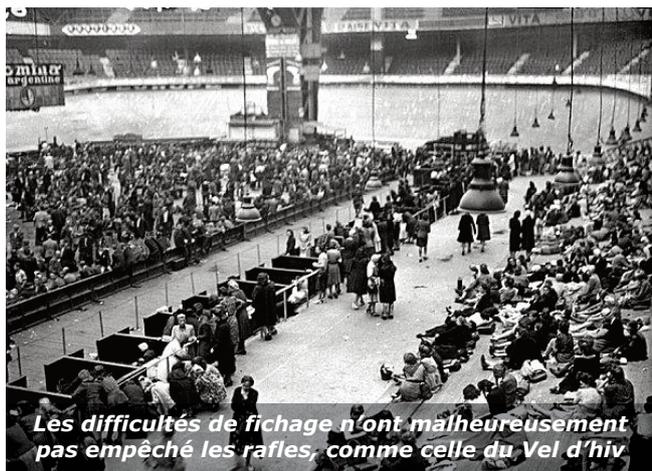




même à récupérer les sommes déposées sur des comptes au Crédit Lyonnais en démarchant le gouvernement avec insistance (Black, 2001).

En 1996, René Remond de l'Académie française, dans un rapport d'une commission qu'il a présidée destiné au Premier ministre, affirme ouvertement que Carmille et son service ont très largement collaboré et servi les visées du régime de Vichy. Qu'en est-il exactement ? Après recoupement des écrits et des divers témoignages sur l'action de Carmille, il s'avère que les autorités de notre pays en ont conclu différemment.

Ainsi, « le 22 octobre 1946, Carmille est cité à l'ordre de l'armée française dans le Journal Officiel. Il a obtenu également la médaille de la Résistance (Rosette) par décret, J.O. du 13 Octobre 1946, la carte N° 1 001 0507 de déporté de la Résistance, l'Attestation n° 53 611 d'appartenance aux F.F.C. , Réseau de la France libre Marco Polo, du 3 Mai 1948, la mention « Mort pour la France », décision du 27 septembre 1945. Le jury d'honneur du corps du Contrôle de l'armée a décidé que le contrôleur général de l'armée René Carmille est considéré comme n'ayant jamais cessé d'être en activité et a droit au bénéfice des dispositions applicables aux membres de la Résistance en activité de service, pendant toute l'occupation, J.O. du 9 Avril 1946, page 2965.



Les difficultés de fichage n'ont malheureusement pas empêché les rafles, comme celle du Vel d'hiv

L'important Centre militaire du traitement de l'information de Paris (CTIP) à l'intérieur du fort du Mont Valérien porte son nom. En avril 1995, a été dévoilée par François Léotard, ministre de la Défense, une plaque à son nom, dans une grande salle du ministère de la Défense. La salle de cours n° 33 de l'Institut des sciences politiques de Paris porte son nom. Après la Libération, le député maire communiste de La Seyne/Mer, Toussaint Merle, a donné le nom de « général Carmille » à une importante rue de la ville. Si tant d'hommages lui ont été et lui sont encore rendus, c'est parce qu'il n'a pas été un haut fonctionnaire de Vichy, le rapport Remond oscillant sans cesse entre apparence et réalité (Carmille, 1996). »

Les Allemands sont parvenus à aménager des services entièrement équipés en machines dévolues au recensement, utilisant largement la mécanographie pour automatiser les tâches permettant de fiché, sur une grande échelle, les Juifs présents sur leur territoire en vue de leur extermination. En France, Vichy, bien que possédant un matériel similaire, a dû se contenter de fichiers contenant des fiches cartonnées, d'utilisation bien moins efficace. Ce résultat est à mettre au crédit

du seul général Carmille. Il convient de ne pas l'oublier.



Références bibliographiques :

Black Edwin, *IBM et l'Holocauste*, Robert Laffont (éd.), Paris, 2001.

Carmille Robert, *Des apparences à la réalité : le fichier juif. Rapport de la commission présidée par René Remond au Premier ministre : mise au point de Robert Carmille*, <http://fr.wikisource.org>, 1996.

Carmille Robert, *Les services de statistiques français pendant l'Occupation*, <http://fr.wikisource.org>, 2010.

Centre de documentation juive contemporaine, communication personnelle, Paris, 2003.

Dreyfus H. & al., « Maurice Roy (1866-1947) », in *L'Odontologie*, 1947.

<http://www.fr.wikipedia.org>, René Carmille, 2012, pp. 1-7.

Le Bor Adam, *Les banquiers secrets de Hitler*, Editions du Rocher, Monaco, 1997 (traduit de l'anglais).

Morgenstern Henri, *La spoliation des dentistes juifs en France (1940-1945)*, Jean Touzot (éd.), Paris, 1997-1998.

Rings Werner, *L'or des Nazis. La Suisse, un relai discret*, Payot (éd.), Lausanne, 1985 (traduit de l'allemand).

US Holocaust Memorial Museum, Washington DC, 2012.





Les grands personnages de la collaboration hongroise durant la Seconde guerre mondiale

Par Krisztián BENE

L'AUTEUR



Krisztián Bene. est enseignant-chercheur à l'Université de Pécs en Hongrie. Historien, il partage son temps entre les départements de français et d'histoire. Sa spécialité, et pour tout dire sa passion, est la

Seconde Guerre mondiale. Il consacre la plupart de son temps à des recherches concernant l'histoire militaire française et hongroise. Il a récemment publié un ouvrage « la collaboration militaire française » qui deviendra certainement une référence sur ce sujet.

La Hongrie et la collaboration

La particularité de la collaboration de la Hongrie avec le Reich allemand au cours des années 1930-1940 est le fait que cette politique est avant tout un choix des différents gouvernements hongrois qui vont se succéder. On peut ainsi véritablement parler d'une collaboration d'État, différente de celle des organisations ou d'un régime collaborationnistes, comme par exemple celui qui apparaît en France.

Pour autant, cette politique n'était poursuivie par une machine gouvernementale impersonnelle mais, bien au contraire, par des personnages bien distincts et très caractéristiques qui vont décider du sort de la Hongrie.

Au lieu de la simple description des événements, nous allons présenter ces individus et, au travers de leurs actions, tenter de donner l'image la plus complète possible de cette période historique.

L'incontournable collaboration

Tandis que dans le cas de beaucoup de pays européens la collaboration avec l'Allemagne n'est qu'une des options disponibles, la Hongrie n'a pas d'autre choix que la coopération avec l'autre grand vaincu de la Première Guerre mondiale. Les traités de Versailles et de Trianon concernant l'Allemagne et la Hongrie sont extrêmement sévères. La première perd 15 % de son territoire et 10 % de sa population, tandis que la seconde en perd les deux tiers. Comme les bénéficiaires de ces changements sont les pays voisins, les relations diplomatiques de la Hongrie avec eux sont particulièrement tendues durant l'entre-deux-guerres et aucune coopération régionale n'est envisageable.¹ Pourtant, le rapprochement entre les deux pays vain-

cus ne s'opère pas tout de suite après la défaite. Tous deux ont de graves problèmes à résoudre (révoltes communistes, instabilité politique, crises économiques, etc.) et la stabilisation de la situation politique intérieure et extérieure demande de grands efforts. Après des succès temporaires (accords internationaux, prêts bancaires, etc.), la grande crise économique de 1929 montre les limites de ce redressement et les pousse à envisager la révision par la force des traités de paix. D'une manière curieuse, le premier allié de la Hongrie au niveau international est l'Italie qui, bien qu'elle se trouve dans le camp des vainqueurs de la Grande Guerre, parle d'une « victoire mutilée » et cherche aussi le moyen de faire réviser les accords. Cette convergence d'intérêts conduit à la signature d'un pacte d'amitié entre la Hongrie et l'Italie.

La crise économique est une sorte de catalyseur en Allemagne qui réoriente sa politique extérieure en visant la modification de ses frontières orientales. Au service de cette politique offensive, elle utilise son poids économique et noue des relations commerciales de plus en plus étroites avec les pays de l'Europe centrale, y compris la Hongrie. Cette activité entraîne aussi un rapprochement diplomatique entre l'Allemagne et la Hongrie, quoique pendant la première moitié des années 1930 l'axe principal de l'orientation politique hongroise soit encore italien. Le changement est lié au nom de Gyula Gömbös, premier ministre hongrois, aussi nous commencerons notre parcours individuel par sa présentation.

Gyula Gömbös (1886-1936)

Ancien officier d'état-major, général d'infanterie, Gömbös commence sa carrière politique après la Première Guerre mondiale. Il devient député parlementaire en 1920, puis il fonde son propre mouvement, le *Parti national indépendantiste (raciste) hongrois*, d'extrême droite, qui fait partie de l'opposition au gouvernement à partir de 1924. En 1928, il dissout son parti et réintègre facilement le gouvernement, ce qui montre la proximité des idéologies entre la direction du pays et les mouvements extrémistes. Il devient ministre de la Défense en 1929, puis Premier ministre en 1932.²



Il présente son programme de 95 points dont l'objectif principal est l'établissement d'un ordre social et politique autoritaire suivant le modèle fasciste italien, qu'il

1 : Cf. Mária Ormos, *Padovától Trianonig 1918-1920*, Kossuth, 1984, pp. 369-386.

2 : Jenő Gergely-Lajos Izsák, *A huszadik század története*, Pannonica, 2000, p. 66.



ne réussit pas à faire adopter. Malgré cela, Gömbös rend visite à Hitler en juin 1933, faisant ainsi les premiers pas sur la voie du rapprochement entre les deux pays. Quoique Hitler se montre réservé sur l'idée de la révision des frontières hongroises, il déclare qu'une action commune contre la Tchécoslovaquie (dont la population germanophone est importante) est envisageable à moyen terme.³ Cette déclaration déçoit les politiciens hongrois, mais c'est un premier signe encourageant pour la politique extérieure révisionniste hongroise.⁴

Néanmoins, la coopération germano-hongroise reste purement économique pendant le mandat de Gömbös, car Berlin est plus intéressé par une approche globale des pays de l'Europe centrale, essayant de garder de bonnes relations avec tous les gouvernements concernés. Dans cette ligne, plutôt que de soutenir les revendications territoriales hongroises, il achète le surplus des produits agricoles du pays, contribuant ainsi à la consolidation des deux économies après les épreuves subies lors de la grande crise économique.⁵ En dépit de ses résultats en politique extérieure, la tentative de réforme autoritaire de Gömbös échoue à cause de la résistance du système politique hongrois, encore lié à certaines formes démocratiques. Et c'est un homme déçu qui meurt en octobre 1936 dans une clinique allemande.

Kálmán Darányi (1886-1939)

Homme politique qui commence sa carrière administrative en 1909, Darányi est préfet de département entre 1920 et 1927, puis député parlementaire entre 1928 et 1935. Il devient ministre de l'Agriculture en 1935 et remplace le premier ministre Gömbös pendant les mois de sa maladie. Darányi jouit du soutien des milieux politiques qui espèrent le retour au fonctionnement démocratique de l'État hongrois et il essaye de réaliser un programme équilibré qui assure le contrôle étroit des mouvements extrémistes de droite et de gauche.⁶ Cependant, le Premier ministre, plein de bonne volonté mais manquant de talent, n'est pas capable d'atteindre ses objectifs. Malgré l'arrestation du chef du *Parti de la volonté nationale* (un mouvement fasciste), Ferenc Szálasi, l'extrême-droite gagne du terrain dans la vie politique et sociale.⁷ Dans le même temps, Darányi fait des efforts considérables pour éloigner son pays d'une Allemagne de plus en plus agressive et essaye d'améliorer les relations avec le Royaume-Uni et la France, mais il est impossible de mener une politique extérieure solide sur ces liens, car la faiblesse de l'influence de ces



alliés devient de plus en plus criante. Lors des négociations tenues à Berlin en novembre 1937, Darányi est ainsi obligé de promettre la neutralité hongroise dans le cas de l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne. Il faut comprendre que ce consentement n'est pas basé sur une proximité avec les Allemands, il s'explique par l'influence grandissante du Reich que la partie hongroise n'est pas en mesure de contrer, faute d'alliés puissants.⁸

Avec l'Anschluss réalisé le 12 mars 1938, l'état Allemand devient limitrophe de la Hongrie et ce voisinage va exercer une grande influence sur les leaders politiques et militaires hongrois. En suivant l'exemple allemand, la reprise des territoires perdus par les armes ou la menace de forces armées bien équipées semble possible. C'est pourquoi le gouvernement lance un projet de réarmement public, appelé programme de Győr, une ville occidentale de la Hongrie, qui vise le développement et la modernisation de l'armée hongroise dont l'effectif doit atteindre 107 000 personnes et d'un coût d'un milliard de pengő - monnaie hongroise de l'époque - en 5 ans. Le projet est réalisé en deux ans, mais, malgré ces efforts considérables, l'armée hongroise reste petite et mal équipée par rapport aux forces armées de ses voisins. Pour réaliser sa politique elle a absolument besoin d'un allié fort.⁹

Sous le poids de plus en plus pesant de l'Allemagne et des groupes de droite, d'ailleurs probablement financés par elle, Darányi démissionne le 11 mai 1938 et est remplacé à son poste par Béla Imrédy.

Béla Imrédy (1891-1946)

Homme politique, juriste et économiste, Imrédy travaille dans la vie économique comme banquier. Il est le président de la Banque nationale hongroise à partir de 1935. Il participe également à la vie politique et, grâce à ses relations, devient ministre de l'Économie en 1932. En mai 1938, il est nommé Premier ministre par le régent Miklós Horthy. Paradoxalement, bien qu'il ait de bonnes relations avec les milieux d'affaires britanniques, son antisémitisme domine sa politique et il a apparemment l'intention de continuer sur la voie ouverte par Gömbös et de créer un parti unique en suivant le modèle de Salazar au Portugal. La rupture dans sa politique extérieure et son approche de l'Alle-



magne sont motivées par les événements survenus sur la scène internationale, notamment les accords de Munich en septembre 1938 et le premier arbitrage de Vienne en novembre qui permet la récupération de la lisière méridionale de la Tchécoslovaquie (12 400 km² et 1 100 000 d'habitants) par la Hongrie. Ces changements

3 : Ignác Romsics, *Magyarország története a XX. században*, Osiris, 2001, 241-242.

4 : Mária Ormos, *Magyarország a két világháború korában, 1914-1945*, Csokonai, 1998, p. 148.

5 : Jenő Gergely-Lajos Izsák, *A huszadik század története, op. cit.*, pp. 80-81.

6 : Ignác Romsics, *Magyarország története a XX. században, op. cit.*, p. 243.

7 : Mária Ormos, *Magyarország a két világháború korában, op. cit.*, pp. 154-155.

8 : Péter Sipos (rédacteur en chef), *Magyarország a második világháborúban, Lexikon A-Zs*, Petit Real, 1997, p. 73.

9 : Jenő Gergely-Lajos Izsák, *A huszadik század története, op. cit.* p. 89.



de grande envergure expliquent que le premier ministre devienne un partisan farouche de l'Allemagne.¹⁰ Imrédy essaye de remplacer l'ancien parti de gouvernement par un mouvement qu'il a récemment fondé, le *Parti de vie hongroise*, qui regroupe des députés de la droite radicale (souvent proche de l'extrême droite). Ce changement intérieur scandalise l'opinion publique qui est hostile au « fascisme bourgeois ». Son échec à la tête du gouvernement est causé par son antisémitisme ardent : quand l'opposition révèle qu'un de ses arrière-grands-parents était Juif, il doit démissionner le 15 février 1939.¹¹ Il restera néanmoins un acteur de la vie politique et représentera les intérêts allemands au parlement. Cette activisme lui coûtera cher : le nouveau régime l'exécutera après la fin de la guerre.

Pál Teleki (1879-1941)

Imrédy est remplacé à la tête de l'Etat par Pál Teleki, homme politique et géographe éminent, membre de l'Académie hongroise des Sciences. Député parlementaire avant la Grande Guerre, volontaire pendant le conflit mondial, il occupe le poste de Premier ministre pour la première fois en 1920-1921. Il est membre de la Chambre haute du Parlement entre 1927 et 1938. Dans le gouvernement Imrédy, il est ministre des Cultes et de l'Éducation. Après la démission de celui-ci, il est nommé Premier ministre par le Régent. Politicien réputé, il est connu pour ses convictions conservatrices et ses bonnes relations avec l'Angleterre, ce qui laisse augurer d'une politique moins radicale et plus démocratique que celle de ses prédécesseurs.¹²

Cependant Teleki se trouve dans une situation très difficile, car la majorité des milieux politiques et militaires appartient au camp germanophile après le premier arbitrage de Vienne. Il va essayer de conduire une politique extérieure autonome liée à son person-

nage. Convaincu de la supériorité des puissances occidentales sur la force des Allemands, il a l'intention de commencer des négociations avec ces premiers, sans toutefois repousser la proposition de Hitler concernant l'annexion de la Ruthénie subcarpatique (12 000 km² et 600 000 habitants) lors du démantèlement du reste de la Tchécoslovaquie en mars 1939.¹³



En même temps, il refuse fermement toute participation de son pays, même minime, à l'invasion de la Pologne, considérée comme un pays traditionnellement ami de la Hongrie. En plus, Teleki tente d'éviter une participation au conflit armé dont les conséquences

pourraient être désastreuses pour le pays. Pour ces raisons, les relations diplomatiques germano-hongroises sont très mauvaises pendant cette période, à tel point que Teleki va chercher à établir les bases financières d'un gouvernement hongrois en exil en cas d'occupation allemande. Finalement, cette somme ne sera pas utilisée, mais le fait illustre bien la nature ambiguë de cette relation.¹⁴

Malgré ces difficultés, il continue d'œuvrer pour le rattachement des territoires perdus et exerce une pression diplomatique sur la Roumanie pour récupérer la Transylvanie - territoire faisant partie traditionnellement de la Hongrie avec une importante population d'origine hongroise - qui provoque la mobilisation des armées hongroises et roumaines en août 1940. Pour éviter la guerre, l'Allemagne et l'Italie décident de régler la question lors du deuxième arbitrage de Vienne. La Hongrie peut annexer la partie septentrionale de la Transylvanie (43 492 km² et 2 500 000 d'habitants). Mais le prix à payer est élevé : la Hongrie doit rejoindre le pacte tripartite, perdant ainsi sa neutralité.¹⁵

La question qui se pose ensuite est alors évidente : quand et comment la Hongrie entrera-t-elle en guerre ? Bien que sous la pression allemande la Hongrie participe à l'invasion de la Yougoslavie en avril 1941, elle évite que l'Angleterre ne lui déclare la guerre. Le prix est la vie de Teleki, qui se suicide le 3 avril. Bien que le gain territorial soit important (11 000 km² et 1 million d'habitants), Londres, respectant certainement le sacrifice de Teleki, se contente de rompre les relations diplomatiques avec la Hongrie, sans aller plus loin.¹⁶ Cependant ce répit ne dure pas longtemps : le 26 juin, le gouvernement hongrois, utilisant le prétexte de quelques mystérieuses attaques aériennes contre une ville hongroise, entre en guerre contre l'Union Soviétique. Le martyr de Teleki n'aura pas changé le destin de la Hongrie.¹⁷

Miklós Horthy (1868-1957)

Amiral, homme politique, dernier commandant en chef de la flotte austro-hongroise en 1918, il devient chef des forces armées du gouvernement « blanc » lors de la République des conseils communistes en 1919. Après la victoire des armées d'intervention sur le régime « rouge », le parlement hongrois rétablit la monarchie en Hongrie, mais sans roi. C'est ainsi que Horthy est nommé régent de Hongrie en 1920. Bien que n'aimant pas Hitler et luttant contre l'expansion de l'extrême-droite en Hongrie - ainsi que celle du communisme -, il re-



10 : Mária Ormos, *Magyarország a két világháború korában*, op. cit., pp. 178-180

11 : Péter Sipos, *Magyarország a második világháborúban*, op. cit., pp. 134-135.

12 : *Ibid.*, p. 190.

13 : Mária Ormos, *Magyarország a két világháború korában*, op. cit., pp. 200-201.

14 : Jenő Gergely-Lajos Izsák, *A huszadik század története*, op. cit. pp. 98-99.

15 : Lóránd Dombrády, *Katonapolitika és hadsereg 1920-1944*, Ister, 2000, p. 66.

16 : Mária Ormos, *Magyarország a két világháború korában*, op. cit., pp. 218-220.

17 : Ignác Romsics, *Magyarország története a XX. században*, op. cit., pp. 247-248.



connaît la nécessité de la collaboration avec le Reich allemand qui seule peut mener à une révision territoriale bénéfique.¹⁸

Cependant, avec la défaite subie par la Wehrmacht devant Stalingrad, le vieux soldat comprend que la guerre est perdue. Il commence des négociations secrètes avec les puissances alliées en vue de conclure un traité de paix distinct. Elles n'amèneront pas grand-chose, car c'est l'Armée Rouge qui va libérer la Hongrie et pas les armées anglo-saxonnes, obligeant à reprendre les négociations avec Moscou. D'autre part, les Allemands sont au courant des événements et en mesure d'empêcher la réalisation des plans du Régent. Ainsi, ils vont occuper la Hongrie le 19 mars 1944. Horthy peut garder son poste, mais le pouvoir réel passe aux mains d'Edmund Veesenmayer, ambassadeur omnipotent du Reich allemand en Hongrie.¹⁹ La situation du pays devient critique : les hommes meurent sur les fronts, les grandes villes sont bombardées par l'aviation alliée et on commence la déportation des Juifs. Horthy essaye de ralentir le rythme des déportations, sauvant la vie de 200 000 Juifs hongrois (300 000 seront tués dans les camps de concentration).²⁰

Le Régent veut mettre fin aux combats : le 15 octobre 1944 il déclare la fin des hostilités à la radio. Cependant les Allemands, bien informés, enlèvent son fils, arrêtent les officiers qui lui sont loyaux et le forcent à révoquer sa déclaration et à abdiquer. Le pouvoir est confié au *Parti des Croix fléchées*, un mouvement fasciste inspiré et supporté par les Allemands.²¹ Horthy termine la guerre sous surveillance en Allemagne. Finalement libéré par les Américains, il termine sa vie en exil au Portugal.

Ferenc Szálasi (1897-1946)

Homme politique, soldat de carrière qui sert dans l'armée de l'Autriche-Hongrie pendant la Première Guerre mondiale. Après 36 mois de service au front, il reste dans l'armée où il obtient le grade de commandant en 1936. Malgré ses succès professionnels, il quitte l'armée en 1935 pour commencer une carrière politique. Il fonde le *Parti de la volonté nationale* qui est basé sur l'idéologie du hungarisme (une approche national-socialiste faisant partie de l'extrême-droite). Le parti est interdit par le gouvernement en 1937 pour son antisémitisme, comme le sera son successeur, le *Parti national-socialiste hongrois* (fondé aussi par Szálasi) en 1938. Cette fois, il est lui-même arrêté et condamné à trois ans de travaux forcés. Pendant son emprisonnement, ses partisans fondent en 1939 le *Parti des Croix fléchées* qui devient le parti le plus important de l'opposition. Libéré lors d'une amnistie générale en 1940, il continue son activité politique à la tête de son parti, mais ce dernier connaît un déclin pendant les années de la guerre à cause d'une forte concurrence de l'extrême droite.²²

Malgré ce recul, les Allemands comptent avec cette formation fasciste, mais tentent en premier lieu de coopérer avec les milieux politiques mieux positionnés. Après l'échec de cette tentative, ils utilisent cette

force mise en réserve et Szálasi est mis au pouvoir en Hongrie à la mi-octobre 1944. Poussé par un nationalisme, un antisémitisme et une admiration sans réserve pour l'Allemagne, le gouvernement de Szálasi recommence la déportation des Juifs et afin de mener la lutte jusqu'au bout, proclame



la guerre totale et mobilise tous les hommes disponibles. Les membres des Croix fléchées exercent la terreur, assassinent des milliers de gens (surtout des Juifs), pour finir, pour la majorité d'entre eux, par s'exiler en Allemagne en avril 1945. Szálasi est fait prisonnier par les Américains qui le remettent aux autorités hongroises. A l'issue de son procès, il est condamné à mort et exécuté le 12 mars 1946.²³

Après la défaite subie lors de la Première Guerre mondiale, la punition de la Hongrie est tellement sévère que toutes les forces politiques hongroises optent pour une politique permettant la révision des frontières. La seule puissance à même de supporter leur aspiration, pour ses propres intérêts, est le Reich allemand qui va utiliser le potentiel militaire et économique de la Hongrie dans sa guerre d'agression. Dans ce contexte, en acceptant les revendications allemandes, la responsabilité des politiciens hongrois est certainement lourde, surtout pour Szálasi, mais il est nécessaire de tenir compte de ce qui les a amenés à faire ce choix.



Bibliographie

Dombrády, Lóránd, *Katonapolitika és hadsereg 1920-1944*, Ister, 2000.

Gergely, Jenő-Izsák, Lajos, *A huszadik század története*, Pannonica, 2000.

Gyarmati, György, *A Rákosi-korszak*, ÁBTL-Rubicon, 2011.

Ormos, Mária, *Magyarország a két világháború korában, 1914-1945*, Csokonai, 1998.

Ormos, Mária, *Padovától Trianonig 1918-1920*, Kosuth, 1984.

Romsics, Ignác, *Magyarország története a XX. században*, Osiris, 2001.

Sipos, Péter (rédacteur en chef), *Magyarország a második világháborúban*, Lexikon A-Zs, Petit Real, 1997.

18 : Mária Ormos, *Magyarország a két világháború korában*, op. cit., pp. 228-235.

19 : Lóránd Dombrády, *Katonapolitika és hadsereg*, op. cit., pp. 98-127.

20 : Péter Sipos, *Magyarország a második világháborúban*, op. cit., pp. 178-179.

21 : Gyarmati, György, *A Rákosi-korszak*, ÁBTL-Rubicon, 2011, pp. 29-31.

22 : Ignác Romsics, *Magyarország története a XX. században*, op. cit., pp. 261-265.

23 : Mária Ormos, *Magyarország a két világháború korában*, op. cit., pp. 263-275.

24 : Péter Sipos, *Magyarország a második világháborúban*, op. cit., p. 408.

25 : Gyarmati, György, *A Rákosi-korszak*, op. cit., pp. 33-34, 71.



Les « tabous » derrière les héros du raid de Dieppe en 1942

Par Pierre Vennat

L'AUTEUR

Auteur de nombreux ouvrages d'histoire militaire, Pierre Vennat fut journaliste à La Presse pendant près de 45 ans.

Il est le fils du lieutenant André Vennat, des Fusiliers Mont-Royal, un des officiers qui, servant sous les ordres du lieutenant-colonel Dollard

Ménard, est mort au combat lors du raid de Dieppe le 19 août 1942.

En 2003, Pierre Vennat recevait du gouvernement fédéral la Mention élogieuse du ministre des Anciens Combattants du Canada pour « avoir contribué de façon exemplaire à la perpétuation du souvenir des sacrifices et des réalisations des Canadiens lors de conflits armés ». Fusiliers Mont-Royal.

Lorsqu'on parle ou qu'on commémore, comme cette année, le raid de commandos de *Dieppe* du 19 août 1942, il est normal qu'on s'attarde presque exclusivement à l'héroïsme de la Deuxième division canadienne qui y fut massacrée, plus d'un millier d'hommes tués, les autres, à quelques exceptions blessés ou prisonniers des Allemands pendant pratiquement trois ans, ainsi qu'aux commandos britanniques, Français libres et observateurs américains qui les accompagnaient.

Mais un sujet demeure presque tabou, ici comme d'ailleurs presque partout quand on analyse la période noire de l'occupation française : ceux qui, en France et même au sein de l'armée canadienne, ont aidé l'ennemi.

Tout d'abord les gendarmes et policiers français de l'époque.

Il a fallu des années pour que les Français veuillent bien admettre que les gendarmes et héros de la libération de Paris, étaient les mêmes qui avaient procédé à la rafle du Vélodrome d'Hiver, à l'arrestation tout au long des « années noires » de l'occupation de Résistants, de Juifs, etc.

Sentant le vent tourner après le 6 juin 1944, ces policiers, armés, se sont subitement transformés en héros lors de la libération de Paris en août 1944.

Mais il n'y a pas que Paris. Partout à travers la France, policiers et gendarmes ont obéi au régime de Vichy et

à ses maîtres nazis et se sont faits souvent les compagnons, sinon les valets, de la Gestapo. Dieppe ne fait pas exception. Mais le sujet y est quasi tabou, j'en sais quelque chose.

En août 1997, grâce à la complicité d'associations canadiennes de vétérans, j'ai mis la main sur un rapport du quartier général de l'armée canadienne, en date du 26 septembre 1946, et dont j'ai encore personnellement copie, faisant état du rapport rédigé par le lieutenant-général allemand Conrad Hasse, commandant de la 302^e division d'infanterie de la Wehrmacht dont les troupes défendant Dieppe et Pourville faisaient partie.

Ce rapport établit clairement qu'un peloton de la police municipale de Dieppe a aidé les troupes allemandes à Pourville, non loin de Dieppe, soit pendant la bataille, soit après pour garder les prisonniers canadiens.



Prisonniers canadiens dans Dieppe

Lorsque ce rapport fut rendu public en 1997 par des associations de vétérans canadiens et repris par moi-même à la une du quotidien montréalais *La Presse* lors du 55^e anniversaire du raid, le responsable de la police de Dieppe voulut me faire un mauvais parti.

Que cela plaise ou non, qu'à Dieppe on garde le silence ne change rien aux faits : Le rapport des autorités allemandes existe vraiment et le quartier-général de l'armée canadienne y a accordé foi. Ce qui amène à se poser bien des questions sur les agissements de la gendarmerie et des polices municipales françaises durant l'occupation.

Mais il y a pire. Un autre tabou existe ici même au Canada : trois soldats canadiens de l'Essex Scottish Regiment faits prisonniers le 19 août 1942 ont été condamnés par une cour martiale, tenue à Aldershot, en Angleterre, le 29 septembre 1945 pour avoir « volontairement aidé l'ennemi » après avoir été faits prisonniers en lui fournissant des informations confidentielles.

DERNIERE GUERRE MONDIALE



C'est le colonel C. P. Stacey, alors directeur de la Section historique de l'armée canadienne, qui a rendu publique cette information plus d'une douzaine d'années plus tard, plus précisément le 21 janvier 1959, dans un document dont j'ai également copie et qui a rarement fait l'objet de publication, comme si le sujet était tabou pour nos historiens.



Le colonel Stacey

Le soldat John Gorden Galacher, de Windsor, en Ontario, fut condamné à la prison à vie, dégradé avec mention « déshonorable » de l'armée. Gallacher fut trouvé coupable d'avoir, entre janvier 1943 et décembre 1944, recueilli des informations confidentielles de ses camarades prisonniers et de les avoir refilées aux Allemands.

Le soldat Edwin Barnard Martin, de Riverside en Ontario, a lui aussi été démis de l'armée dans des conditions semblables et condamné pour sa part à 25 ans d'emprisonnement. En plus de s'être rendu coupable du même méfait que Galacher pour la période entre janvier et août 1943, Martin fut également trouvé coupable d'avoir été membre d'une organisation anti-russe contrôlée par l'ennemi, selon le document de janvier 1959.

Enfin, le soldat George Hale, de Vassar au Michigan, mais membre de l'armée canadienne, a pour sa part, en plus de sa démotion (terme canadien) « déshonorable » été condamné à 10 ans d'emprisonnement pour ses informations fournies à l'ennemi entre novembre 1942 et mars 1943.

On connaît ma détermination à commémorer le sacrifice des combattants d'août 1942 à Dieppe, ce qui est d'autant plus compréhensible que mon propre père, officier des Fusiliers Mont-Royal, y perdit la vie sous la mitraille.

Mais le rôle d'un historien ne consiste pas qu'à raconter les éléments glorieux d'un événement mais également son côté sombre. Les tabous n'ont pas leur place en histoire, pas plus en histoire militaire que dans un autre secteur.

Ceux qui utilisent l'histoire à des fins de propagande ou de fierté nationale ont tendance à l'oublier.

Un raid aux conséquences ... surprenantes

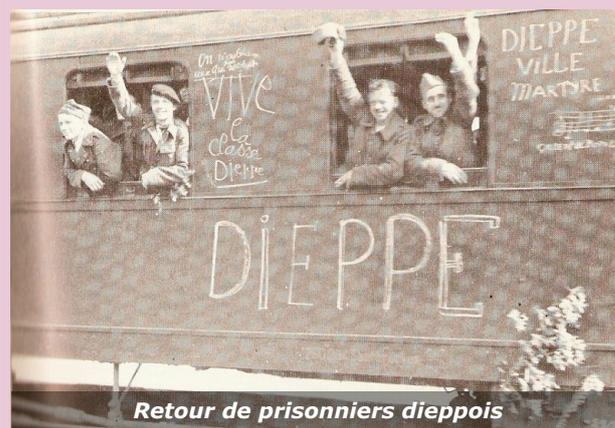
Après les combats de Dieppe, en 1942, les autorités allemandes, recherchant une occasion de propagande, envisagent de décerner la croix de fer au maire et au sous-préfet de Dieppe afin de récompenser l'attitude de la population durant les combats.

Accepter cette décoration est évidemment impensable pour les deux hommes, mais, aux cours de leurs échanges avec le général qui commande les forces

allemandes de Dieppe, ils suggèrent la libération des prisonniers de guerre français de la ville, retenus en Allemagne depuis juin 1940. A cet effet, une liste de 1800 noms est remise aux allemands.

La suggestion remonte jusqu'à Hitler qui accepte de faire ce geste afin de mettre en avant que l'armée allemande sait « récompenser » les populations qui adoptent une « bonne » attitude.

Entre septembre 1942 et mai 1943, 3 convois vont rapatrier 1581 prisonniers de Dieppe et des communes avoisinantes.



Retour de prisonniers dieppois

Il est important de souligner que la population s'est abstenue de prendre part aux combats conformément aux consignes allemandes mais aussi à celles des forces alliées, distribuées par tract, qui prévenaient les civils que l'opération « Jubilee » n'était qu'un coup de main, pas la Libération.



Journal Le Pont - 6 septembre 1942

Sources :

Dieppe, le "Jubilé" des canadiens de Raymond Rudler <http://www.dieppe.fr>



La bataille de Wuhan, l'endiguement du tsunami nippon (juillet - novembre 1938)

Par Paul-Yanic LAQUERRE

L'AUTEUR



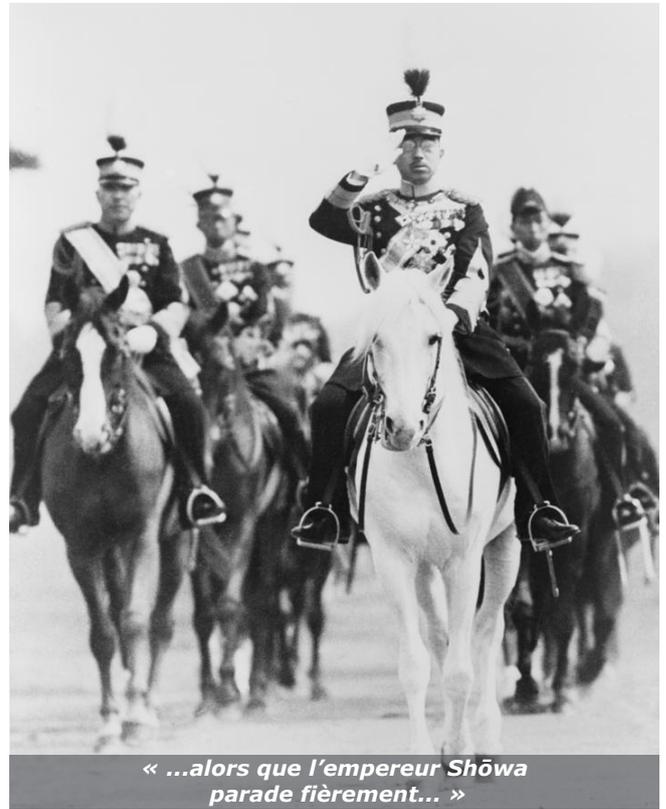
Paul Yanic Laquerre a notamment œuvré comme directeur adjoint et conseiller spécial au sein du cabinet de deux ministres du gouvernement du Québec, comme procureur de la Couronne et comme journaliste dans les

domaines de la musique et de la paléontologie. Il est aujourd'hui conseiller en environnement au gouvernement du Québec et journaliste pour le magazine historique 2e Guerre Mondiale. Il est aussi l'auteur du roman historique *Shōwa, Chroniques d'un Dieu Déchu* et du roman graphique *Maruta 454*.

En octobre 1938, alors que l'empereur Shōwa parade fièrement sur le Nijūbashi devant les tokyoïtes en liesse pour célébrer la prise de Wuhan, l'Armée nationale révolutionnaire (Guómín Gémìng Jūn) bénéficie d'un répit inattendu. En dépit de ses victoires successives, l'ennemi renonce en effet à poursuivre le Kuomintang, réfugié dans les montagnes du Sichuan, et choisit plutôt de consolider par le biais de gouvernements fantoches son emprise sur le territoire conquis.

Après avoir autorisé la formation du Manshūkoku, du Mengjiang, et créé en mars à Nanjing, un « Gouvernement réformé de la République de Chine », ayant théoriquement juridiction sur le Jiangsu, l'Anhui et le Zhejiang, puis une autre administration à Beijing, ayant juridiction sur le Chahar, le Suiyuan, le Hebei, le Shandong et le Henan, l'occupant nippon établit en novembre 1938 un nouveau régime collaborationniste à Wuhan.¹ Dans sa déclaration sur le « nouvel ordre en Asie Orientale » de novembre, le Premier Ministre nippon Kono annonce de son côté être ouvert à relancer les négociations de paix avec le Kuomintang, mais cette fois avec Jingwei Wang, un rival du généralissime Chang prêt à collaborer avec l'occupant.

Comment le gouvernement nationaliste a-t-il pu amener l'ennemi à réviser sa stratégie de conquête alors qu'il apparaissait déjà moribond un an plus tôt ? Nous répondrons à cette question en analysant la bataille de Wuhan.



« ...alors que l'empereur Shōwa parade fièrement... »

Un front uni pour la défense de la nation

En juin, près d'un million de civils en exode convergent vers Wuhan, ce qui va presque doubler la population de la région en quelques mois². Paradoxalement, l'afflux de cette masse de réfugiés, conjugué à l'état de crise nationale et à la relative faiblesse de l'autorité centrale, créent une synergie conduisant à des expériences inédites en sol chinois. Ce renouveau se manifeste notamment à Wuhan par la mise en place de mesures sociales, comme des centres d'accueils parainés par l'État pour les réfugiés et les orphelins, des campagnes de promotion de santé publique, ainsi que par l'implication soutenue d'intellectuels et d'artistes réputés, qui entreprennent volontairement de supporter l'effort de guerre pour mobiliser la population rurale et la convaincre de lutter contre l'ennemi ou, tout au moins, de ne pas collaborer avec lui. Au niveau politique, une liberté de presse inusitée permet à toutes les tendances de faire entendre leurs voix et la cohabitation plus soutenue entre Nationalistes et

1 : Le gouvernement de Nanjing était dirigé par Huang-chi Liang, celui de Beijing par l'ancien mandarin Kemin Wang et celui de Wuhan par Renli Zhang (Long-hsuen Hsu, Ming-kai Chang, *History of the Sino-Japanese War (1937-1945)*, Chung Wo Publishing, 1971, p. 279, note 30; Stephen R. MacKinnon, *Wuhan 1938, War, Refugees and the Making of Modern China*, University of California press, 2008, p.112; John M. Jennings, *The Opium Empire : Japanese Imperialism and Drug Trafficking in Asia, 1895-1945*, Praeger, 1997, p. 94; C. Dobson et F. Nida, Mao Zedong, Éditions Chronique, 1998, p.66).

2 : MacKinnon, *ibid.*, p. 1.



Communistes conduit à un gouvernement de « Front uni », ainsi qu'à l'instauration d'un parlementarisme élargi. « L'expérience de Wuhan » attire même des cinéastes et chroniqueurs étrangers qui avaient couvert la campagne de Xuzhou. Ils décrivent avec enthousiasme la « résistance héroïque » du peuple chinois contre l'envahisseur totalitaire.³

Chaîne de commandement de la 9^{ème} zone à Wuhan

Commandement du groupe de la 9^{ème} zone de défense

Général Cheng Chen (57 divisions)

1^{er} corps d'armées

Général Yuè Xuē (Yueh Hsueh)

9^{ème} groupe d'armées - Gén. Qiwei Wu
(Chi-wei Wu)

29^{ème} armée

64^{ème} et 70^{ème} corps

91^{ème} division

6^{ème} division de réserve

37^{ème} armée

25^{ème} corps

4^{ème} corps

8^{ème} corps

29^{ème} corps

66^{ème} corps

74^{ème} corps

167^{ème} division

Garnison du lac Po Yang

20^{ème} groupe d'armées - Gén. Chen Shang

18^{ème}, 32^{ème} corps

2^{ème} corps d'armées

Général Fa-kuei Chang

3^{ème} groupe d'armées - Gén. Tung-hsuan Sun
12^{ème} corps

30^{ème} groupe d'armées - Gén. Ling-chi Wang
72^{ème}, 78^{ème} corps

31^{ème} groupe d'armées - Gén. Enbo Tang
13^{ème}, 98^{ème} corps

32^{ème} armée - Gén. Lin-cheng Kuan
52^{ème}, 92^{ème} corps

Garnison de la Forteresse de Tien
(11^{ème} armée) - Gén. Yen-nien Li

2^{ème} corps

9^{ème} et 57^{ème} divisions,

garnison de la forteresse de
Tienchiachen

Garnison de la Forteresse de Tiennan -
Gén. Kuei-chang Huo
54^{ème} corps

Garnison de Wuhan - Général Cho-ying Lo

Force de garnison - Gén. Chan Kuo

Force de la Région au nord du Yangzi -
Gén. Yao-huang Wan

Force de la Région au sud du Yangzi -
Gén. Ai Chou

30^{ème} armée - Général Han Lu

26^{ème} armée - Général Fu-lin Wan

C'est dans cette ambiance de solidarité et d'optimisme que s'orchestre l'étape ultime de la première phase de la Kàngzhàn⁴; non seulement autour du Généralissime et du chef d'état-major Yìngqīn Hé, mais de généraux comme Cheng Chen, Zōngrén Li, et Yuè Xuē, du vainqueur de Linyi, Zìzhōng Zhāng, ainsi que du vice-chef d'état-major Chongxi Bai. Ces derniers accèdent au rang de véritables héros populaires et le régime compte bien exploiter cette notoriété à ce moment déterminant de l'histoire de la nation. Depuis la chute de Nanjing, la défense de Wuhan est en effet la préoccupation première du Kuomintang. Ainsi, alors que les combats faisaient rage dans le secteur de Xuzhou et que la machinerie industrielle du Jiangsu et du Zhejiang était acheminée en pièces détachées vers le Hubei, le Conseil Militaire National (*Junshi Weiyuanhui*) rassemblait au printemps environ 800 000 soldats à Wuhan.⁵ Il avait aussi renforcé la garnison du secteur en dirigeant vers le Hubei tous les rescapés de la 5^{ème} zone de défense.

Afin d'assurer une meilleure coordination des unités de la région, le Conseil crée en début juillet le groupe de la 9^{ème} zone de défense, qui chapeaute la garnison de Wuhan, mais qui demeure sous le commandement du général Cheng Chen. Ce groupe couvre, en plus de Wuhan, la rive sud du Yangzi, le Hubei méridional, l'est du Hunan et l'ouest du Jiangxi. Ses unités doivent opérer conjointement avec celles de la 5^{ème} zone de Zōngrén Li, qui protège la rive nord du Yangzi, le Hubei septentrional, le Henan et l'Anhui. Le groupe de la 3^{ème} zone, posté dans l'Anhui oriental et au



3 : MacKinnon, *ibid.*, p. 115-116, 2-3; Lary, *Defending China : the Battles of the Xuzhou campaign*, p.408. La liberté de presse fait en sorte qu'aucun journaliste ou éditeur n'est arrêté par le ministère de l'Information en 1938. Parmi les observateurs étrangers, dont plusieurs avaient commenté aussi la guerre d'Espagne, on note le photographe Robert Capa, le cinéaste Joris Ivens de « *History Today* », le journaliste Peter Fleming du *Times*, ainsi que les auteurs britanniques W.H Auden et Christopher Isherwood qui écrivent « *Journey to a War* ».

4 : 抗戰 (kàngzhàn) est le nom donné par les Chinois à la guerre de résistance contre l'invasion Japonaise

5 : Williamsen, *ibid.*, p.145.



Zhejiang, se voit confier une mission de harcèlement consistant à bombarder les navires ennemis remontant le Yangzi et les troupes de la 116^{ème} division avec des obusiers et des canons anti-char.

Au niveau de la défense anti-aérienne, un commandement de défense avait été établi dans chaque province de janvier à mai. Les unités anti-aériennes avaient surtout été déployées le long de la voie ferrée Hankou-Guangzhou ainsi qu'à Wuhan et Guangzhou elles-mêmes. À l'aube de la bataille, Wuhan dispose donc de trois batteries de canons de 76,2 mm, une de 75 mm, une de 37 mm, une de 20 mm ainsi que de deux de 37 mm sauvées de Madang et une de 20 mm rescapée de Hukou. ⁶

Dans son combat, la Guómín Géming Jūn ne peut bénéficier d'un soutien tangible de la marine nationaliste, dont l'effectif se limite à une poignée de canonnières, de bateaux à vapeur et de vedettes rapides, incapables d'affronter l'armada shōwa⁷ autrement que par le largage de mines, flottille d'ailleurs prestement coulée par l'aviation ennemie. Elle peut toutefois compter sur plusieurs centaines d'avions et des dizaines de pilotes soviétiques pour appuyer son infanterie.⁸ Staline est en effet plus enclin à accorder son aide au régime de Chang depuis la trêve conclue entre le Kuomintang et les Communistes chinois. L'appui militaire soviétique a déjà rapidement été mis à profit à Wuhan, notamment lors de deux batailles aériennes les 18 février et 29 avril. Au cours de la première, 29 I-15 et I-16 chinois avaient détruit 14 des 38 avions déployés par l'ennemi, alors que lors la seconde, initiée en l'honneur de l'anniversaire de l'empereur Shōwa, 21 des 39 avions adverses avaient été abattus, l'aviation chinoise ne perdant que 12 de ses 67 appareils. ⁹ Cet apport soviétique vient en quelque sorte compenser la perte de l'expertise germanique car, le 5 juillet, les conseillers militaires allemands, dirigés par Alexander von Falkenhausen, doivent quitter Wuhan sur ordre de Berlin qui a finalement cédé aux pressions du gouvernement Konoe.



Les mauvais traitements infligés aux prisonniers chinois sont monnaie courante, ici à Xuzhou en mai 1938

6 : Hsu et Chang, *ibid.*, p. 273-274.

7 : Du nom de l'ère au cours de laquelle régnait Hirohito, l'empereur Shōwa. Aussi appelée impériale

8 : Selon le général Kalyagin, cette aide s'éleva à plus de 800 avions. (Aleksandr Kalyagin, *Along Alien Roads*, Columbia University press, 1983, p.46). Voir aussi Frank Dorn, *The Sino-Japanese War 1937-1941*, MacMillan publishing, 1974, p. 184, 192-193 et Williamsen, *ibid.*, p. 145, 155 note 39. Un contrat signé par les gouvernements chinois et soviétique prévoyait même la création d'une compagnie conjointe permettant la fourniture de vols entre Hami et Tihua, au Xinjiang, et Alma Ata en Russie. (Hsu et Chang, *ibid.*, p. 93)

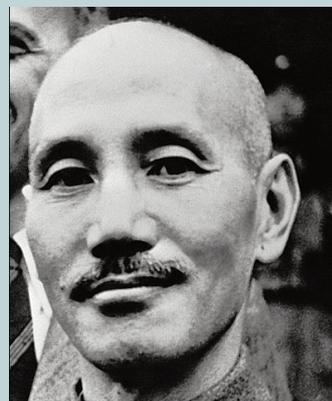
9 : Hsu et Chang, *ibid.*, p.269.

10 : Le bombardement a lieu le 19 juillet (MacKinnon, *ibid.*, p. 121; Hsu et Chang, *ibid.*, p. 242). «L'incident de Changkufeng» ou « bataille du lac Khassan » se déroule du 11 juillet au 2 août 1938. La 19^{ème} division shōwa y est vaincue par l'armée soviétique qui s'empare du territoire contesté, ce qui soulève l'ire de Hirohito qui désire concentrer ses forces contre la Chine et ordonne « que plus aucun soldat ne soit déployé sans son autorisation » (Hsu et Chang, *ibid.*, p. 279; Herbert Bix, *Hirohito and the Making of Modern Japan*, Perennial, 2001, p.348).

Un Appel au Peuple Nippon

«Il y a encore une chose à laquelle il me coûte de faire allusion, mais que je ne peux passer sous silence. Il s'agit de la conduite honteuse de vos troupes à l'égard de nos femmes, qui sont tout d'abord violées puis brutalement tuées. Ces actions commises par les troupes nippones ne constituent pas seulement une disgrâce pour le Japon, mais laisseront une horrible tâche dans l'histoire de l'humanité. Mes amis, si vous ne vous levez pas à temps pour dénoncer vos militaristes et mettre en échec leur agression, l'avenir de votre nation sera des plus sombre. Chers amis, avant qu'il ne soit trop tard, vous devriez obliger vos militaristes à revoir leur politique agressive à l'égard de la Chine. Demandez leur : Quelle est la raison véritable de l'invasion de la Chine ? ...»

Extrait de « À l'Attention du Peuple Nippon », une allocution livrée le 7 juillet 1938 par le généralissime Chang.



Une attaque sur deux fronts

Le lieutenant-général Shunroku Hata déploie contre Wuhan une force de dix divisions, une brigade et trois régiments aériens, laissant trois divisions à l'arrière pour pacifier le périmètre entre Shanghai et Hukou. Son plan d'action prévoit la progression vers l'ouest des divisions de l'armée expéditionnaire de Chine centrale (*Naka Shina hakengun*) en quatre colonnes parallèles. La 2^{ème} armée du prince Naruhiko Higashikuni doit donc y affronter le groupe de la 5^{ème} zone de défense du général Li, qui s'est vu attribuer la rive nord du Yangzi, alors que la 11^{ème} armée du major-général Yasuji Okamura est opposée au groupe de la 9^{ème} zone du général Chen sur la rive sud.

Le 23 juillet, quatre jours après que Wuhan ait subi son bombardement le plus meurtrier depuis le début de l'invasion ennemie avec 800 morts, et alors même que des divisions nippones et soviétiques s'affrontent à Changkufeng,¹⁰ un détachement et la 106^{ème} division de la 11^{ème} armée shōwa débarquent à Kutang, puis à



Jiujiang (Kiukiang) le 24. En dépit d'une farouche résistance, les 8^{ème}, 64^{ème} et 70^{ème} corps du 9^{ème} groupe d'armées doivent céder le terrain après trois jours de combat. Au même moment, les 31^{ème} et 68^{ème} corps se défendent sur la rive nord contre un assaut combiné de la 6^{ème} division, des bombardiers et des canons de la flotte ennemie. Leur résistance dure jusqu'au 5 août, alors que tombent successivement Hsiao-chih-kou, Taihu, Susung et Huanghei.

Le 16 août, le prince Higashikuni ordonne l'utilisation de gaz toxiques en prévision de la poussée menée par ses divisions au-delà de la rivière Pei, vers Macheng, Huayuan et Hsinyang.¹¹ Cette mesure n'a rien d'exceptionnel. En dépit de la résolution de blâme promulguée le 14 mai 1938 par la Société des Nations contre l'Empire du Japon, l'armée shōwa a régulièrement recourus aux armes chimiques, en contravention de plusieurs accords comme le *Traité relatif à l'emploi des sous-marins et des gaz asphyxiants en temps de guerre*. Ainsi, pendant la bataille de Wuhan, entre août et octobre 1938, Hirohito et son grand-oncle, le chef d'état-major de l'Armée Kotohito Kan'in, autoriseront l'emploi des gaz toxiques à 375 reprises, conduisant la Naka Shina hakengun¹² à y larguer, entre autres, 9 667 obus et 32 162 grenades de « gaz rouge ».¹³



soldats chinois portant assistance à des blessés par gaz de combat en août 1938

À la fin août, alors que l'intensité des bombardements sur Wuhan détruit le quartier général du Généralissime à Wuchang, le 1^{er} corps d'armée entame une bataille de près de deux mois contre les 27^{ème}, 101^{ème} et 106^{ème} divisions ennemies qui viennent de débarquer à Hingtze. À la fin septembre, le général Xuē, commandant le 1^{er} corps d'armées, et le commandant du 9^{ème} groupe d'armées, le général Qiwei Wu, contrecarrent finalement une manœuvre nippone en réussissant à coordonner les mouvements des 100 000 hommes de la 29^{ème} armée, des 4^{ème}, 32^{ème}, 66^{ème} et 74^{ème} corps, et de huit divisions pour prendre en étau la 106^{ème} division shōwa à Wanjialing et éliminer, entre le 6 et le 10 octobre, quatre de ses régiments et bon nombre de fantassins de la 101^{ème}, sans que la 27^{ème} division ne puisse leur venir en aide.¹⁴

Sur la rive nord du Yangzi, les 21^{ème} et 27^{ème} groupes d'armées de la 5^{ème} zone attaquent les flancs des positions ennemies et reprennent à compter du 20 août les bourgades de Taihu et Chienshan, avant que la 6^{ème}

division ne contre-attaque en capturant Kuangchi le 9 septembre et Wuhsueh le 16, pour finalement assiéger la forteresse de Tienchiachen, sur les rives du Yangzi. Ce périmètre est défendu par le 2^{ème} corps d'armée de la 9^{ème} zone, qui avait dû affronter à compter du 22 août des unités des 6^{ème} et 9^{ème} divisions ennemies ainsi qu'une brigade taiwanaise dans les secteurs de Juichang, de Wushihchieh et Matou. En dépit du support des 26^{ème}, 48^{ème} et 86^{ème} corps de la 5^{ème} zone, qui harcèlent l'ennemi sur ses arrières, Tienchiachen tombe le 29 septembre après vingt jours de combat. Le 2^{ème} corps de Yennien Li s'est avéré incapable de résister à l'assaut combiné de l'infanterie et de la marine ennemie.

Cette défaite ouvre à la 9^{ème} division impériale la voie de la rive sud vers Wuchang.

Chaîne de commandement de la 5^{ème} zone à Wuhan

Commandement du groupe de la 5^{ème} zone de défense - *Gén. Zōngrén Li (Tsong-jen Li)*

Commandant adjoint, volet tactique - *Gén. Chongxi Bai (Chung-hsi Pai)* (49 divisions)

3^{ème} corps d'armées - *Gén. Lien-chung Sun*
2^{ème} groupe d'armées,
26^{ème}, 55^{ème}, 87^{ème} corps

4^{ème} corps d'armées - *Gén. Pin-hsien Li*
11^{ème}, 29^{ème} groupe d'armées,
68^{ème}, 86^{ème} corps

21^{ème} groupe d'armées - *Gén. Lei Liao*
7^{ème}, 31^{ème} corps

26^{ème} groupe d'armées -
Gén. Yuan-chuan Hsu
10^{ème} corps

24^{ème} groupe d'armées - *Gén. Teh-chin Han*
57^{ème}, 89^{ème} corps

27^{ème} groupe d'armées - *Gén. Sen Yang*
20^{ème} corps

17^{ème} armée - *Gén. Tsung-nan Hu*
1^{er} corps

19^{ème} armée - *Gén. Chih-an Feng*
77^{ème} corps

27^{ème} armée -
Gén. Zizhōng Zhāng (Tze-chung Chang)
59^{ème} corps

Unités indépendantes :
45^{ème}, 51^{ème}, 71^{ème} corps

11 : Bob Tadashi Wakabayashi, *Emperor Hirohito on Localized Aggression in China*, Sino-Japanese Studies 4 (1), 1991, p.7, <http://chinajapan.org/articles/04.1/04.1wakabayashi4-27.pdf>

12 : Corps expéditionnaire en Chine centrale

13 : Yoshiaki Yoshimi et Seiya Matsuno, *Dokugasusen Kankei Shiryō II*, Kaisetsu, Hōkan 2, Jūgonen sensō gokuhi shiryōshū, Funi Shuppankan, 1997, p.25-29; Yoshimi et Kentarō Awaya, *Dokugasusen Kankei Shiryō*, Jūgonen sensō gokuhi shiryōshū, 18, Fuji Shuppan, 1989; Herbert Bix, *ibid.*, p. 349, 361-362, 739; Yuki Tanaka, *Poison Gas, the Story Japan Would Like to Forget*, Bulletin of the Atomic Scientists, October 1988, p.16 (Yuki Tanaka rapporte de plus que 835 grenades furent lancées dans la seule journée du 17 septembre); Nobumasa Tanaka, *Dokumento Shōwa Tennō 2*, Kaisen, Ryokufū Shuppan, 1985, p.96.

14 : Hsu et Chang, *ibid.* p. 243.



La situation est la même au nord du massif de Tapiéh Shan, où des unités des quatre divisions de la 2^{ème} armée shōwa progressent toujours en début septembre vers Macheng et Hsinyang. Le 2^{ème} groupe d'armées et le 71^{ème} corps du groupe de la 5^{ème} zone repoussent pendant deux semaines les assauts à Fuchinshan, Kushih et Shangcheng, mais doivent céder le terrain après avoir abattu 6 000 fantassins des 10^{ème}, 13^{ème} et 16^{ème} divisions ennemies. Les combats font encore rage dans le secteur pendant un mois. L'artillerie et les gaz toxiques ont toutefois raison des hommes de Zōngrén Li et Chongxi Bai, alors que Huangchuan, Lankan, Macheng, Hsinyang, Huayuan et Yingshan sont successivement conquises. Le 20 octobre, la 2^{ème} armée nipponne peut mettre le cap vers Hankou.



Troupes chinoises à l'assaut, noter le casque de type allemand

Le 21, le Généralissime apprend l'échec de ses troupes contre l'attaque surprise menée depuis le 12 octobre à Guangzhou par la 21^{ème} armée shōwa. Les sept divisions et les deux brigades du 12^{ème} groupe d'armées de la 4^{ème} zone de défense n'ont même pas tenu dix jours face aux trois divisions, aux gaz toxiques et à la centaine d'avions ennemis. Après avoir cédé le 12 mai la région de Xiamen (Amoy) au Fujian aux 2 000 marins de la 14^{ème} flotte, le gouvernement nationaliste perd une nouvelle voie d'approvisionnement maritime. Considérant qu'une lutte prolongée mènerait à l'anéantissement des fondements de l'armée, le Junshi Weiyuanhui choisit alors d'abandonner la région de Wuhan. Chang quitte Wuchang le 24 et les trois cités sont évacuées le 25. Pendant que l'ennemi investit Guangzhou et Wuhan, l'état-major se replie sur Changsha, au Hunan, emportant dans ses bagages 40 000 rescapés de la campagne militaire. La bataille de Wuhan se solde par la mise hors de combat d'environ 400 000 soldats chinois et 140 000 Nippons, alors que depuis le début de la guerre les pertes chinoises s'élèvent à près d'un million de soldats, cinq fois plus que les pertes nipponnes pour la même période.¹⁵ Le seul point positif à court terme est peut-être l'amélioration notable du bilan de l'aviation, qui a



Mitrailleurs chinois

endommagé 67 navires ennemis, en a coulé 23, a détruit 78 avions adverses et en a endommagé 9.

Une manœuvre désespérée

L'objectif premier du Conseil est à ce stade d'éviter que d'autres agglomérations importantes du Hunan et du Jiangxi ne tombent sous le joug ennemi. Il sait toutefois que les groupes de défense du secteur ne sont pas en mesure de livrer à court terme une autre bataille d'importance. Or, la cible la plus vulnérable apparaît justement être Changsha. Cette ville, réunie par chemin de fer à Wuchang, disposait originellement d'une population de plus de 500 000 habitants dont la majorité déguerpissent au début novembre sous l'effet conjugué des bombardements, de la nouvelle de l'arrivée imminente des rescapés de Wuhan et des rumeurs d'invasion. Lorsque Chang s'y rend avec son état-major, Changsha est donc surtout habitée par des vieillards, des malades, des réfugiés et des blessés, incapables d'évacuer les lieux.

Encore dépité par la perte de Wuhan, le Généralissime est déterminé à ne pas livrer Changsha aux Japonais. Après avoir fait allusion le 9 novembre à la tactique de la terre brûlée lors de la défense de Moscou contre les Français, il autorise une manœuvre aussi controversée que la destruction des digues de Huayuankou-Zhāng Zhāng, gouverneur de l'état et ancien commandant de la garnison Nanjing-Shanghai.¹⁶



infanterie japonaise

15 : MacKinnon, *ibid.*, p. 2; MacKinnon, *The Tragedy of Wuhan, 1938*, *Modern American Studies* 30, 4 (1996), p. 931-943. En 1938, la propagande chinoise évalue à 270 000 les pertes ennemies du 15 juin au 30 septembre 1938 (Kai-shek Chang, *Resistance and Reconstruction : Messages during China's Six Years of War*, 1943, Harper & Row, 1970, p.50), alors que le nombre officiel de l'armée shōwa pour 1937-1938 est de 62667 blessés et d'une moyenne de 24 000 par an jusqu'à la fin de la guerre (Bix, *ibid.*, p. 346). Ce nombre apparaît toutefois étonnamment bas. Selon des sources crédibles, les pertes nipponnes pour la seule campagne de Shanghai s'élèveraient à environ 40 000, ce qui ajouté aux 140 nt le nombre de 200 000 pour les morts et les blessés nippons en 1937-1938. Par ailleurs, le nombre total de soldats nationalistes morts et blessés pendant toute la guerre est officiellement de 3 237 916 (Hsu et Chang, *ibid.*, Preface).

16 : Lary, *The Chinese People at War : Human Suffering and Social Transformation 1937-1945*, p.63; MacKinnon, *Wuhan 1938, War, Refugees and the Making of Modern China*, p.130. Zhāng ne doit pas être confondu avec son homonyme qui remporta la bataille de Linyi et mourut au combat en 1940 près de Yichang (Voir P-Y Laquerre, *De Xuzhou à Madang, l'étalement du tsunami nippon, 2e Guerre Mondiale #39, avril-mai 2011*).



Le 13 au matin, suite à des rumeurs d'invasion ennemie lancées la veille, la ville est la proie des flammes. Selon certaines sources, le plan initial prévoyait le déclenchement de l'incendie après l'évacuation des habitants restants par le biais d'une alerte aérienne. Dans les faits, le sinistre, qui durera trois jours, détruisant les deux tiers de la cité (soit 20 838 édifices), entraînera la mort de plus de 20 000 personnes et laissera environ 200 000 sans abris.¹⁷ La manœuvre n'aura même pas pour effet d'épargner à Changsha les horreurs de la guerre, puisqu'elle sera l'enjeu de quatre opérations militaires au cours des années suivantes.

Changsha presque éradiquée de la surface de la terre

« Lorsque je suis arrivé cinq semaines plus tard, la cité était toujours morte. Quelques-uns parmi les plus pauvres étaient revenus se construire des masures en nattes de paille parmi les ruines, et quelques commerces épargnés commençaient à ouvrir leurs volets, mais les avenues principales étaient non seulement détruites, mais oblitérées et imperceptibles dans l'amas indescriptible de ruines et de cendres. »

Extrait du témoignage du Britannique Richard Dobson, livré en 1946 dans ses mémoires intitulées « China Cycle ».

Par ailleurs, contrairement aux craintes du Junshi Weiyuanhui, la perte de Wuhan n'entraîne pas l'effondrement du régime nationaliste. Même s'il a perdu 90% de sa base industrielle et presque 80% de ses usines d'armement, le gouvernement a réussi à endiguer le tsunami nippon suffisamment longtemps pour démonter et transférer par le Yangzi 341 usines et arsenaux, constituant 130 000 tonnes de matériel, au-delà de l'axe ferroviaire Beijing-Guangzhou.¹⁸

Lors de la conférence militaire qu'il préside du 25 au 28 novembre 1938 à Hengyang, le Généralissime est d'ailleurs loin de baisser les bras. Il fait le constat que la stratégie de défense a échoué et qu'une plus grande attention doit être portée à l'offensive et la guérilla, la tactique jusqu'alors privilégiée par les Communistes. Cette volonté, qui se concrétise par l'adoption d'un plan de mobilisation et d'entraînement de nouvelles recrues, se heurte toutefois à des contingences inévitables. Dans les faits, si Chang, Yingqin Hé et Chongxi Bai sont maintenant parfaitement en mesure d'identifier les généraux compétents et de mettre de côté les plus inaptes, l'assise de la Guómín Gémìng Jūn n'a jamais été aussi fragile et la fidélité au régime plus essentielle. Conséquemment, le népotisme continuera de gangréner les unités nationalistes.¹⁹

Conclusion

Au terme de 1938, l'armée du Kuomintang n'a, en dépit de l'ampleur de ses défaites, cédé à l'ennemi que les principales agglomérations chinoises et un couloir de 10 km le long des axes ferroviaires. Le reste du territoire demeure le domaine de la guérilla qui harcèlera assidûment l'envahisseur nippon. L'importance de la résistance chinoise amène donc le régime shōwa à changer de tactique, en renonçant à poursuivre les Nationalistes dans les montagnes du Sichuan et en cherchant plutôt à asseoir son emprise par l'établissement de gouvernements régionaux gérés par des col laborateurs.

La bataille de Wuhan clôt la première phase de la Kàngzhàn. Au cours des années suivantes, les troupes nationalistes devront se mesurer à l'ennemi dans des affrontements au Henan, au Hunan, au Jiangxi, au Guangxi et au Shanxi, mais ces batailles seront avant tout destinées à consolider l'occupation nipponne sur le territoire chinois. Il faudra attendre 1944 et l'opération Ichi-gō avant que le *Daihōnei* (Quartier Général Impérial) ne soit en mesure de lancer une campagne d'une envergure comparable à celles de la première phase. Entretemps, l'Armée nationale révolutionnaire aura réussi à résister assez longtemps pour permettre au Kuomintang de maintenir ses assises hors d'atteinte et de poursuivre la Kàngzhàn jusqu'à l'arrivée de l'aide américaine.



17 : Lary, *ibid.*, p. 64; Barbara Barouin et Changgen Yu, *Zhou Enlai : a Political Life*, Chinese University Press, 2006, p.74-75; Ren Guangchun, *Huocheng Changsha*, Beijing Tuanjie Chubanshe, 1955, p.39. Atterré par l'ampleur de la catastrophe et pour calmer la vindicte populaire, Chang fera accuser de négligence le commandant de la garnison de Changsha, celui du 3^{ème} régiment et le directeur du service des incendies de la ville, qui seront condamnés et exécutés (Barouin et Yu, *ibid.* p. 75). À noter que Hsu et Chang laissent entendre que l'incendie était accidentel (*ibid.*, p. 274.)

18 : Kai-shek Chang, *ibid.*, p.50; Jay Taylor, *ibid.*, p. 162.

19 : Une bonne part de l'échec des groupes de la 5^{ème} et de la 9^{ème} zone à Wuhan est imputable non seulement à la supériorité technologique nipponne, fondée sur l'artillerie, l'aviation, les blindés, les gaz toxiques et les canons navals, mais surtout, selon le général américain Frank Dorn, à la faiblesse de la majorité des commandants de corps et d'armées. Dans un jugement lapidaire, Dorn évalue à seulement sept sur une soixantaine, le nombre d'officiers supérieurs compétents à ce niveau. (Dorn, *ibid.*, p. 185, 192, 193. Voir aussi sur ce sujet Kalyagin, *ibid.*, p. 32 à 41, et p. 117 sur la bataille de Madang ; Williamsen, *ibid.*, p.145.)



Coup d'oeil sur un autre conflit Oran, 5 juillet 1962, il y a cinquante ans !

Par Jean-Pierre RISGALLA

L'AUTEUR



Jean-Pierre est né le 5 juin 1940 à Alger d'un père d'origine libanaise maronite naturalisé français et d'une mère née à Arzew (Oran) d'origine lorraine (famille émigrée de 1870).

Etudes secondaires au Lycée Bugeaud d'Alger interrompues par un engagement dans l'armée en novembre 1959 pour la durée des obligations militaires (28 mois). Peloton de sous-officier à Grenoble, mais volontaire pour combattre en Algérie dès avril 1960. Libéré du service début mars 1962, il est rapatrié le 27 juin 1962 à Montpellier. Il est actuellement Président du Cercle Algérieniste du Grand Avignon et des pays de Vaucluse.

Passionné d'Histoire, en particulier, bien sûr, de l'histoire de sa terre d'origine, Jean-Pierre a souffert dans sa chair et son cœur de ce pénible conflit. Cela se sent parfois sur le forum Algérie dont il est membre actif :

<http://guerre-dalgerie.forums-actifs.com/forum>

Le 3 juillet 1962 exactement l'Algérie célèbre son indépendance acquise avec plus de 91% des suffrages exprimés le 1^{er} juillet, jour du « référendum » de l'autodétermination prévu par les déclarations d'Évian.

Il n'est pas dans ces propos de discuter de la validité d'un tel plébiscite, mais de ses conséquences. Dans toute l'Algérie, les foules en liesse célèbrent l'événement en circulant bruyamment dans les rues des villes et des villages, brandissant les drapeaux FLN devenu drapeau algérien, accompagnant des petits « scouts » habillés pour la circonstance de blanc, de vert et de rouge.

A Alger, le GPRA, Ben Khedda en tête, vient de s'installer accompagné par l'exécutif provisoire d'Abderhamane Farès qui était installé au Rocher Noir depuis le 19 mars. Théoriquement, ces autorités prennent le contrôle de l'Algérie. Je dis théoriquement, car les

frontières de l'est et de l'ouest viennent juste d'être ouvertes, et les effectifs du FLN « de l'intérieur », s'il ne sont pas renforcés par les « marsiens »¹ ne représentent pas grand monde, quasiment éradiqués par l'armée française dans les dernières années de la guerre. Dans la région d'Oran notamment, où leurs envoyés spéciaux n'ont pas grande autorité sur la population algérienne pour installer un Préfet assermenté. Région d'Oran influencée fortement par l'ALN qui, venue d'Oujda au Maroc, y a infiltré quelques unes de ses unités. Le 3 juillet, sept katibas² vont d'ailleurs défiler dans la banlieue d'Oran et se mêler ensuite aux ATO (*Auxiliaires Temporaires Occasionnels*), sortes de milices policières chargées du maintien de l'ordre dans la période « temporaire » qui suivit le cessez le feu et qui devaient, en principe, être formées d'Européens et d'Algériens, mais qui ne regroupent en fait que des militants FLN. Les ordres entre Alger et Oran circulent mal, mais il est tout de même prévu d'organiser de grandes manifestations populaires pour le 5 juillet, anniversaire du débarquement français de Sidi-Ferruch en 1830, à Constantine, à Alger et à Oran.



Contrairement aux deux autres villes, Oran est partagée entre deux communautés d'égale importance, musulmans d'un côté et chrétiens et juifs de l'autre, qui vivent aussi dans des quartiers bien délimités. La « ville nouvelle », ex-« village nègre » abritant la quasi-totalité de la population musulmane.

Cette ville a été également le fief de l'OAS pour l'Oranie. L'OAS qui y pratiquait un contre-terrorisme « aveugle » depuis que ses chefs, dont le général Jouhaud, avaient été arrêtés par les forces de l'ordre françaises avec la complicité du FLN. Organisation qui, contrairement à ce qui a été dit, n'avait pas respecté le cessez le feu du 19 mars et poursuivait ses exactions contre la population européenne, des enlève-

1 : « Marsiens »... L'armée française respectant scrupuleusement le cessez-le-feu du 19 mars, le FLN put alors découvrir ses maigres troupes, mais qui, bien armées eurent les moyens de recruter de nombreux renforts, la simple perspective d'être bientôt les maîtres de l'Algérie leur amenant de nombreux « volontaires » qui pour se dédouaner de leur passivité à l'égard de la « révolution » surent se montrer d'une extrême férocité... Ces combattants de la dernière heure furent appelés les *marsiens*.

2 : Une katiba était l'équivalent d'une compagnie, dans l'ALN. Comprenant une centaine d'hommes.

DERNIERE GUERRE MONDIALE



ments nombreux suivis d'exécutions étant pratiqués quotidiennement. Mais le dernier commando OAS avait quitté Oran le 27 juin 1962, dans la nuit, à bord d'un chalutier partant d'Arzew et ralliant la côte espagnole près d'Alicante, obéissant ainsi aux ordres de l'organisation à la suite des accords secrets Susini-Mostéfaï.

Bien évidemment, on ne possède aucun document relatant ce départ, et pour cause ! Mais je dispose du témoignage d'un des passagers de ce chalutier qui demande à ce que son anonymat soit respecté.

Le 5 juillet donc, dès 8 heures du matin, la population algérienne se prépare à s'organiser en cortège pour défiler. Il y a là des jeunes « scouts », des femmes, des civils, très agités, brandissant des drapeaux, chantant les hymnes FLN : « *gassaman* » et « *mend-jibelina* ». Les émissaires d'Alger ont discuté avec les représentants français ; il n'y aura pas de défilé dans la ville « européenne ». Les camions de l'armée française se sont répandus dans la ville pour rassurer les européens et leur dire, hauts parleurs à l'appui, qu'ils ne risquaient rien, que l'armée était là pour leur garantir aide et assistance, au besoin...



Cortège de manifestants le matin du 5 juillet

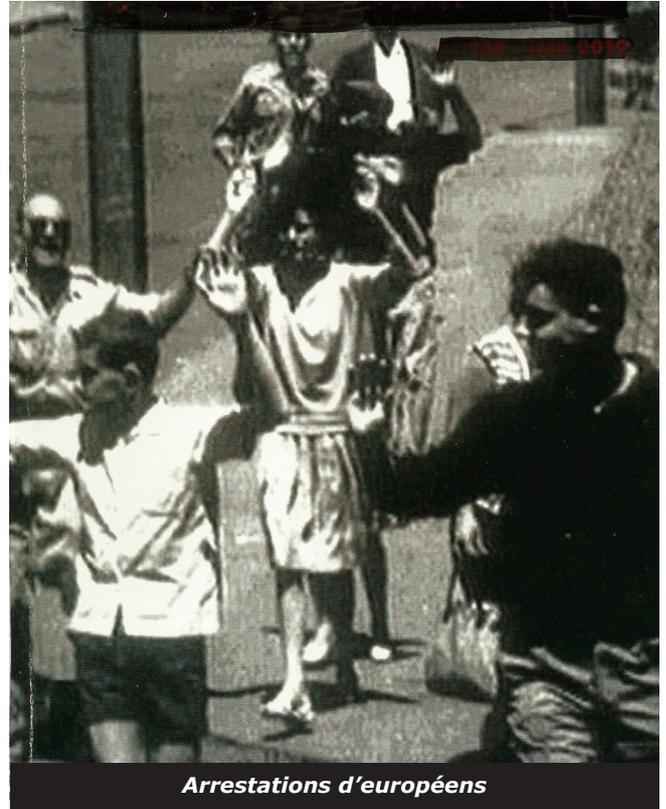
Premier accroc aux prévisions, les cortèges prennent la direction du centre ville, là où se trouve la Mairie d'Oran où les manifestants veulent hisser le drapeau algérien.³

A 11 h 30, alors qu'un cortège se présente, Place Foch, des coups de feu provenant d'un immeuble claquent. Ils tuent deux jeunes scouts et blessent deux autres personnes. Aussitôt des cris s'élèvent de la foule : « C'est l'OAS... C'est l'OAS... Tuez les... Tuez les ! »

On voit apparaître des hommes armés, des ATO, des fellaghas en tenue qui lancent des foules déchaînées, hystériques, **armées**, à l'assaut de la ville européenne, attaquant tous les européens rencontrés, égorgeant, abattant à la mitraillette et au PA⁴ les malheureux qui essaient de fuir en proie à la panique la plus intense. Des cafés, des restaurants, des magasins

vont être pris d'assaut et leurs occupants assassinés. Il n'y a aucune tentative de remettre de l'ordre, les

ATO emmenant des colonnes d'européens aux commissariats où ils sont battus, torturés pour leur faire avouer qu'ils sont de l'OAS... La Gare d'Oran est attaquée, mais là, il y a des soldats français qui ripostent, en état de légitime défense, sans toutefois sortir de leurs blockhaus de sacs de sable.



Arrestations d'européens

Le général Katz, qui commande le Corps d'Armée part déjeuner à l'aérodrome de La Sénia près d'Oran, ne se préoccupant pas de ce qui se passe en ville puisque qu'il estime que le maintien de l'ordre n'est plus de son ressort, ce qu'il a confirmé auprès de ses troupes qui ne bougent pas. Il est 12 h 30. De retour à son Etat-major, il téléphone à De Gaulle qui lui intime l'ordre de « ne pas bouger », ce qu'il fait. Il prétendra trente ans plus tard que les « incidents » n'ont duré qu'une demi-heure ! Et qu'à 12 h 30, tout était terminé. Il dira également que « le téléphone ne fonctionnant pas, le central téléphonique étant hors d'usage, il n'avait pu être tenu au courant »⁵, alors que partout en ville les hommes de l'ALN et des ATO continuent à enlever et à tuer les européens. Des officiers courageux, dont le lieutenant Rabah Khelif de la 4^{ème} Cie du 3^{ème} BCP, interviennent, sauvant ainsi des centaines de malheureux, mais en désobéissant aux ordres reçus !

Ce n'est qu'à 17 heures que les premiers gendarmes mobiles allaient prendre possession de la ville européenne, chassant les derniers émeutiers, sans tirer un coup de fusil.

3 : Le Deuxième Bureau de l'armée française, les services de renseignement donc, avait prévenu que le 5 juillet il y aurait un grand défilé populaire Bd Andrieu, avec la présence de l'ALN et des organisations de jeunes, défilé qui pourrait poursuivre vers la Place Foch. (BT 1196 du 26 juin 1962)

4 : Pistolet Automatique. Désignation courante de l'arme de poing réglementaire de l'armée française, le PA modèle 50.

5 : C'est ce que le général déclare à Jean Monneret dans une interview du 17 février 1989. Ce qui est tout à fait absurde, car nous savons que l'armée française disposait d'autres moyens de communication que le simple téléphone « public ». Un état-major est obligatoirement relié à ses troupes, en l'air comme au sol, par des moyens « radio » !



L'horreur du drame est alors découverte. Des cadavres jonchent toutes les rues des quartiers du centre. Certains sont pendus à des crocs de bouchers, entassés dans des poubelles. L'odeur, compte tenu de la chaleur, est épouvantable. Dans le « Petit Lac », où des fosses ont été creusées dans l'après-midi, il faudra recouvrir les cadavres de chaux vive. Combien de morts ? On sait qu'environ 1 200 Européens et quelques dizaines de musulmans ont « disparu ». Comme aucune enquête n'a été entreprise, ni par les autorités françaises, ni par la Croix Rouge, ni bien évidemment par le FLN ou l'ALN, on peut évaluer le nombre des morts ce jour là à 300 au moins, mais on peut croire que sur les 900 qui ne furent jamais retrouvés, la majorité a été assassinée. Même si nous nous basons sur le chiffre de 1 000 morts, le nombre dépasse celui des victimes d'Oradour sur Glane. Avec une différence tout de même : ces Français là ont été massacrés sous les yeux de l'Armée Française, restée, par ordre, l'arme au pied. A Oradour, c'est l'armée allemande qui a massacré 642 malheureux, mais elle n'était menacée par aucune armée alliée présente sur place ! A Oran, le général Katz disposait de 18 000 hommes de troupe, solidement armés, équipés de blindés et d'avions. Il aura attendu jusqu'à 17 heures pour en faire intervenir une partie.



« L'horreur du drame est alors découverte... »

En conclusion on peut avancer trois raisons pour expliquer cette explosion de violence :

Provocation de l'OAS. Elle ne tient pas. En effet, les derniers commandos ont quitté Oran depuis le 27 juin en s'embarquant sur des chalutiers « amis ». Qui aurait été assez fou pour ouvrir le feu sur une manifestation de plusieurs milliers de personnes encadrées par des soldats armés ?

Le clan Boumédienne-Ben Bella, dit « clan d'Oujda », dont les premiers éléments s'étaient emparés du pouvoir réel à Oran, sous l'autorité d'un certain « capitaine Bakhti », représentant de la Wilaya V. Il aurait voulu faire la démonstration que le GPRA, installé à Alger, était incapable de maintenir l'ordre dans toute l'Algérie. Il aurait donc fait tendre une véritable embuscade à la foule en lui faisant croire qu'elle était la cible de tireurs de l'OAS. Comme cette thèse s'avérait peu crédible, il organisa le 10 juillet un montage médiatique pour tout mettre sur le dos d'un chef de bande surnommé Attou, qui sévissait depuis le 19 mars dans les faubourgs sud-est d'Oran. La thèse des « incontrôlés » qui fut reprise par des médias français.

Troisième hypothèse à laquelle peu d'historiens ont songé : l'intervention d'une équipe du MNA, très minoritaire à cette époque, mais néanmoins présent,

dans le but de faire intervenir l'armée française, ce qui en cas de reprise du conflit avec l'ALN pouvait remettre en cause les « accords » de cessez le feu, donc les accords d'Evian d'où le MNA avait été exclu. Ce qui pourrait expliquer les ordres venus de l'Élysée...

En ce qui me concerne, je pense que la seconde probabilité est à retenir. Comme on le sait l'opposition entre Boumédienne – Ben Bella et Ben Khedda (GPRA) fut extrêmement violente, jusqu'à se terminer par des affrontements armés dans Alger même en septembre 1962 et la prise du pouvoir par Ben Bella, puis Boumédienne. Il y eut de nombreuses « exécutions » et de mises à l'écart de ceux qui avaient conclu Evian. Dont l'Algérie d'aujourd'hui paie encore le tribut !

D.G.A. N° 81

FRANÇAIS D'ALGERIE

- VOUS QUI AVEZ SOUTIERT
- VOUS QUI AVEZ VECU DANS LA COLERE ET LA PEUR
- VOUS QUE LA FRANCE N'A PAS ABANDONNÉ DANS LA GUERRE

COMMENT POURRIEZ-VOUS CROIRE QUE DANS LA PAIX LA FRANCE PEUVE VOUS ABANDONNER ?
CETTE PAIX POUR LAQUELLE ELLE A LUTTE

CELA S'APPELLE :
VOS GARANTIES

CELA S'APPELLE :
VOS DROITS

CELA S'APPELLE :
VOTRE DIGNITE

ENSEMBLE NOUS NOUS SOMMES BATTUS.
ENSEMBLE SOLIDARISER LES VOS DES AUTRES.
CONSTRUISONS LA PAIX !
FRANÇAIS D'ALGERIE, VOUS ETES FRANÇAIS POUR TOUJOURS. DEBARMEZ VOS COEURS ET VOS ESPRITS !
AVEC VOTRE TRAVAIL, VOTRE COURAGE LA FRANCE A VOS COTES VOUS ALLEZ GAGNER CETTE DERNIERE BATAILLE.

**CELLE DE LA PAIX
CELLE DE L'AVENIR**

D.G.A. N° 3

FRANÇAIS D'ALGERIE

SI APRES UN DELAI DE REFLEXION DE 3 ANS VOUS NE CHOISISSEZ PAS LA NATIONALITE ALGERIENNE

VOUS BÉNÉFICIEREZ D'UN STATUT PARTICULIER

- VOUS POURREZ A TOUT MOMENT ENTRER ET SORTIR D'ALGERIE LIBREMENT
- DANS LA VIE PUBLIQUE :
 - VOUS JOUREZ DES DROITS CIVILS ET DES LIBERTES ESSENTIELLES.
 - VOUS POURREZ UTILISER PARTOUT LA LANGUE FRANÇAISE
 - VOUS POURREZ CHOISIR L'ÉCOLE DE VOS ENFANTS.
- DANS LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE :
 - VOUS POURREZ ACHETER, GÉRER ET CÉDER LIBREMENT TOUTS LES BIENS
 - VOS BIENS FONCIERS NE POURRONT ÊTRE EXPROPRIÉS QU'APRÈS UNE INDÉMNISATION PRÉALABLE GARANTIE PAR L'AIDE DE LA FRANCE
 - SI VOUS DESIREZ MONTRER EN FRANCE VOUS POURREZ Y EMPORTER VOS BIENS, MEUBLES ET CAPITALS.

**TOUT EN CONSERVANT
LA NATIONALITÉ FRANÇAISE
VOUS AUREZ LA GARANTIE
D'UN TRAITEMENT PRIVILÉGIÉ**

BIBLIOGRAPHIE

- Jean Monneret, « La tragédie dissimulée – Oran, 5 juillet 1962 » Editions Michalon, février 2006.
- Geneviève de Ternant, « L'agonie d'Oran » Editions Gandini.
- Jean-Jacques Jordi, « Un silence d'état » Editions SO-TECA , octobre 2011
- Guillaume Zeller, « Oran, 5 juillet 1962. Un massacre oublié » Editions Tallandier, 2012.
- Jean-Pierre Chevènement, « Le Vieux, la Crise, le Neuf. » Editions Flammarion, 1977.
- Michel de Laparre, « Journal d'un Prêtre en Algérie. Oran 1961-1962 » Editions du Fuseau, 1964.
- Enquête de Jean-François Paya sur son site <http://etudescoloniales.canalblog.com>
- Maurice Faivre, « les archives inédites de la guerre d'Algérie », Editions L'Harmattan, janvier 2000.





Le char japonais type 97 CHI HA

Par *Jérémy DELAWARDE*

L' AUTEUR



Agé de 16ans, **Jérémy Delawarde** est un Lycéen d'Essonne qui consacre une grande partie de ses loisirs à la période de la seconde guerre mondiale. Membre de plusieurs forums traitant de

ce sujet, il a écrit quelques articles mais se concentre sur la création de profils couleurs représentant les véhicules de cette époque. Ceux-ci sont visibles sur son blog qu'il vous invite à aller voir:

<http://panzerprofil.blogspot.fr/>.

Au cours de la seconde moitié des années 30, voyant plusieurs pays s'équiper de chars modernes comme la France ou l'Allemagne, le Japon décide de remettre à niveau son parc blindé.

Vers un nouveau char moyen

En effet, le Japon ne possède que des chars devenus obsolètes comme le type 89 qui, comparé aux nouveautés françaises, par exemple, est protégé par un blindage trop faible (17mm) pour contrer la majorité des canons et fusils antichars de l'époque. Il est armé du canon de 57mm type 90 qui envoie ses projectiles à une vitesse initiale de 380m/s. Son obus perforant permet de percer 20mm de blindage à 500 mètres. Le type 89 est mu par un moteur ne développant que 118 ch, poussant ses 11,5 tonnes à 28km/h au mieux.



«...Le char moyen type 89 est obsolète à la fin des années 30...»

Ce char moyen, prévu au départ pour accompagner l'infanterie, doit être remplacé par un nouvel engin, plus rapide, mieux armé et doté d'un blindage plus épais. Le Japon suit en effet avec intérêt les études

entreprises en Occident, notamment en France et en Grande-Bretagne, sur les unités mécanisées intégrant chars, infanterie portée et artillerie. La « Première Brigade mixte indépendante » est créée en 1934. Le type 89 s'avère trop lent et pas assez fiable pour suivre le train de cette unité rapide.

La théorie mise en place, il faut le char, et c'est lors de la présentation de deux prototypes en 1937 que l'armée trouve son bonheur. Le premier projet un char de 13,5 t conçu par Mitsubishi nommé « CHI HA » et le second un engin de 10 t nommé « CHI NI » conçu par l'arsenal d'Osaka.

Même si le CHI NI est plus léger et peut être produit à plus faible coût, les autorités militaires trouvent que le CHI HA correspond mieux aux nouvelles exigences car, plus lourd, il est mieux blindé et armé que son concurrent.

Mais le CHI HA présente encore de nombreux défauts, ce qui amène le concepteur du projet à présenter deux prototypes très différents, particulièrement dans leur train de roulement : le premier prototype présente des roues à recouvrement partiel qui ne seront pas retenues au final. Le second proto, plus prometteur, est équipé d'un train de roulement copié du char type 95 « HA GO » ou de la chenillette type 94, la seule différence étant le rajout de deux roues simples suspendues par ressort, portant le nombre de roues porteuses à 6 au lieu de 4.

Ce second prototype est finalement accepté par l'armée et la fabrication lancée sur les chaînes de production en 1938.

Caractéristiques

En 1937, comme nous l'avons vu plus haut, l'armée impériale japonaise accepte le nouveau projet de Mitsubishi. Celui-ci est officiellement nommé « char moyen de combat type 97 CHI HA ».

Logé dans un engin de combat mesurant 5,5 mètres de long, 2,3 mètres de large et 2,2 mètres de haut - ce qui reste une taille raisonnable pour un char de ce type - l'équipage de 4 hommes est réparti entre 2 hommes (pilote et mitrailleur de caisse) placés dans la caisse de l'engin, le commandant (faisant aussi office de tireur) et le chargeur prenant place dans la petite tourelle. A noter que c'est dans cette tourelle qu'est placée la radio, dont l'antenne cadre circulaire fait le tour à l'extérieur.

Le poids total du char est de 15 tonnes, ce qui permet au moteur Mitsubishi type 97 diesel de 12 cylindres refroidi par air, qui produit 170 chevaux, de pousser le char jusqu'à 38km/h au maximum. Un moteur Diesel a été préféré à l'essence car son carburant moins volatile s'embrase plus difficilement, ce qui a été constaté lors des essais réalisés sur un char britanniques Vickers importé dont le moteur a fini par prendre feu. Ce moteur est placé à l'arrière et transmet son mouvement à la boîte de vitesse à l'avant par un arbre qui traverse le compartiment de



combat. Elle comporte 4 vitesses avant et une marche arrière et entraîne les barbotins situés à l'avant. Le pilote agit sur les chenilles par l'intermédiaire d'un classique système embrayage/frein. Le char embarque un réservoir de 235 litres, ce qui lui donne une autonomie de 250km.



Char moyen type 97 Chi Ha

La suspension du char, qui permettait au véhicule de bien se mouvoir dans une jungle épaisse, est composée de 6 galets de route caoutchoutés agissant sur des ressorts horizontaux, dont les 4 du milieu sont montés par paires réparties sur deux bogies. 3 rouleaux porteurs, un barbotin double à l'avant et une poulie de tension double à l'arrière complètent le train. Les chenilles, composées de 97 patins chacune, possèdent une largeur de 305mm, ce qui paraît peu pour un char censé combattre en terrain lourd.

Passons au blindage : composé de tôles rivetées, son épaisseur varie selon les sources. On peut retenir au final que le blindage initialement de 16mm en frontal va passer ensuite à 33mm en 1943 sur la version améliorée Shinhoto, le blindage latéral passant de même de 9mm en 1938 à 26mm. Le blindage arrière, pour sa part, va passer de 20 à 26mm et le blindage du toit augmenter à 11mm au lieu des 8mm initiaux. Le char CHI HA paraît donc comme un char suffisamment protégé des balles de l'infanterie, mais déjà dépassé par l'évolution des armes antichars, en particulier celles qui seront utilisées par les Alliés pendant le second conflit mondial.

L'armement principal est composé d'un canon court de 57mm type 97 reconduit des dernières versions de son prédécesseur type 89. La vitesse initiale de l'obus n'est que de 384m/s. Pour comparaison, le Pak 36 de 3,7cm allemand, dont une version dérivée équipe son futur ennemi, le char US « M3 light », a une vitesse initiale de 745m/s. Les aptitudes du char dans la lutte contre d'autres blindés sont très limitées: il ne peut



Char de commandement type 97

percer que 20mm de blindage à environ 500 mètres. Le char embarque 120 obus, 80 explosifs, 40 perforants.

L'armement secondaire est basé sur 2 mitrailleuses de 7,7mm type 97 : une est postée à l'arrière de la tourelle afin de protéger les arrières du char et l'autre est positionnée sur le glacis avant dans une rotule lui permettant une certaine mobilité.

A première vue, le char moyen paraît peu adapté à son utilisation, à cause de son blindage trop mince et d'un armement obsolète en 1938.

Production, modèles dérivés et organisation :

Au total, le char moyen type 97 CHI HA sera produit à 1162 exemplaires par Mitsubishi Heavy Industries (1224 ex.), Hitachi Industries (335 ex.) et les Arsenaux de l'Armée de Sagami (564 ex.). A noter que les chiffres entre parenthèses représentent le nombre de tous les modèles de type 97 produits, dont le Shinhoto, le dérivé amélioré du CHI HA. Ces trois industries vont maintenir une production en constante augmentation entre 1938 et 1943, année de fin de production du type 97, remplacé par le type 1 CHI HE. L'amélioration du type 97 est donc le Shinhoto, qui se voit muni d'une nouvelle tourelle, conservant toutefois la même caisse, l'armement étant remplacé par un canon de 47mm long avec de bien meilleures capacités antichar. Un char de commandement est aussi construit sur la base du type 97 : le SHI KI. Celui-ci a une nouvelle tourelle et un canon de 37 ou 57 mm est installé à la place de la mitrailleuse de caisse.



Type 97 Shinhoto

Le châssis du type 97 va servir pour de nombreuses versions dérivées comme le SO TO, un tracteur d'artillerie, les NO HI I, II et III, canons automoteur armés d'un canon de 75 ou de 105 mm, ou encore le SE RI, un char de dépannage équipé d'un nouveau moteur produisant 240 chevaux.

On peut rajouter le HO K. Débarrassé de sa tourelle, ce char servait à tracer des chemins dans la jungle épaisse. Le KA SO était un char d'observation avec un canon factice. Il a même existé une version bourrée d'explosif servant de char Kamikaze. Le type 97 CHI HA servit aussi de base pour de nombreux chars expérimentaux dont le CHI HO, le TI HO, ou encore le KE HO.

Autant dire qu'il y a eu autant de types 97 CHI HA de produits que de « dérivés », ce qui montre que son train de roulement était en général assez apprécié,



surtout pour ses performances en terrain meuble, lui donnant une bonne mobilité dans la jungle dense, un avantage face à certains chars adverses, moins à l'aise dans ce type de terrain.

Dans l'armée japonaise, l'organisation des régiments de chars comprend entre 3 et 4 compagnies de type 97. Chaque compagnie est composée de 3 pelotons, comprenant eux mêmes 3 chars de combat et un char de commandement. A noter que l'état major du régiment est aussi souvent doté en type 97, assez apprécié par les équipages, qui le préfèrent aux autres chars encore plus dépassés. Selon les besoins, ces unités sont affectées dans un rôle traditionnel d'appui à des unités d'infanterie.

Le CHI HA au combat :

Les CHI HA voient leurs premiers combats en Mandchourie lors de la seconde guerre sino-japonaise où ils servent avec efficacité. Celle-ci est surtout due à l'absence d'engins ou d'armements chinois capables de percer le blindage du type 97. Le char combat surtout des fantassins, rarement des blindés.

En juillet 1939, lors de l'incident de Nomonhan, 4 types 97 CHI HA des 3 régiments de chars appartenant au détachement Yasuoka affrontent des blindés soviétiques. Cette bataille va démontrer essentiellement une chose aux Japonais : le CHI HA n'est pas capable de combattre d'autres chars ! En effet, le faible blindage et l'armement trop peu puissant du CHI HA le rendent incapable de rivaliser avec les chars BT-5 et BT-7 de Staline. Ce problème sera à moitié résolu en remplaçant la petite tourelle du type 97 CHI HA par une plus grosse montant un canon long de 47mm à haute vitesse initiale sur le Shinhoto.

Les types 97 sont ensuite utilisés lors de la bataille de Singapour face aux Britanniques. De décembre 1941, début de la campagne de Malaisie, à février 1942, prise de Singapour, les CHI HA japonais combattent au sein des 1^{er}, 6^{ème} et 14^{ème} régiments de chars, dépendants du 3^{ème} groupe de chars. La victoire est obtenue avec l'aide des chars japonais qui passent à travers les jungles Malaisiennes pourtant jugées infranchissables par les Anglais. Cette prouesse technique des engins nippons leur permet de surprendre les Britanniques et de capturer Singapour assez rapidement. Par la suite, les types 97 CHI HA entreront en Birmanie au sein des 2^{ème} et 14^{ème} régiments de chars et combattront jusqu'à la fin de la guerre face aux Britanniques.

Pendant la bataille de Guadalcanal, de juillet 1942 à février 1943, les 13 types 97 CHI HA de la 1^{ère} compagnie indépendante de chars sont envoyés au



Dans la jungle de Malaisie

feu. A noter que 5 de ces chars ont été modifiés sur l'île de Rabaul avant l'embarquement : leur canon de 57mm a été remplacé par un canon de 47mm semblable à celui qui équipe le Shinhoto, en gardant toutefois leur petite tourelle. Mais ils seront inefficaces. Utilisés en nombre insuffisant et mal employés, ils succomberont sous les coups de la puissante aviation d'appui américaine et des premiers Bazooka qui équipent les fantassins Américains. Aucun combat entre chars n'a lieu dans la bataille, même si les seuls blindés engagés par les USA au début sont des « M3 Light », bien inférieurs aux Sherman qui suivront. Les CHI HA obtiendront quelques succès face à l'infanterie, mais leur nombre sera réduit à zéro en quelques mois.



Type 97 lors d'un débarquement

Durant tout le reste de la campagne du Pacifique, les Japonais engagent leurs chars en faible nombre face aux Etats-Unis qui avancent île par île en direction du Japon. Tous les types 97 engagés dans ces archipels ne sont pas connus, il est donc difficile de savoir où ces CHI HA ont combattu.

On sait en revanche que sur Saipan, dans la nuit du 16 au 17 juin, au lendemain du gigantesque débarquement américain, les 36 types 97 du 9^{ème} régiment de chars, appuyés par les 12 type 95 « HA GO » du 136^{ème} régiment d'infanterie contre-attaque sur le flanc gauche de la 2^{ème} division de Marines. L'attaque est un échec : les soldats japonais, comme à leur habitude, chargent les positions fortifiées ennemies à la baïonnette. Rapidement, les chars nippons se retrouvent sans fantassins pour les soutenir et sont « allumés » par les bazookas, les mortiers, les chars ainsi que l'artillerie terrestre et navale. Le 17 au petit matin les restes du groupe d'attaque japonais se replient sur Garapan, le principal village de l'île. Cette attaque, même si elle a été puissante - la plus importante menée par le Japon avec des blindés - , ne permet pas de percer le front, parvenant à peine à créer un certain désordre chez l'ennemi, qui n'en continuera pas moins son avancée jusqu'au nord de l'île.

Face aux limitations de leurs chars, les japonais vont tenter de l'utiliser d'une autre façon : les enterrer jusqu'à la tourelle. Les types 97 n'échapperont pas à cette technique de combat défensif sur les différents archipels du Pacifique. Celle-ci tue certains principes du char de combat, principalement l'atout de la mobilité, pour améliorer la protection. Cela n'empêchera pas l'artillerie navale et l'aviation américaine de neutraliser rapidement ces positions de combat, trop statiques.

DERNIERE GUERRE MONDIALE



La version améliorée du type 97, le Shinhoto, combat pour la première fois au sein des 4^{ème} et 7^{ème} régiments de chars japonais dans les Philippines lors de la bataille de Corregidor. Bien qu'armés d'un canon plus puissant, les nouveaux blindés sont totalement surclassés par les M4 Sherman américains qui, en plus, sont en nombre bien supérieur. Ce sera d'ailleurs souvent le cas comme lors de la bataille d'Okinawa, où 14 type 97 Shinhoto, aidés par 12 type 95 « HA GO », combattent... 800 chars adverses ! Il est impossible d'arriver à mener des actions offensives utiles dans ces conditions.



Même la version Shinhoto ne put faire illusion face aux Shermans américains

Le reste des types 97 (principalement de la version Shinhoto) qui ne sont pas engagés dans les îles du Pacifique restent au Japon pour défendre l'archipel face à une éventuelle invasion américaine, qui, fort heureusement, n'aura jamais lieu.

Conclusion

Le type 97 CHI HA naît donc peu blindé et mal armé, inférieur à la plupart des chars de combat ennemis. Face à une infanterie dépourvue d'armes antichars, le CHI HA tient sa place : son armement lui permet de mener des actions offensives et son blindage est suffisant pour résister aux armes de petit calibre. Bien entendu, si cette infanterie est dotée d'un quelconque armement contre les blindés, ce qui sera le cas des Américains, ses chances de survie diminuent fortement. A noter que lors des attaques japonaises, l'infanterie accompagnant les blindés succombe très rapidement, car elle utilise encore la technique de la charge à la baïonnette, ce qui vaut aux chars d'être plus vulnérables contre les fantassins ennemis.

Les concepteurs japonais n'ont donc pas vu la nécessité de doter leur char moyen d'un armement plus polyvalent et d'un meilleur blindage puisque, jusqu'à la rencontre avec les chars soviétiques, il ne devait rencontrer que peu de résistance. Cela continua d'ailleurs ensuite lors des campagnes de Mandchourie, puis de Malaisie et même au début de la Birmanie, où le type 97 CHI HA obtint de francs succès. Ces chars vont parvenir à combattre dans des terrains peu propices aux blindés, dans la jungle, les marécages, où ils risquent de s'embourber, mais où ils vont créer la surprise chez l'adversaire.

Conçu donc pour des terrains difficiles, léger, le CHI HA pouvait facilement être transporté et se mouvoir sur les petites îles inhospitalières du Pacifique. Cet avantage fut utilisé à bon escient par les Japonais au début de la guerre comme à Singapour, où ils surprisent les Anglais. Mais le Japon prenant une posture défensive après son expansion initiale va modifier les tactiques utilisées au cours des batailles, jusqu'à une défense statique où ils sont enterrés, immobilisés, ou utilisés par petits groupes qui s'écrasent contre les défenses ennemies comme des mouches sur un mur.

Le type 97 est donc un char obsolète dès le début du conflit. Mais son inefficacité réside surtout dans son utilisation qui, si elle avait été mieux appréhendée en s'appuyant davantage sur les qualités du char, aurait pu permettre des attaques plus concentrées de la part des blindés japonais, et donc une plus grande chance de peser sur les combats.

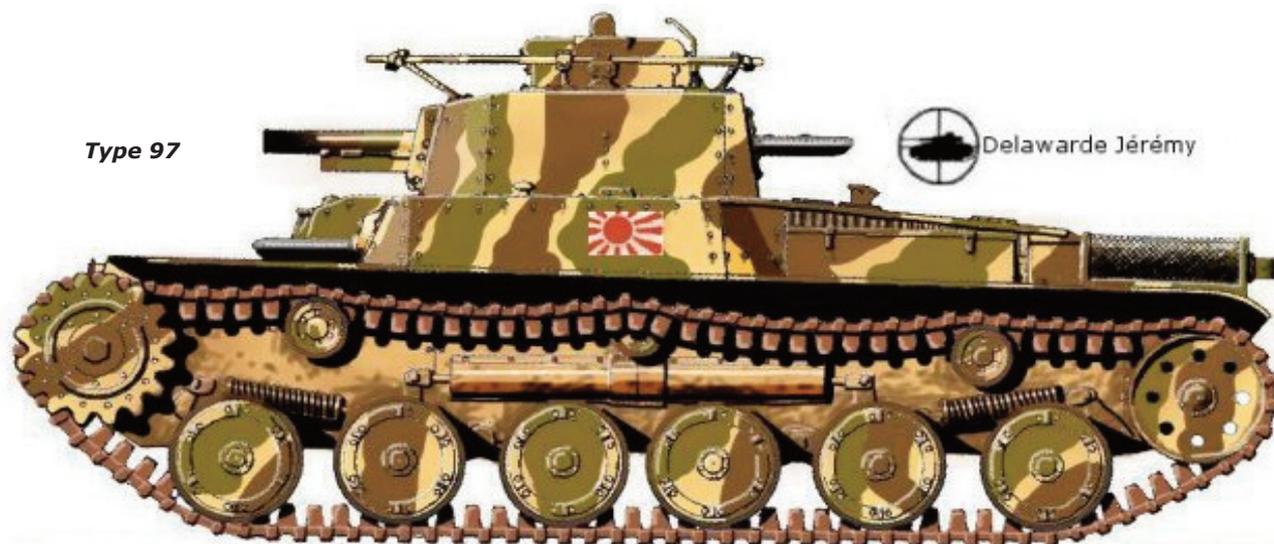


Sources :

site internet ww2 armor

World War Two Japanese Tank Tactics de Gordon L Rottman et Akira Takizawa (Osprey)

M4 Sherman vs Type 97 Chi-Ha – The Pacific 1945 – de Steven J Zaloga (osprey)





Militaria : le tract du jour J de Dwight D. Eisenhower

Par Gaétan Bray



L'AUTEUR

Collectionneur canadien depuis des années, Gaétan est l'un des animateurs du forum Les Héros Oubliés sous le pseudo de TheGate. Il nous présente ici une pièce intéressante..

Dwight David Eisenhower (14 octobre 1890 - 28 mars 1969), surnommé « Ike », a eu, c'est le moins qu'on puisse dire, une carrière bien remplie.

Il entre à West Point en 1911, en sort Lieutenant en 1915 et est promu Capitaine en 1917. Il ne participe pas à l'expédition américaine en France durant la 1ère guerre mondiale. Devenu major en 1920, il va de promotion en promotion et devient général 5 étoiles et fin 1943 commandant en chef des forces alliées en Europe après avoir été en 1942 nommé commandant des forces américaines en Europe et avoir participé à l'opération Torch.

Il est chef d'état-major général des Forces Armées des États-Unis de 1945 à 1948. Il devient Président des USA de 1953 à 1961. Il prend ensuite sa retraite et décède en 1969.

Le document que je vous propose est le tract remis à toutes les unités aéroportées américaines la veille du parachutage et débarquement du Jour J en Normandie. Ce discours a fait également l'objet d'une transmission sur les réseaux radio de ces unités et une distribution à certains autres soldats alliés, environ 175 000 copies en tout.

Mon exemplaire me vient d'un collectionneur belge, il me l'a vendu y a quelques années. Selon mes petites analyses et l'avis de quelques Anciens, c'est un original.



Grand Quartier Général des Forces Expéditionnaires Alliées

Soldats, Marins et Aviateurs des Forces Expéditionnaires Alliées !

Vous êtes sur le point de vous embarquer pour la grande croisade vers laquelle ont tendu tous nos efforts pendant de longs mois. Les yeux du monde sont fixés sur vous. Les espoirs, les prières de tous les peuples épris de liberté vous accompagnent. Avec nos valeureux alliés et nos frères d'armes des autres fronts, vous détruirez la machine de guerre Allemande, vous anéantirez le joug de la tyrannie que les nazis exercent sur les peuples d'Europe et vous apporterez la sécurité dans un monde libre.

Votre tâche ne sera pas facile. Votre ennemi est bien entraîné, bien équipé et dur au combat. Il luttera sauvagement.

Mais nous sommes en 1944 ! Beaucoup de choses ont changé depuis le triomphe nazi des années 1940-41. Les Nations-Unies ont infligé de grandes défaites aux Allemands, dans des combats d'homme à homme. Notre offensive aérienne a sérieusement diminué leur capacité à faire la guerre sur terre et dans les airs. Notre effort de guerre nous a donné une supériorité écrasante en armes et munitions, et a mis à notre disposition d'importantes réserves d'hommes bien entraînés. La fortune de la bataille a tourné ! Les hommes libres du monde marchent ensemble vers la Victoire !

J'ai totalement confiance en votre courage, votre dévouement et votre compétence dans la bataille. Nous n'accepterons que la Victoire totale !

Bonne chance ! Implorons la bénédiction du Tout-Puissant sur cette grande et noble entreprise.





SUPREME HEADQUARTERS
ALLIED EXPEDITIONARY FORCE



Soldiers, Sailors and Airmen of the Allied Expeditionary Force!

You are about to embark upon the Great Crusade, toward which we have striven these many months. The eyes of the world are upon you. The hopes and prayers of liberty-loving people everywhere march with you. In company with our brave Allies and brothers-in-arms on other Fronts, you will bring about the destruction of the German war machine, the elimination of Nazi tyranny over the oppressed peoples of Europe, and security for ourselves in a free world.

Your task will not be an easy one. Your enemy is well trained, well equipped and battle-hardened. He will fight savagely.

But this is the year 1944! Much has happened since the Nazi triumphs of 1940-41. The United Nations have inflicted upon the Germans great defeats, in open battle, man-to-man. Our air offensive has seriously reduced their strength in the air and their capacity to wage war on the ground. Our Home Fronts have given us an overwhelming superiority in weapons and munitions of war, and placed at our disposal great reserves of trained fighting men. The tide has turned! The free men of the world are marching together to Victory!

I have full confidence in your courage, devotion to duty and skill in battle. We will accept nothing less than full Victory!

Good Luck! And let us all beseech the blessing of Almighty God upon this great and noble undertaking.

Dwight D. Eisenhower



Guerre navale

Par Francis LIESSE

L'AUTEUR



Surnommé l'Amiral (pas celui des grosses têtes !), Francis accepte parfois de retourner sur le plancher des vaches pour nous faire part de sa science maritime. Il a gentiment accepté de rédiger cette rubrique iodée afin de partager avec nous sa passion et ses connaissances.

LES U-BOOTE DANS LA GUERRE

DVous avez pu constater, au vu des 2 tableaux, dans le numéro précédent, qu'une explication s'impose. Quand les sous-marins étaient peu nombreux, ils faisaient un massacre et lorsqu'ils étaient en nombre, ils se faisaient étriller.

Examinons-en les raisons plus en profondeur.

D'abord il convient de noter qu'Hitler, dès sa prise de pouvoir, s'est focalisé sur son arme préférée, la « Wehrmacht » - l'armée de terre -. Goering, son ami, s'occupant de sa « Luftwaffe ». Le parent pauvre était la « Kriegsmarine » du Grossadmiral Raeder, qui avait pourtant présenté un plan de construction d'une flotte de surface équilibrée prévue pour 1944-1945 (Plan Z).

La guerre éclata trop tôt, à un moment où les sous-marins n'étaient qu'un peu moins d'une soixantaine, ce qui ne permettait d'en avoir que 23 opérationnels.

Ce chiffre tomba même à moins d'une dizaine en octobre et décembre 1940.

Ce faible nombre d'engins au combat s'explique parce qu'il faut des sous-marins pour l'écolage, l'entraînement, certains sont en réparation, il y a du temps perdu pour se rendre sur le théâtre d'opérations et pour en revenir (environ 450 miles - 833 km - de détour par le Nord de l'Ecosse, la Manche est trop dangereuse à cause des mines).

Sur la soixantaine de sous-marins en service durant l'année 1940, il n'y en a ainsi qu'environ un tiers en patrouille.

La situation va s'améliorer un peu avec la défaite de la France et l'occupation des ports français de l'Atlantique.

Lorient est pris le 21 juin 1940 et dès le 7 juillet le 1er sous-marin y fait son entrée, l'U-30.

Ainsi Lorient, Brest, Saint-Nazaire, La Rochelle, Bordeaux, Toulon, vont être utilisés avec les ports d'Allemagne, comme Kiel ou Hambourg, mais également

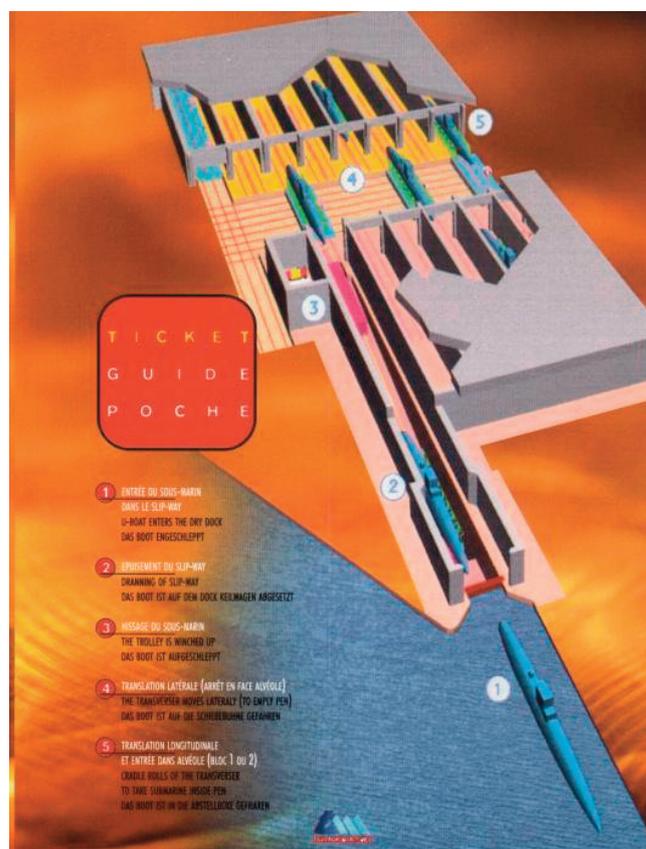
Narvik, Trondheim, Bergen, La Spezia, Konstanza, Salamis, etc.

Les bases françaises vont apporter d'évidentes facilités pour les sous-marins et Dönitz en profitera pour installer à Lorient, précisément à Kernevel, son quartier général.

Un mot sur les torpilles : des améliorations furent apportées au cours de la guerre, comme la création d'une torpille « autoguidée », la T 5, dite Zaunkönig », attirée par le bruit des hélices. Elle apparut en septembre 1943, bien trop tard pour renverser le cours des événements.

D'autres systèmes seront utilisés, comme la torpille Fat, qui après une ligne droite faisait un S et la Lut similaire à la Fat mais faisant plusieurs S.

Le schéma ci-dessous est celui des bunkers à sec de Lorient. Le sous-marin venant dans l'écluse 1, elle était vidée, l'engin reposant alors sur le chariot 2 qui montait vers le slipway, se déplaçait latéralement jusqu'à placer le sous-marin en face de son alvéole. Le tout demandant 15 minutes. Les 12 alvéoles s'appelaient Kéroman 1 et 2.



La photo ci-dessous montre Kéroman 3 avec son accès directement à l'eau.

En tout, 24 bunkers furent construits à Lorient.

Force est de constater que les années 1940 - 1941 sont l'âge d'or des U-boat qui, malgré l'insistance de

DERNIERE GUERRE MONDIALE



l'amiral Dönitz, n'avaient pourtant pas de priorité et se battaient en nombre insuffisant pour emporter la décision, à un moment où les Alliés n'avaient encore trouvé aucune parade réellement efficace pour contrer les « meutes de loups ».

Alors que les Anglais progressaient dans la lutte anti-sous-marine, la Kriegsmarine ne parvenait à réaliser des progrès qu'au niveau défensif : augmentation des canons anti-aériens, installation d'un détecteur de radar, mise au point des attaques par meutes, aucune amélioration technique importante ne vit le jour alors qu'on construisait de plus en plus de sous-marins. Il faut noter aussi que l'aviation, du fait de Goering, ne travaillait pas de concert avec les sous-marins pour découvrir les convois.

Il existait bien un projet de sous-marin révolutionnaire avec un moteur « Walter », qui aurait permis des vitesses de l'ordre de plus de 20 nœuds en plongée. Ce fut le seul projet à l'étude depuis 1939, et malgré de nombreux essais, il ne fut jamais au point.

Il fallut attendre l'hécatombe des sous-marins après mai 1943 pour étudier de nouveaux modèles, les types XXI et XIII, appelés aussi « Electro », capables de très bonnes performances, mais arrivant bien tard. Fin 1944, après entraînement, un sous-marin était déclaré opérationnel. Il se rendit aux Alliés en mai 1945. (Cette nouvelle technologie était très prometteuse).

Le schnorkel (tuyau permettant au moteur diesel de fonctionner sous l'eau) fut adopté tardivement, en 1943, moment où les Alliés possédaient déjà un radar centimétrique qui permettait de repérer même un périscope à fleur d'eau.

Ainsi, à partir du 2ème trimestre 1943, les Allemands commencèrent à subir la loi du plus fort, techniquement, qui continuait à perfectionner ses méthodes de lutte et son matériel, ce que les Allemands furent incapables de faire.

Les 3 photos suivantes montrent d'abord le schnorkel à ses débuts et, sur la seconde, le détecteur de radar (métrique) « Naxos » que l'on devait enlever pour plonger.

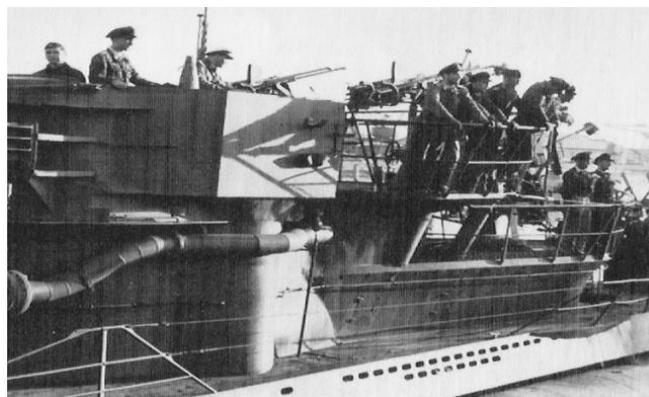
La troisième photo nous montre un armement complémentaire, affûts quadruples anti-aériens pour lutter contre les avions en restant en surface.

Je sais que trop de chiffres sont parfois rébarbatifs, aussi je vais me limiter à l'essentiel.

Le tonnage mondial coulé des Alliés fut d'environ 21 200 000 tonnes, dont 68% fut l'œuvre de sous-ma-

rins allemands, soit plus de 14 400 000 tonnes.

Les U-boot perdirent environ 760 des leurs, dont 264 à cause des bateaux et 250 d'avions, soit 514 sous-marins perdus, 67% des pertes attribués à ces deux vecteurs.



DERNIERE GUERRE MONDIALE



Un dernier chiffre, les Allemands possédaient 16 flottilles de combat et 15 flottilles d'entraînement. Les flottilles n'avaient pas de nombre précis de sous-marins.

Les quatre modèles décrits ci-dessous seront les derniers que je vous détaillerai. Il exista encore d'autres modèles, très proches des modèles de base, un descriptif n'est pas justifiable.

U-Boot de type IX B

Bâtiments dans la classe : U64 et 65, U103 à 111 U122 à U124

déplacement : en surface : 1051 tonnes
en plongée : 1178 tonnes

Dimensions : longueur 76,5 mètres
largeur 6,8 mètres
tirant d'eau 4,7 mètres

Machines :

2 moteurs diesel de 2200 chevaux chacun
2 moteurs électriques de 500 chevaux chacun

Vitesse : en surface : 18^{1/4} nd (soit 33,8 km/h)
en plongée : 7^{3/4} nd (soit 14,35 km/h)

Autonomie : en surface : 8100 milles à 12 noeuds
soit 15 001 km à 22,22 km/h
en plongée : 65 milles à 4 noeuds
soit 120 km à 7,41 km/h

Armement :

1 canon de 105 mm
1 canon de 20 mm AA
6 tubes lance-torpilles de 533 mm (4 à la proue et 2 à la poupe) avec 22 torpilles ou 6 torpilles et 42 mines

Equipage : environ 48 hommes

Quelques sous-marins furent modifiés pour opérer en Extrême Orient (les U-Boot opérant en Asie feront l'objet d'un article spécifique)



Type IXB

U-Boot de type IX C

déplacement : en surface : 1 102 tonnes
en plongée : 1 213 tonnes

Dimensions : longueur 76,80 mètres
largeur 6,78 mètres
tirant d'eau 4,72 mètres

Machines :

2 moteurs diesel MAN de 2200 chevaux chacun
2 moteurs électriques de 500 chevaux chacun

Vitesse : en surface : 18^{1/4} nd (soit 33,8 km/h)
en plongée : 7^{3/4} nd (soit 14,35 km/h)

Autonomie : en surface : 11000 milles à 12 nds
soit 20 372 km à 22,22 km/h
en plongée : 63 milles à 4 nds
soit 117 km à 7,41 km/h

Armement :

1 canon de 105 mm
1 canon de 37 mm AA
1 canon de 20 mm AA ()
6 tubes lance-torpilles de 533 mm (4 à la proue et 2 à la poupe) avec 22 torpilles.

Equipage : environ 48 hommes

Durant la guerre, l'armement évolua vers 1 canon de 37mm AA, 4 canons de 20 mm en 2 affûts double.



Type IXC

U-Boot de type VI C

déplacement : en surface : 749 tonnes
en plongée : 851 tonnes

Dimensions : longueur 67,1 mètres
largeur 6,20 mètres
tirant d'eau 4,8 mètres

Machines :

2 moteurs diesel MAN de 1400 chevaux chacun
2 moteurs électriques de 375 chevaux chacun

Vitesse : en surface : 17 nd (soit 31,48 km/h)
en plongée : 7^{1/2} nd (soit 13,89 km/h)

Autonomie : en surface : 6500 milles à 12 nds
soit 12 038 km à 22,22 km/h
en plongée : 80 milles à 4 nds
soit 148 km à 7,41 km/h

Armement :

1 canon de 88 mm
1 canon de 37 mm AA
2 canons de 20 mm AA



5 tubes lance-torpilles de 533 mm (4 à la proue et 1 à la poupe) avec 14 torpilles ou 14 mines.

Equipage : environ 44 hommes



Type VIIC

U-Boot de type X B

déplacement : en surface : 1763 tonnes
en plongée : 2177 tonnes

Dimensions : longueur 89,8 mètres
largeur 9,2 mètres
tirant d'eau 4,7 mètres

Machines :

2 moteurs diesel de 2100 chevaux chacun
2 moteurs électriques de 550 chevaux chacun

Vitesse : en surface : 16^{1/2} nd (soit 30,56 km/h)
en plongée : 7 nd (soit 12,96 km/h)

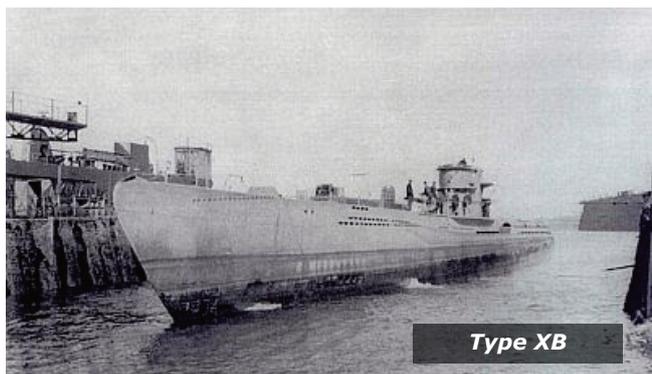
Autonomie : en surface : 14 5508 milles à 12 nds
soit 26 947 km à 22,22 km/h
en plongée : 93 milles à 4 noeuds
soit 172 km à 7,41 km/h

Armement :

1 canon de 105 mm
1 canon de 37 mm AA
1 canon de 20 mm AA
2 tubes lance-torpilles de 533 mm à la poupe avec
15 torpilles ou 66 mines

Equipage : environ 52 hommes

Il fut utilisé comme mouilleur de mines à très grand rayon d'action et son armement fût modifié en
1 canon de 37 mm AA
4 canons de 20 mm AA en 2 affuts double

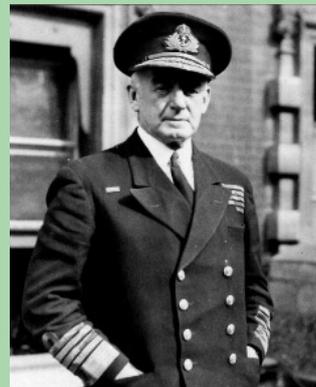


Type XB

BIOGRAPHIE

Sir Dudley POUND

Né le 29 août 1877 d'une famille aisée, son père était avocat, ancien élève d'Eton, sa mère, américaine, d'une famille aisée de Boston. En 1891, il entre dans la marine en tant que cadet, il gravit les échelons et est nommé capitaine de vaisseau, commandant le cuirassé HMS COLOSSUS pendant la bataille du Jutland en 1916.



Durant l'entre-deux-guerres, il fut affecté à la planification de la Royal Navy, dont il devint le directeur en 1922.

Il devient ensuite chef de cabinet de l'Amiral Roger Keyes (commandant en chef de la Flotte de la Méditerranée), nommé commandant de l'escadre de croiseurs de bataille en 1929, chef d'état-major de la Flotte de Méditerranée en 1935 et commandant en chef de la même Flotte en 1936.

Il fut nommé 1er Lord de l'Amirauté le 31 juillet 1939 et conduisit la Royal Navy dans les premiers combats de la 2ème guerre mondiale.

A ce moment, son état de santé n'est pas très brillant, une tumeur au cerveau est décelée, mais pas communiquée à l'Amirauté.

Churchill a dit qu'il était très facile de travailler avec lui, mais qu'il était rusé comme un vieux caïman.

La plus grande réussite de Sir Dudley Pound fut, sans nul doute, l'issue victorieuse de la bataille de l'Atlantique, sa décision la plus critiquée le désastre du convoi arctique PQ 17.

Sir Dudley Pound perdit sa femme en juillet 1943, il fut nommé à l'Ordre du Mérite le 3 septembre de la même année. Il donna sa démission le 5 octobre et mourut le 21 octobre.

Ces cendres et celles de son épouse ont été dispersées en mer.

Le coin des navires

Terminons la liste des cuirassés italiens avec la classe Littorio, 4 navires en 2 groupes, le 1er avec les Littorio et Vittorio Veneto et le 2ème avec les Roma et l'Impero.

LITTORIO

Cuirassé italien qui donna son nom à la classe.

déplacement : 41377 tonnes pleine charge

Dimensions : longueur hors tout : 237.76 m
largeur : 32.92 m
tirant d'eau 9,58 m

Machines :

8 chaudières Yarrow
4 turbines Belluzzo à engrenages
Puissance 128 200 cv



Vitesse : 30 noeuds (soit 55,56 km/h)

Armement :

9 canons de 381 mm
12 canons de 152 mm
12 canons de 90 mm AA
20 canons de 37 mm AA
28 canons de 20 mm AA

Equipage : 1930 hommes

Le ROMA et l'IMPERO ont des caractéristiques légèrement différentes :

déplacement : 41650 tonnes pleine charge

Dimensions : longueur hors tout : 260,1 m
largeur : 32,92 m
tirant d'eau : 9,66 m

Machines :

8 chaudières Yarrow
4 turbines Belluzo à engrenages
Puissance 128 200 cv

Vitesse : 30 noeuds (soit 55,56 km/h)

Armement :

9 canons de 381 mm
12 canons de 152 mm
12 canons de 90 mm AA
20 canons de 37 mm AA
32 canons de 20 mm AA

Equipage : 1930 hommes

Bâtiments dans la classe :

LITTORIO : lancé le 22/08/1937

VITTORIO VENETTO : lancé le 22/07/1937

IMPERO : lancé le 15/11/1939

ROMA : lancé le 09/06/1940



Le Littorio en 1940

Historique :

Littorio : Entre en service le 6 juin 1940. Il est très sérieusement endommagé le 11 novembre 1940 par l'attaque aérienne anglaise sur la rade de Tarente (il reçoit 3 torpilles). Il demeurera en réparation jusqu'en avril 1941. Il est légèrement endommagé lors de la bataille de Sirte, en mars 1942.

Rebaptisé ITALIA 5 jours après la chute de Mussolini, lors de la fuite vers Malte de la flotte italienne, après la capitulation du gouvernement Badoglio, il est sévèrement touché par une bombe planante allemande. Après la guerre, il est donné aux USA au titre des réparations puis démolé dans les années 50.

Vittorio Veneto : Entre en service le 28 avril 1940. Endommagé par une torpille lors de la bataille de Matapan en mars 1941, il sera indisponible jusqu'en août de cette même année. A peine remis en service, il est torpillé par le sous-marin HMS Urge et les réparations dureront jusqu'en mars 1942. Il est légèrement endommagé lors de la fuite vers Malte de la flotte italienne, après la capitulation du gouvernement Badoglio. Après la guerre, il est donné à l'Angleterre au titre des réparations puis démolé dans les années 50.

Impero : La guerre ne permettra pas à l'Italie de le terminer. Il est capturé par les allemands après la capitulation italienne et utilisé comme cible. Coulé par un bombardement aérien le 20 février 1945.

Roma : Entre en service le 14 juin 1942. Lors de la fuite vers Malte de la flotte italienne, après la capitulation du gouvernement Badoglio, il est coulé par une bombe planante allemande.



Littorio et Vittorio Veneto

LA X FLOTTIGLIA - ITALIE

Je vous ai parlé, dans le précédent numéro de cette Flottille dont les composants s'articulaient sur 2 axes, les Barchini (vedettes explosives) et les nageurs de combats.

Relatons les péripéties de ces derniers :

La création des torpilles humaines « SLC » expliquée dans le numéro précédent.

L'Amirauté Italienne était consciente que l'arrivée d'une escadre imposante de la Royal Navy en Méditerranée ne leur permettait pas un affrontement direct. Il fut alors demandé au commandant de la Flottille MAS, le capitaine de frégate Mario Giorgini d'étudier



la faisabilité d'une attaque des navires à l'ancre à Alexandrie.

En août 1940 l'Amirauté donna son feu vert à une attaque des navires anglais.

Sur ces entrefaites, en tenant compte de l'expérience de la première guerre Mondiale, il fut décidé de modifier des sous-marins pour le transport des hommes de la Flottille MAS.

Quatre sous-marins furent effectivement transformés pour le transport, par l'ajout de caisson et la mise à terre du canon de 100 mm : 2 de la classe PERLA, les AMBRA et IRIDE (pour la petite histoire : on parle toujours de la « Légion Condor » l'aviation allemande durant la guerre d'Espagne, mais l'Italie fit de même. L'IRIDE, avec un équipage italien, sous les ordres de Valerio Borghèse, fut mis à la disposition des Nationalistes espagnols où il prit le nom de « Gonzalez Lopez ». Il retourna à la Marine Italienne en reprenant son nom à la fin des hostilités espagnoles). Les 2 autres furent le GONDAR et le SCIRE de la classe ADUA (ces 2 classes de sous-marins avaient des performances identiques).

Peu de gens le savent, mais l'attaque des cuirassés anglais dans le port d'Alexandrie ne réussit pas du premier coup. Il fallut plus d'un an, du mois d'août 1940 à décembre 1941 et trois essais pour y arriver.

Durant le 1er essai (août 1940) le sous-marin IRIDE fut coulé par des avions du porte-avions HMS EAGLE, quelques plongeurs en réchappèrent, dont celui qui fut le plus célèbre, le lieutenant de vaisseau Luigi Durand de la Penne.

Le second essai (septembre 1940) se solda également par un échec, un grenadage et la capture des Italiens, dont le commandant de la Flottille qui avait pris le commandement de l'opération.

La 3ème opération fut la bonne, 3 SLC, les 221, 222, et 223, amenés le 13 décembre 1941 au large d'Alexandrie par le SCIRE, sous les ordres du capitaine de frégate Valerio Borghèse.

Le SLC 221 déposa sa charge sous le cuirassé HMS VALIANT, le SLC 223 prit comme cible le cuirassé HMS QUEEN ELIZABETH et le 223 un pétrolier, le SAGONA.

Vers 6h25 les explosions retentirent et les 2 cuirassés coulèrent quasiment droit (ce qui fut une aubaine pour la Royal Navy, car les Italiens ne surent pas vraiment qu'ils avaient été coulés), le pétrolier fut pulvérisé. Les équipages italiens furent fait prisonniers et rendus à la liberté lors de l'armistice signé avec les Alliés en 1943.



Le s/m Scire équipé pour le transport des «SLC»

Ce fut le plus grand succès des nageurs de combat italiens. Mais la Regia Marina n'en profita pas, la bataille de Matapan, le 28 mars 1941, avait refroidi les ardeurs des amiraux italiens. (Cet épisode fera l'objet d'un prochain article).

MOTS DE MARINS

Barrer le T

Nombre d'entre vous ont entendu ce terme de tactique navale « barrer le T de l'adversaire ».

De quoi s'agit-il?

Lorsque des navires de combat font route, ils naviguent toujours en ligne de file, c'est-à-dire, l'un derrière l'autre (c'est plus facile, même route au compas, diminution du risque de collision en cas de changement de cap, etc.)

Maintenant, en cas de combat, lorsqu'un navire doit tirer, il a plus de chances de toucher sa cible sur la longueur que sur la largeur, car la distance est plus malaisée à déterminer que le relèvement et les obus sont souvent au bon endroit, mais trop courts ou trop longs.

C'est la raison de fermer le T, de placer sa file de navire dans cette position de la barre supérieure, cela permet également d'avoir tous ses canons (avant et arrière) portants, contrairement à l'adversaire qui n'a que ses tourelles de proue pour riposter.

Le cas le plus flagrant est le combat que mena le « HMS HOOD » (croiseur de bataille, fleuron de la Royal Navy) de l'Amiral Holland, qui, le 24 mai 1941, possédant des canons plus puissants que le Bismarck, fonça sus à l'ennemi dans la bonne tradition de la Royal Navy, n'ayant que ses deux tourelles de proue battantes. Le Bismarck tira de toutes ses tourelles et toucha le Hood en son centre par une salve plongeante. Le malheureux navire explosa puis coula, emportant tout son équipage. Il n'y eut que trois survivants

Babord et tribord

Lorsque vous vous trouvez sur un bateau et que vous regardez vers la proue (l'avant) tout ce qui se trouve à droite s'appelle TRIBORD et l'opposé, ce qui se trouve à gauche est à BABORD.

Un petit moyen mnémotechnique : n'en retenir qu'un des deux, par exemple « Tribord » égal « droite ». Par opposition l'autre, « Bâbord », est « gauche ». Si vous voulez retenir les deux, vous allez avoir des hésitations

Sources :

Italian Warships of WW 2.

Encyclopédie des armes.

L'univers des Armes de Olivier Achard.

divers sites Internet.

Histoire de la marine allemande F.E. Brézet.

La guerre navale encyclopédie ch. Colomb.

Histoire de la guerre sur mer édit. Bordas

Conway's all the world's fighting ships



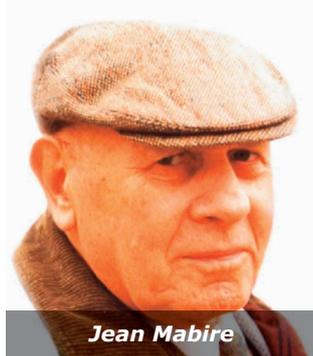
Jean Mabire : historien ou romancier ?

Par Daniel LAURENT

L'auteur

Jean Mabire (1927-2006) est un auteur prolifique ayant plus de 100 livres à son actif, sur des sujets variés comme le paganisme, la Normandie et les Normands, l'histoire militaire et pas seulement celle de la seconde guerre, la mer et les marins, des portraits d'écrivains et autres.

Il est surtout connu pour ses livres consacrés à l'armée allemande, y compris les volontaires français (Waffen-SS, LVF) qui en faisaient partie et dont il a pu interviewer des survivants après-guerre, lui donnant ainsi l'occasion d'être le premier à parler d'eux.



Jean Mabire

Des critiques ont été émises sur le caractère romancé des ouvrages de Jean Mabire consacrés à la

Waffen-SS et sur la complaisance dont il aurait fait preuve envers eux.

Ces polémiques et critiques ont entraîné, entre autres, le retrait des livres de Jean Mabire de la librairie du Mémorial de Caen en 2000.

Alors, Jean Mabire, historien ou romancier ?

Le livre

SS en France de Jean Mabire, Grancher, 2012. L'ouvrage a été originellement publié sous le pseudonyme d'Henri Landemer, *SS en France*, Paris, Balland, 1974. Il s'agit donc d'une réédition d'autant plus que l'auteur est décédé en 2006.

- Qu'est ce qui justifie la réédition ?
- Pourquoi avoir changé le nom de l'auteur du pseudonyme vers le véritable ?

Voici la réponse de l'éditeur :

Nous procédons à la réédition intégrale progressive des livres de J. Mabire parus chez nous au fil des années. J. Mabire avait lui-même décidé de ne plus publier sous ce pseudo.

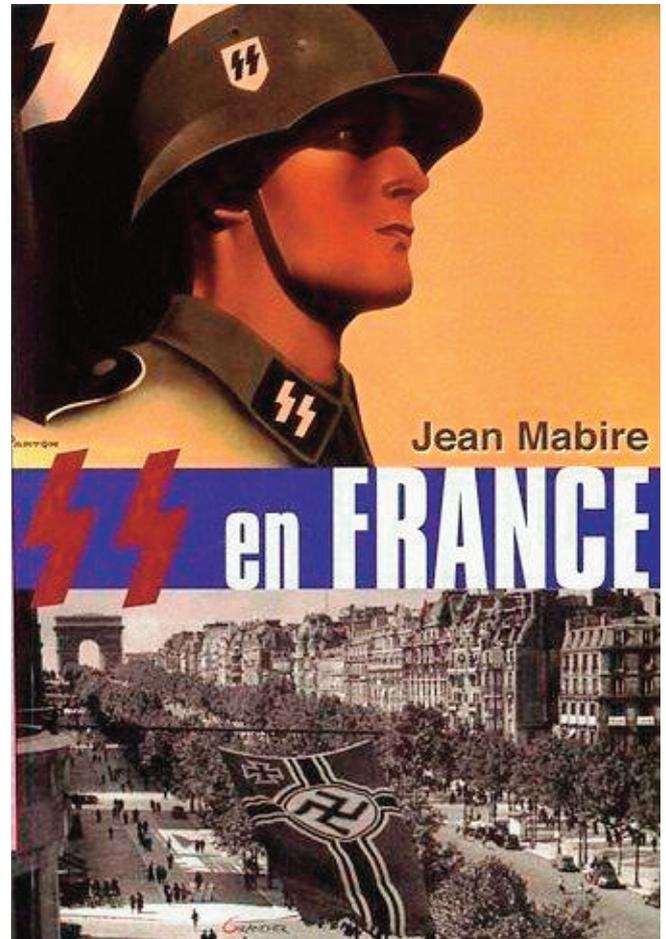
Bon, c'est du Mabire :

« Les SS (...) savent qu'ils font partie d'un véritable ordre, qui est à la fois une armée, une école et une Église. Ils sont certains de porter le germe du nouvel État »

Dans la bibliographie en fin de livre, pas un brin d'archives, mais des auteurs soigneusement triés.

Dans l'ouvrage, aucune note en pied de pages, aucune précision quant aux nombreuses citations de dialogues entre Waffen-SS.

Le livre est abondamment illustré de photos de braves Waffen-SS au combat et de portraits d'officiers. J'ai trouvé plusieurs photos de soldats français, des prisonniers qui ont le sourire. Ils sont sympas, ces SS.



Je suis même tombé sur un paragraphe où les gentils Waffen-SS rendent les honneurs à une unité française qui, selon eux, s'est bien battue.

Crimes ? Quels crimes ?

Il est bien connu que seules des unités de la Heer ont commis des crimes en France, voir l'article de Cédric Mas au sujet de Rommel dans le numéro 3 de *Dernière Guerre Mondiale*, page 41.

L'historien Julien Fargettas délire donc quand il attribue à des unités SS, dont la *Totenkopf*, des assassinats de soldats noirs en France (voir *Histomag'44* no. 65, mai-juin 2010, page 11). C'est bête, il tire cela de sa thèse de Doctorat d'histoire pour laquelle il a eu les félicitations du jury. Décidément, ces universitaires n'y comprennent rien.

Ceci dit, cet ouvrage se lit bien, l'auteur étant sans contester un excellent écrivain.

C'est son statut d'historien qui est discutable et certains le dénoncent avec vigueur.

Le sondage

Afin d'éviter de vous donner mon unique point de vue sur cet auteur, je me suis livré à une opération sondage sur plusieurs forums d'histoire :



Mabire, ca se lit ou non ?

Si oui, pourquoi ?

Si non, pourquoi ?

Réponses provenant des forums suivants :

<http://www.histoquiz-contemporain.com/forum/index.php>

<http://www.livresdeguerre.net/accueil/index.php>

<http://www.croixdefere.net/forum//index.php>

<http://us.army.39.45.xooit.com>

<http://www.passion-histoire.net/n/www/>



Comme beaucoup, je l'ai découvert adolescent et j'ai tout lu concernant les Français en Russie. Le seul problème est qu'il nous les rend sympathiques, comme des héros de roman, alors que la réalité est toute autre ! Ado, on n'a pas assez de recul et sympathiser avec ces volontaires vous fait glisser très vite comme facho de salon, incollable sur le moindre fait d'armes et vous trouvez facilement des copains ayant le même point de vue que vous. Ensuite, quand on devient adulte et que l'on se familiarise plus avec l'histoire et ses propres problématiques (rigueur, sources étayées etc...) on se rend compte rapidement que Mabire n'est qu'un romancier imaginaire qui veut nous rendre familiers ses personnages : Son seul éventuel avantage est chronologique, il a sans doute pu interroger bon nombre de survivants !



A lire au deuxième degré. Tous les dialogues sont inventés.



C'est assez délicat comme sujet car Jean Mabire, associé à Eric Lefèvre pour certains ouvrages, a «vulgarisé» et mis à la portée de tous, l'Histoire d'hommes, des français, ayant servi sous l'uniforme allemand durant la SGM. Nous savons aujourd'hui que l'auteur s'est servi des récits des anciens combattants de la LVF/Sturmbrigade/Charlemagne comme base pour ses livres sur ce sujet. De ce fait, beaucoup de lecteurs peu avertis du côté «nostalgique», à la limite pro-nazi, mais romancé de ces livres, prennent pour argent comptant «l'histoire»... qui sur le fond, part d'une réalité, celle des survivants de cette période. Donc ça se lit, plutôt bien même pour qui ne cherche pas à creuser le sujet et d'ailleurs, je crois que Jean Mabire, auteur très controversé est plus connu pour ses ouvrages sur la Seconde Guerre Mondiale que pour le reste de sa bibliographie... non négligeable, et ce serait réducteur que de le cantonner dans les récits sur la dernière guerre.



OUI sans hésitation! Je possède beaucoup de ses livres. Côté historique et réalité, beaucoup de faits relatés sont à prendre «avec des pincettes», mais franchement, j'ai plaisir à le lire. On peut lui reprocher beaucoup de choses (parti pris et certaines complaisances sans-doute avec le 3ème Reich), mais peu d'écrivains ont fait autant de livres sur le sujet. Maintenant, on aime ou on n'aime pas son côté romance... Je pense que si Grancher réédite actuellement certains de ses livres, c'est que je ne suis pas le seul à le penser. A noter enfin qu'il a aussi écrit sur les paras anglais, les paras américains, et l'armée Française.



Oui ça se lit incontestablement et il n'y a qu'à voir ses tirages et retirages! Mais il faut le lire avec un peu de recul. Avoir en tête outre le côté «romancé», que selon les opus il n'a pas forcément fouillé son travail. Il a vraiment dû faire des recherches pour certains et pour d'autres davantage exploiter la littérature allemande existante. Je pense à toute la série sur les divisions SS ou paras notamment. Après il faut prendre garde au côté apologétique de ces volumes et restituer les choses dans leur cadre. Ceci étant les ouvrages sur d'autres bords sont tout aussi romancés. En tout état de cause c'est ce style qui fait de ses livres des bouquins grand public avec tous les «raccourcis» que cela implique. Et pour ma part, j'ai aussi beaucoup apprécié certains volumes comme celui sur Narvik moins connu que ceux sur les divisions SS.

Il faut noter se souvient qu'il a été sous-officier pendant la Grande Guerre et tient à vérifier par lui-même la manière dont ses hommes entretiennent leurs armes. (D.R.)



« Le livre est abondamment illustré... »

Pour moi c'est également oui, j'ai particulièrement apprécié la série sur les paras, et c'est par lui que j'ai appris l'existence de volontaires Français dans l'armée allemande. Je partage les mêmes recommandations que mes camarades quant à un certain parti pris, ne pas tout prendre pour argent comptant.



J'ai voté oui, mais Mabire reste à lire avec beaucoup de circonspection car lorsqu'il écrit les récits (ou doit-on dire romans) au sujet de la LVF, la Wallonie et autres Charlemagne, il a tendance à glorifier les combattants. Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil.



J'ai plusieurs livres de lui et cette tendance revient à chacun de ses ouvrages. Par contre, l'on ne retrouve pas - sans les dénigrer - cette tendance dans son ouvrage au sujet des paras britanniques «Les Diables Rouges attaquent la nuit». En fait, Mabire était un écrivain, pas un historien.



Oui, il faut le lire!!!! Mais je pense qu'il faudrait plutôt le considérer comme un écrivain de Roman «un peu» historique! Je ne vais pas discourir sur cet homme, mais, dans ma jeunesse, il me semblait «un peu» mal orienté! Maintenant, j'en suis sûr, il est mal orienté! Il faut le lire et surtout ne pas hésiter à le «critiquer» et rétablir l'ensemble du contexte de ces unités!



Ca se lit, plutôt bien même, mais avec beaucoup de recul et le souci d'avoir d'autres ouvrages sur le sujet. Lorsqu'il n'écrit pas sur les unités controversées c'est plutôt sympa (la révolte des Boxers par exemple)



Ecoute, je suis assez embêté... J'en ai lu... Pas mal... L'histoire est assez prenante... Mais avec le recul et après les avoir relus une seconde fois, j'ai eu du dur à décortiquer le «vrai» du «faux»... je veux dire par là que c'est TRES romancé!!! De plus, et c'est là où ça me gêne encore plus, c'est que c'est très axés Allemand et Waffen SS! (Pour ne pas dire exclusivement) Donc, pour moi, on peut s'en passer...



Les livres de Mabire ont été retirés du Mémorial de Caen, on se demande bien pourquoi... J'ai lu quelques livres de Mabire et à chaque fois j'étais très mal à l'aise car, alors que je cherchais à m'informer, j'avais la très nette impression que l'auteur m'entraînait vers une compromission inacceptable et une véritable compassion pour les W.SS. Quant aux préférences politiques de cet auteur, il suffit de se renseigner, aujourd'hui avec le Net c'est si facile. Les élans lyriques avec lesquels il décrit les Waffen S.S sont tout simplement nauséabonds.



Gamin, j'ai lu Mabire que je trouvais facilement à la bibliothèque municipale, j'ai tremblé avec les jeunes de la SS à Berlin ou dans les Carpathes, sauté sur la Crête, il écrivait bien un style simple et fluide, je n'étais pas assez érudit à l'époque pour cerner les contradictions et les erreurs car comme dit plus haut ce sont plus des romans que de l'histoire, un peu comme du Paul Carrel. Il n'a pas écrit que sur la SS

(rôle qu'on lui donne en général) et dans les années 70 il donnait une autre vision (version) de l'histoire. Comment des gars de 20 ans (voire moins) pouvaient choisir d'aller se battre pour un pays ennemi ?



J'ai voté «Oui» d'une part parce que j'ai lu ses ouvrages, d'autre part parce que je crois qu'il permet aux profanes de faire connaissance avec les divisions SS ou parachutistes au travers d'un texte facile à lire, sans chiffres précis à retenir et sans trop de détails qui pourraient les rebuter. Bien évidemment, Mabire donne un peu trop dans l'apologie et il faut donc prendre le recul nécessaire. Je crois que je partage cette opinion avec la majorité des membres de ce forum, d'après ce que j'ai pu voir dans les statistiques du vote et dans les posts précédents.

Fiche Technique

SS en France de Jean Mabire, Grancher, Paris, juin 2012

Famille : Histoire thèmes et grandes périodes

Sous-famille : XXème siècle

Sous-sous-famille : Nazisme et shoah

Reliure : Broché

Page : 270 p

Format : 23 x 16 cm

ISBN : 978-2-7339-1212-6

17,00 €

Présentation de l'éditeur

Cet ouvrage retrace l'histoire et les combats que vont livrer les unités SS en France dès le 10 mai 1940 et ce jusqu'à la déroute du IIIe Reich.

Le lecteur va découvrir les différents corps d'armées qui composaient les forces SS, leur organisation et leurs particularismes. Parmi elles, la Leibstandarte SS Adolf Hitler, les régiments Deutschland, Germania et Der Führer, ou encore la division Das Reich et les régiments d'infanterie Totenkopf. Ce livre richement documenté de photos est un des plus connus de son auteur, le romancier et historien normand Jean Mabire.





Prisonniers nazis en Amérique De Daniel Costelle

Présentation par Daniel LAURENT

L'AUTEUR



Faut-il présenter l'auteur ? Daniel Costelle explore depuis plus de trente ans les archives des grands conflits du XXème siècle. Co-auteur de nombreuses séries documentaires télévisées

comme *Les Grandes Batailles* ou plus récemment *Apocalypse*, il a également publié une quinzaine d'ouvrages dont *L'histoire de l'aviation* couronné par l'Académie Française, et plus récemment avec Isabelle Clarke *La blessure, la tragédie des harkis, Apocalypse* et *Apocalypse Hitler*.

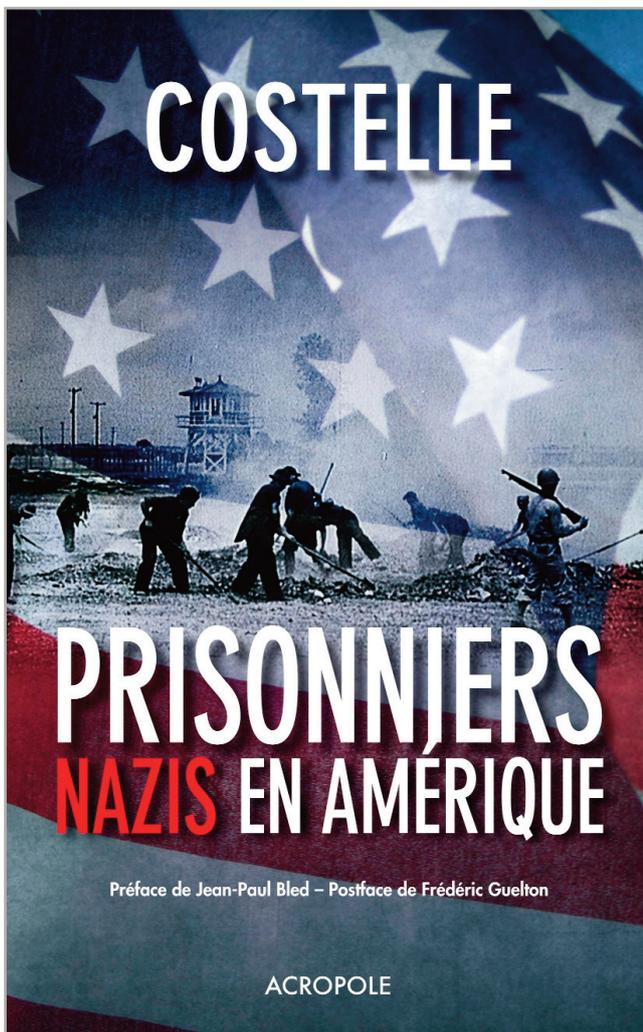
Le livre

Cette édition 2012 est en fait une réédition, abondamment enrichie, d'un premier livre de 1975 sur ce sujet.

L'ouvrage est basé sur une multitude de témoignages recueillis par l'auteur auprès de soldats allemands qui, capturés par l'armée américaine entre mai 43 (Tunisie) et la fin de la guerre, ont traversé l'Atlantique pour se retrouver prisonniers dans divers camps aux USA, les premiers ayant été construits dès 1942.

Ce n'était d'ailleurs pas plus mal pour eux dans la mesure où les USA, appliquant strictement la convention de Genève (citée en annexe du livre), leur réservait un accueil débordant d'abondances qui surprit la plupart d'entre eux.

Mais certains prisonniers, les nazis les plus fanatiques, virent dans ce traitement un signe de faiblesse de l'Amérique « enjuivée » et s'engagèrent dans une campagne de prise en main politique de leurs camarades.



Inhumation sous la croix gammée en terre US

Il est à noter que les plus actifs, les plus fanatiques provenaient tous du premier lot de prisonniers, à savoir les 130 000 soldats de l'Afrikakorps capturés en mai 1943 en Tunisie. La légende d'un Rommel pas vraiment nazi en prends encore un coup à la simple lecture de ce que disaient et faisaient ses hommes.

Les gardiens américains furent totalement pris au dépourvu et débordés par l'intense activité de propagande développée par ces nazis.

De propagande mais aussi de police : Plus de 600 prisonniers jugés « traîtres a la Cause » furent assassinés par leurs camarades qui appelaient cela « exécutions ».

Rares furent les assassins qui subirent les maigres foudres de la justice américaine. De plus, le racisme



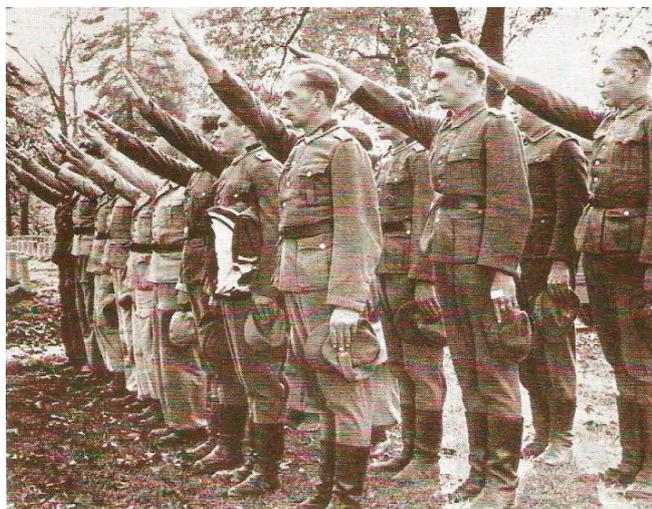
qui régnait à l'époque aux USA envers les « coloured » n'était pas fait pour ralentir les nazis qui, de par les contacts qu'ils avaient en allant travailler à l'extérieur des camps, voyaient comment cela se passait pour les Noirs et les Mexicains. Pas tout à fait comme pour les Juifs mais c'était déjà une bonne « avancée »

Les chants, les manifestations, l'apparition des croix gammées étaient fréquentes. La plupart d'entre eux avaient un portrait de Hitler au-dessus de leur lit. Jusqu'à la fin, et même après la mort du Führer, le dogme de la victoire finale fut défendu avec violence.

Incapables de calmer le jeu, les Américains en arrivèrent à créer 2 types de camps : Un pour les Nazis, un pour les autres. Les résultats furent loin d'être ceux espérés et cet état de fait perdura jusqu'au retour en Europe des derniers prisonniers après la fin de la guerre.

Je ferai mienne la conclusion de Jean-Paul Bled, historien, professeur émérite à l'Université Paris-Sorbonne :

Le livre de Daniel Costelle a doublement la force d'un document d'histoire. D'abord parce qu'il éclaire un épisode de la Seconde Guerre mondiale laissé le plus souvent dans l'ombre. Ensuite parce qu'il montre comment une idéologie fanatique peut tenir sous son emprise des esprits endoctrinés. Une leçon du passé à méditer aujourd'hui plus que jamais !



Etranges prisonniers

L'auteur a eu l'amabilité de lire notre présentation et de nous faire parvenir ses commentaires :

Merci pour l'article et sa présentation, il n'y a que la mention de « réédition » qui me chagrine parce que j'ai travaillé plusieurs mois pour littéralement refaire le livre. Non seulement l'améliorer, le compléter, lui donner une allure plus moderne, mais le revoir à la lumière des cent et quelques émissions de guerre que j'ai pu faire depuis.

Ce qui m'a frappé en relisant le premier texte, et c'est ce que j'ai développé ensuite, c'est son côté « Pont sur la Rivière Kwai » c'est à dire l'ironie de l'absurdité engendrée par des postulats de départ absurdes. La guerre est génératrice de ce type de situations, mais ici, l'humour noir est sans arrêt présent, comme en

témoignent les pages sur les évasions, un prisonnier doit s'évader, c'est la règle, il ne pense qu'à ça, mais quand il l'a fait et qu'il se retrouve au centre de l'Arizona, bonjour le retour en Allemagne.

A contrario y a une autre idée sur laquelle on pourrait revenir, c'est la logique de tout cet illogisme. C'est une logique militaire.

Tout le système est clair, conventions de Genève, etc, mais le courrier des prisonniers allemands, qui fonctionnera très bien toute la guerre grâce à l'Agence des Prisonniers du CICR à Genève qui achemine des milliards de lettres, oui milliards, donc ce courrier, intercepté par la censure, inquiète les responsables nazis.

Toutes ces descriptions de conditions idéales, le pain blanc, la nourriture, le sentiment de tranquillité, etc, menacent de provoquer des vagues de reddition ou de désertions. La logique est donc d'y installer l'enfer sous la forme de ces tribunaux, etc.

Fiche Technique

Prisonniers nazis en Amérique de Daniel Costelle

Editeur : Acropole

Date de parution : 31 mai 2012

ISBN : 9782735703685

364 pages, cahier photos de 16 pages

Format 14 X 22.5 cm

Prix public : 18,50 €

Saviez-vous que 380 000 soldats allemands capturés par les Alliés, dont de nombreux nazis, furent envoyés aux Etats-Unis à partir de 1942 dans des camps de prisonniers ? Ce qui s'y est passé semble inimaginable aujourd'hui, et pourtant...

Les autorités militaires américaines ont respecté la Convention de Genève au point de laisser proliférer l'idéologie nazie dans ces camps de prisonniers, plus de 500 installés dans les zones rurales du sud des Etats-Unis. Les soldats les plus fanatiques ont voulu croire jusqu'au bout à la victoire du Reich et fait régner la terreur, mettant à mort les traîtres. Pour arrêter les assassinats en série, il a fallu créer des camps séparés pour nazis et anti-nazis. A partir de 1944, le soldat hitlérien devint réglementaire.

Daniel Costelle s'appuie sur de très nombreux témoignages oraux recueillis dans les années 1970 – anciens prisonniers, gardiens, civils américains, articles de presse de l'époque – pour raconter cette épopée et le choc de la rencontre entre deux mondes si antagonistes.

Préfacé par l'historien des mondes germaniques Jean-Paul Bled et postfacé par l'historien militaire Frédéric Guelton, ce document exceptionnel se lit comme un roman. C'est aussi une mine d'informations qui livre des réflexions salutaires sur la guerre et le totalitarisme.



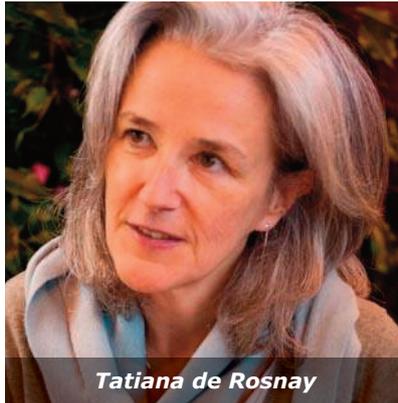
Elle s'appelait Sarah de Tatiana de Rosnay

Présenté par Germaine STEPHAN

L'auteur

Née de mère britannique et de père français, Tatiana de Rosnay est mariée et a deux enfants ; elle a vécu à Paris, Boston et enfin en Angleterre. De retour à Paris en 1984, elle est attachée de presse, puis journaliste pour *Elle* et critique littéraire pour *Psychologies magazine*.

Depuis 1992, Tatiana de Rosnay a publié huit romans en français et deux en anglais. Elle a aussi collaboré à la série Affaires familiales pour laquelle elle a écrit deux épisodes avec le scénariste Pierre-Yves Lebert. Cette série fut diffusée sur TF1 pendant l'été 2000.



Tatiana de Rosnay

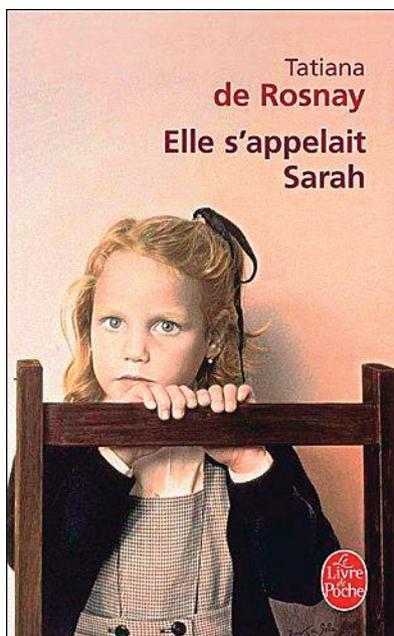
Son roman de 2006, *Elle s'appelait Sarah*, met en parallèle deux histoires, l'une se déroulant lors de la rafle du Vélodrome d'Hiver en 1942. Les droits de ce roman ont été vendus pour vingt pays. À la fin 2009, indique son éditeur, le livre a dépassé les deux millions d'exemplaires vendus dans le monde. L'adaptation du livre au cinéma, sous le même titre, *Elle s'appelait Sarah*, avec Kristin Scott Thomas, écrite par Serge Joncour et réalisée par Gilles Paquet-Brenner, est sortie le 13 octobre 2010.

Le livre

Ce livre, romancé quoique fortement teinté d'authenticité, raconte en alternance l'arrestation et la détention d'une famille juive et la quête d'une journaliste américaine intriguée et très intéressée par ce drame survenu des années plus tôt.

Le récit de l'arrestation et de la détention est vu à travers la petite Sarah. C'est très prenant et émouvant.

En juillet 1942, le régime de Vichy voulant plaire à ses nouveaux maîtres accepte l'ordre de procéder à l'arrestation des juifs de Paris. Pris d'une émulation servile, Vichy va en livrer bien plus que le quota exigé.



Tatiana de Rosnay
Elle s'appelait Sarah

L'opération, appelée par dérision ou cynisme « vent printanier » va mobiliser 9000 policiers et gendarmes français ainsi que la totalité des autobus urbains de la ville, aux couleurs si reconnaissables.

Aucun Allemand ne prendra part à ces arrestations effectuées avec une grande brutalité bien souvent.

Le 17 juillet 1942, 13152 adultes et 4115 enfants, tous porteurs de la fameuse étoile jaune, sont enfournés sous les coups dans les fameux autobus parisiens verts et blancs, direction le Vélodrome d'Hiver appelé familièrement Vel' d'Hiv'. Après un séjour dans des conditions innommables, les parents seront séparés de leurs enfants et envoyés directement à Auschwitz. Les enfants vont être acheminés dans un centre à Drancy et quasiment abandonnés à eux-mêmes, sans soins ni nourriture, sous la garde exclusive des policiers français.

Ils seront finalement également envoyés à Auschwitz.

Il n'y aura que moins de cent adultes rescapés. Aucun enfant ne survivra.

Fiche Technique

Elle s'appelait Sarah de Tatiana De Rosnay

Agnès Michaux (Traducteur)

Éditeur : Le Livre de Poche, 2008

ISBN : 2253122084

Edition originale

Présentation de l'éditeur

Paris, juillet 1942 : Sarah, une fillette de dix ans qui porte l'étoile jaune, est arrêtée avec ses parents par la police française au milieu de la nuit. Paniquée, elle met son petit frère à l'abri en lui promettant de revenir le libérer dès que possible.

Paris, mai 2002 : Julia Jarmond, une journaliste américaine mariée à un Français, doit couvrir la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv. Soixante ans après, son chemin va croiser celui de Sarah, et sa vie changer à jamais.

ELLE S'APPELAIT SARAH, c'est l'histoire de deux familles que lie un terrible secret, c'est aussi l'évocation d'une des pages les plus sombres de l'Occupation.

Un roman bouleversant sur la culpabilité et le devoir de mémoire, qui connaît un succès international, avec des traductions dans vingt pays.

Ce livre a obtenu le prix Chronos 2008, catégorie lycéens, vingt ans et plus.

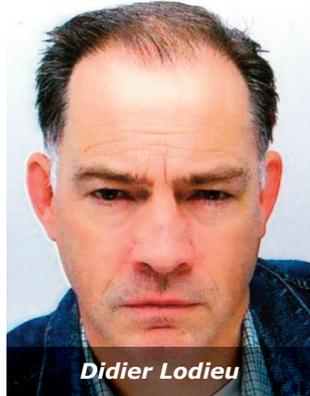


Combats pour St. Lambert-sur-Dives de Didier Lodieu

Présenté par Daniel LAURENT

L'auteur

Didier Lodieu est né en 1957. Normand d'origine, passionné de la bataille de Normandie, il a parcouru et étudié les champs de batailles depuis l'âge de 13 ans. Grâce à ses recherches en archives et à ses rencontres avec des vétérans, il tente de cerner au plus près la vérité historique, ce qui lui permet d'apporter des informations totalement inédites. Il a rédigé plus de 2000 pages de notes et interviewé plus de 400 vétérans.



Didier Lodieu

Bibliographie

45 Tiger en Normandie : la s. Pz. Abt. 503, Ysec, Louviers, 2002 (ISBN 2846730156)

Objectif Chambois : Secteur américain, 90th US inf. div., Ysec, Louviers, 2003 (ISBN 284673027X)

D'Argentan à la Seine : le bataillon de Panther de la 9. Panzerdivision face au XVth US Corps, Ysec, Louviers, 2003

La Massue : les soldats polonais dans la bataille de Normandie, Ysec, Louviers, 2004 (ISBN 2846730350)

Combats sur la Seine, Ysec, Louviers, 2005

La Division Meindl, Russie 1942, 2006

Le IIIe Panzer Korps à Kursk : engagement des 6 PZ Div., 7 PZ Div., 19 PZ Div. et la S. PZ ABT. 503 durant l'opération Zitadelle, Histoire et Collections, Paris, 2007

Mourir pour Saint-Lô : juillet 1944, la bataille des haies, Histoire et Collections, Paris, 2007 (ISBN 9782352500346)

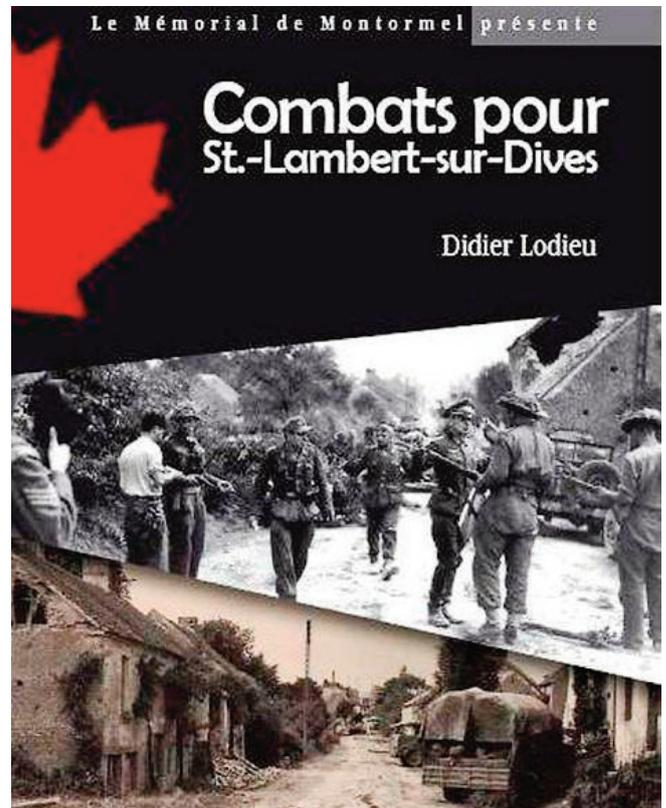
<http://didierlodieu.voila.net/>

Le livre

Combats pour Saint-Lambert-sur-Dives est le premier livre de Didier Lodieu publié par le Mémorial de Montormel. Il inaugure la Collection « La Poche de Falaise-Chambois » et il y en aura d'autres ensuite.

C'est du Lodieu, donc du militaire. Le combat de cette poignée de Canadiens faisant face à un grand nombre de soldats allemands en retraite et tentant de sortir du piège de la poche de Falaise est retracé minute par minute, unité par unité, du 16 au 21 août 1944, à grand renfort de photos aux légendes détaillées.

Si le texte est clair et facile à lire, il n'en demeure pas moins que cette « facilité » s'arrête dès que le lecteur tente de se mettre à la place de ces combattants, exercice pénible, saleté de guerre.



L'interview

L'auteur a eu l'amabilité de bien vouloir répondre à nos questions :

Daniel Laurent : Tiens, un livre qui parle plus des Canadiens que de la Wehrmacht. Votre bibliographie avant ce livre est très Feldgrau. Qu'est-ce qui nous vaut cette initiative ?

Didier Lodieu : Les livres que j'ai réalisés auparavant portaient avant tout sur la bataille de Normandie. Mais effectivement, on retient davantage les titres comme « D'Argentan à la Seine » ou encore « Combats sur la Seine » qui traitent le côté allemand. Mais on oublie des livres comme « Objectif Chambois » qui concernait l'engagement de la 90th US Inf. Div. ou « La Massue » qui a été le premier livre à traiter l'histoire des Polonais dans la Bataille de Normandie. Ces deux derniers livres sont aujourd'hui épuisés. En revanche, tous mes livres sur la guerre en Russie ont été vus du côté allemand. J'ai même essayé un jour de traiter un sujet du côté soviétique, mais les historiens russes me l'ont déconseillé. Tous les récits soviétiques publiés ont servi à la propagande et en aucun cas on ne peut parvenir à faire un livre objectif, m'ont-ils déclaré.

Daniel Laurent : Deux absentes de marque dans l'ouvrage : Les notes en pied de page et la bibliographie. D'où la question : D'où tirez-vous ces informations ? Les notes à ce sujet en page 5 manquent de clarté, c'est dommage.



Didier Lodieu : Il me semble avoir expliqué que nous avons collecté tous les War Diaries qui s'avèrent totalement incomplets et peu fiables. Toutefois, ils nous ont servi à constituer une trame sur laquelle nous avons apporté divers récits de vétérans. Mais ce ne fut pas aussi facile que cela, car il a fallu vérifier toutes les dates, qui étaient erronées la plupart du temps. Ce travail a représenté un véritable puzzle. Les deux meilleurs livres que j'ai cités et qui ont traité cet engagement du South Alberta ont rencontré les mêmes problèmes et sont souvent tombés dans le piège. Toutefois, ils nous ont aidés considérablement. Le Musée de Montormel a aussi récupéré des témoignages fort utiles. Pour arriver à établir la vérité, Stéphane Jonot et Frédéric Normand se sont rendus sur place pour arriver à comprendre les faits.

Daniel Laurent : A vous lire, surtout dans les passages les plus durs au niveau de ce que ces combattants ont souffert, on a l'impression que vous y étiez. Qu'en dites-vous ? J'ai presque envie de vous demander si, comme Jean Mabire, vous inventez des dialogues mais je ne vous ferai pas cette insulte.

Didier Lodieu : Notre idée de départ pour ce livre était la suivante : nous voulions un livre passionnant pouvant être destiné aux lecteurs les plus pointus, mais aussi aux personnes non spécialistes. Il faut prendre en compte que les spécialistes ne sont qu'une minorité. Evoquer les Pz.Gren. Rgt., les SS-Pz.Aufkl.-Abt. et autres abréviations réduisent le lectorat. C'est la raison pour laquelle nous n'avons mentionné que très peu de renseignements sur l'armée allemande. Ce qui ne nous empêchera pas de revenir sur le sujet et de faire un livre pour spécialiste.

Pour rester clair, ce qui était notre objectif numéro un était de parler des Canadiens et, pour mieux adhérer à l'action, d'endosser leur uniforme et de faire un saut dans le temps. C'était un style difficile à trouver. Les dialogues ont souvent été reconstitués à l'aide d'échanges radios. Je pense que le fait d'introduire quelques dialogues basés sur la réalité apporte de l'oxygène au texte. Jusqu'à présent, tous ceux qui ont lu le livre nous ont dit qu'ils l'ont dévoré et l'ont lu d'un trait car il se lisait comme un roman. Bien que j'aie un grand respect pour Jean Mabire, je pense que mon style est différent du sien.

Daniel Laurent : L'iconographie est massive et impressionnante tout autant que les légendes. Le lecteur attentif peut juste regretter que certaines photos soient trop petites pour pouvoir y distinguer certains détails mentionnés dans la légende. Manque de place ?

Didier Lodieu : Vous avez tout compris. Nous avons mis trop de photos et le graphiste qui ne connaissait pas l'univers du livre de guerre a mis tout ce que nous voulions. Or, à l'écran de l'ordinateur, la mise en page était élogieuse, mais, sur le papier, l'effet était tout autre. En tant que professionnel, il aurait dû nous avertir que certaines photos étaient trop petites. Il est évident que le livre déborde de toutes parts. Tant au niveau texte que photos. C'est la raison pour laquelle la marge est très réduite. Toutefois, je reste responsable de cette présentation. Nous avons pris compte de ce point qui ne se renouvellera pas pour le second livre.

Daniel Laurent : Le livre n'est disponible qu'au Mémorial de Montormel. Pas une ligne à ce sujet sur leur site internet. C'est en cours ?

Didier Lodieu : Toutes vos questions sont pertinentes et rien ne vous échappe. Les personnes comme vous sont rares dans le milieu. Oui, le site du Mémorial a été intégralement refait et des problèmes techniques apparaissent. Le livre sera naturellement présenté comme il se doit.

Fiche Technique

Combats pour Saint-Lambert-sur Dives de Didier Lodieu,

Edité par le Mémorial de Montormel, collection la poche de Falaise-Chambois, juin 2012
<http://www.memorial-montormel.org/>
Format 16 x 24 cm, broché, 100 pages

19.50 euro

Présentation de l'éditeur

ST LAMBERT SUR DIVES est un village situé dans la vallée de la Dives dans l'Orne, passage incontournable pour le retrait de la 7. Armée entre le 17 et 21 Août 1944. La bataille de Normandie arrive à sa fin. Mais le repli ne s'avère pas aussi simple, les alliés referment leur étau et pour leur échapper, il va lui falloir résister, souvent jusqu'à la mort. Les Américains approchent de CHAMBOIS, les Polonais tiennent la côte 262 placée au nord de ce dernier village et les Canadiens convoitent St Lambert. Les Britanniques progressent également vers cette poche.

Un problème de taille se pose: peu d'effectifs canadiens sont présents pour tenir St LAMBERT. Ceux-ci se réduisent à 650 soldats relevant du régiment blindé de reconnaissance de la 4th can.div. et de l'équivalent d'une compagnie d'infanterie.

Peu à peu, des renforts vont leur parvenir avec parcimonie. Durant trois jours et trois nuits ces soldats canadiens devront s'opposer à près de 100 000 adversaires.

Avec un souci de clarté pour le lecteur et une reconstitution minutieuse, Didier Lodieu, Frédéric Normand et Stéphane Jonot respectivement guide et directeur du mémorial se sont évertués à relater cette page de l'histoire de la résistance des Canadiens à ST Lambert sur Dives.

Par ailleurs ce volume constitue le premier volet d'une série d'ouvrages relatifs à l'histoire de la poche de FALAISE.





Une réaction ? Envie d'en apprendre plus ?

REJOIGNEZ NOUS ET ENGAGEZ UNE DISCUSSION SUR LE
FORUM



LES HEROS OUBLIES
<http://www.lesherosoublies.com/>



Retrouvez une équipe de passionnés d'Histoire, mais aussi des collectionneurs, des groupes de reconstitution (toutes époques), des conseils et astuces pour identifier ou restaurer arme ancienne, pièce d'uniforme ...

Vous pourrez également télécharger les prochains numéros de
Dernière Guerre Mondiale sur
<http://derniereguerremondiale.net/indexDGM.php>

Vous souhaitez être informé par mail des prochaines parutions de
Dernière guerre mondiale ?
Envoyez une simple demande à
inscriptiondgm@laposte.net

La LVF
Les « petites »
Bonny et Lafont
La Milice...